

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 février 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, February 28th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe. Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates: Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Governement House. Quebec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Adleon Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Adrien St-Germain, fourrier, Gérard Léonard, dessinateur de fourrure, Paul Clermont, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures et articles faits de fourrures, peaux, cuirs, textiles et tissus de toutes sortes, sous le nom de "Adleon Contractors Inc.", avec un capital de $5,000 divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et 4,900 actions catégorie "B" de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

34276

Letters Patent

Adleon Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January 1953, incorporating: Adrien St-Germain, Furrier, Gérard Leonard, Fur Designer, Paul Clermont, Accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs and articles made of furs, hides, leathers, textiles and fabrics of all kinds, under the name of "Adleon Contractors Inc.", with a capital stock of $5,000 divided into 100 common shares of $1 each and 4,900 class B of $1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

34276-o

A. Faustin Compagnie Limitée
A. Faustin Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1952, constituant en corporation: Salvatore Randaccio, industriel, de Westmount, Arthur Dansereau, avocat, René Proulx, comptable agrée, de ville Mont-Royal, Pierrette Demers, secrétaire, célibataire, de Ville Saint-Laurent, tous quatre du district judiciaire de Montréal, Jacques Gaudette, comptable, de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire généralement le commerce de minerais et de toutes autres choses se rapportant à la métallurgie, sous le nom de "A. Faustin Compagnie Limitée" — "A. Faustin Company Limited", avec un capital de $200,000 divisé en 2,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DESILETS.

A. Faustin Compagnie Limitée
A. Faustin Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in accordance with Section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of December 1952, incorporating: Salvatore Randaccio, industrialist, of Westmount, Arthur Dansereau, advocate, René Proulx, chartered accountant, of the Town of Mount-Royal, Pierrette Demers, secretary, spinster, of Ville St-Laurent, all four of the judicial district of Montreal, Jacques Gaudette, accountant, of St. John, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To manufacture, and deal in minerals and everything pertaining to metallurgy, under the name of "A. Faustin Compagnie Limitée" — "A. Faustin Company Limited", with a capital stock of $200,000 divided into 2,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-second day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Applebloom Shoe Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Abbey Litovsky, John Michael Schlesinger, avocats, Barnet Buckman, notaire public, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les affaires comme marchands et manufacturiers de chassures, sous le nom de "Applebloom Shoe Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions privilégiées de $100 chacune et 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3032 ouest, rue Notre-Dame Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276 L. DÉSILETS.

Applebloom Shoe Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1952, incorporating: Abbey Litovsky, John Michael Schlesinger, advocates, Barnet Buckman, notary public, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and do business as merchants and manufacturers in footwear, under the name of "Applebloom Shoe Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 200 preferred shares of $100. each and 200 common shares of $100. each.

The head office of the company will be at 3032 Notre Dame St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirty-first day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34276-o Deputy Attorney General.

A. Roy & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente décembre 1952, constituant en corporation: Joseph-O. Roy, marchand, Jean-Pierre Roy, marchand, de Maniwaki, Lucien Massé, comptable agréé, de Hull, tous du district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce de marchands généraux, sous le nom de "A. Roy & Fils Inc.", avec un capital de $50,000 divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maniwaki, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général le trente décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

A. Roy & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in accordance with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of December 1952, incorporating: Joseph-O. Roy, merchant, Jean-Pierre Roy, merchant, of Maniwaki, Lucien Massé, chartered accountant, of Hull, all of the judicial district of Hull, for the following purposes:

To undertake and carry on a business of general merchants, under the name of "A. Roy & Fils Inc.", with a capital of $50,000 divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Maniwaki, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Aviation Components Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf janvier 1953, constituant en corporation: Hyman Carl Goldenberg, conseil en loi de la Reine, Moses Samuel Yelin, avocats, Esther Monson, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce ou le commerce de tous articles, effets et marchandises utilisés dans le domaine de l'aviation, sous le nom de "Aviation Components Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 5,000 action ordinaires de $1 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Aviation Components Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January 1953, incorporating: Hyman Carl Goldenberg, Queen's Counsel, Moses Samuel Yelin, advocates, Esther Monson, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with any goods, wares and merchandise used in connection with aviation, under the name of "Aviation Components Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Baris Kaplan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Baris Kaplan Inc.", avec un capital de $204,000 divisé en 20 actions ordinaires de $100 chacune, 20 actions privilégiées de $100 chacune et 2,000 actions privilégiées, seconde catégories de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS,

Baris Kaplan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of December 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Freda Pomerance, secretary, spinster, fille majeure all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Baris Kaplan Inc.", with a capital stock of $204,000, divided into 20 common shares of $100 each, 20 preferred shares of $100 each and 2,000 second preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Belvedere Space-Saving Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. Lachelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date vingtneuvième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et le négoce de dispositifs qui économisent l'espace et des accessoires domestiques et commerciaux, sous le nom de "Belvedere Space-Saving Products Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtneuvième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DESILETS.

Belvedere Space-Saving Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of December 1952, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Advocate, of the City of Outremont, Samuel Greenblatt, Advocate, Sonya Schneyer, Secretary, Fille Majeure, both of the City of Montreal, all of Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in and with space-saving devices and house-hold and commercial utilities, under the name of "Belvedere Space-Saving Products Inc.", with a capital stock of $20,000 divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General

Best Children's Wear Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept janvier 1953, constituant en corporation: Ben Shafferman, Emmerich Tobis, Ernest Kovac, Daniel Fromer, marchands et Sureka Wasserman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et manufacturiers de vêtements, sous le nom de "Best Children's Wear Mfg. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires "A" de $100 chacune et 100 actions ordinaires "B" de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Best Children's Wear Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1953, incorporating: Ben Shafferman, Emmerich Tobis, Ernest Kovac, Daniel Fromer, merchants, and Sureka Wasserman, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of traders and manufacturers of wearing apparel, under the name of "Best Children's Wear Mfg. Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 100 common "A" shares of $100. each and 100 common "B" shares of $100. each and 200 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the Attorney General, this seventh day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Blondeau Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1953, constituant en corporation: Antonio Leclerc, comptable, Pierrette Bois, Jeanne Dechêne, sténographes, de la cité de Québec, Jeanne Dionne, sténographe, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-automobiles et de moteurs et agir comme garagistes, sous le nom de "Blondeau Automobiles Inc.".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 9,900 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le huit janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o 2 L. DÉSILETS.

Blondeau Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January 1953, incorporating: Antonio Leclerc, accountant, Pierrette Bois, Jeanne Dechêne, stenographers, of the city of Quebec, Jeanne Dionne, stenographer, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and engines, and operate as garage-keepers, under the name of "Blondeau Automobiles Inc.".

The share capital of the company is divided into 9,900 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Loretteville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the eighth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Bosem Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1952, constituant en corporation Moses Samuel Yelin, avocat, Lilian Winch, Esther Monson, secrétaire, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Bosem Corporation", avec un capital de $210,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 10,000 de catégorie B de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Bosem Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of December 1952, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Lillian Winch, Esther Monson, secretaries, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Bosem Corporation", with a capital stock of $210,000 divided into 1,000 common shares of $10 each, 10,000 class B of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Clary Compagnie Limitée
Clary Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1953, constituant en corporation: Claire Boyé Glazer, marchande, épouse séparée de biens de Henri Glazer, Pierrette Garette, vendeuse, Henri Glazer, marchand, tous de St-Bruno, Rhéal Gagné, comptable, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce des volailles et des bêtes à cornes, sous le nom de "Clary Compagnie Limitée"—"Clary Company Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 153 est, rue Ste-Catherine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

Clary Compagnie Limitée
Clary Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1953, incorporating: Claire Boyé Glazer, merchant, wife separated as to property of Henri Glazer, Pierrette Garette, saleswoman, Henri Glazer, merchant, all of St-Bruno, Rhéal Gagné, accountant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To breed and deal in fowl and cattle, under the name of "Clary Compagnie Limitée"—"Clary Company Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 153 St-Catherine Street-East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Construction Bonaventure Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf janvier 1953, constituant en corporation: L.-Achille Joli-Cœur, avocat, Conseil de la Reine, de la cité et du district judiciaire de Québec, Armand Lavergne, Ernest Thibault, contractors, de St-Omer, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer toutes les fonctions et opérations de constructeur et entrepreneur, sous le nom de "Construction Bonaventure Ltée", avec un capital de $100,000 divisé en 1000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Omer, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le neuf janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

Construction Bonaventure Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of January, 1953, incorporating: L. Achille Joli-Cœur, advocate, Queen's Council, of the city and judicial district of Quebec, Armand Lavergne, Ernest Thibault contractors, of St-Omer, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on all the functions and operations of a builder and contractor, under the name of "Construction Bonaventure Ltée", with a capital of $100,000 divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Omer, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Courtiers d'Automobiles Associés Ltée
Associated Automobile Brokers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit janvier 1953, constituant en corporation: Robert Buron, constructeur, Jean-R. Miquelon, Roland-A. Diamond, notaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

D'être courtier pour la vente des automobiles; d'opérer un ou des garages, une ou des stations de service de gazoline, sous le nom de "Courtiers d'Automobiles Associés Ltée"—"Associated Automobile Brokers Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions privilégiées de $100 chacune et en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Courtiers d'Automobiles Associés Ltée
Associated Automobile Brokers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of January, 1953, incorporating: Robert Buron, builder, Jean R. Miquelon, Roland A. Diamond, notaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To be broker for the sale of automobiles; to operate one or more garages, one or more gazoline service stations, under the name of "Courtiers d'Automobiles Associés Ltée"—"Associated Automobile Brokers Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 200 preferred shares of $100 each, and into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le huit janvier 1953.

L'Assistant-procureur générxl,

34276-o L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Cyprien Gagnon, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un décembre 1952, constituant en corporation: Cyprien Gagnon, Robert Gagnon, J.-S.-Félix Gagnon, entrepreneurs, de St-Simon-de-Drummond, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur en construction, sous le nom de "Cyprien Gagnon, Ltée", avec un capital de $100,000 divisé en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune et en 7,500 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur le Boulevard Bernard, à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Cyprien Gagnon, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December 1952, incorporating: Cyprien Gagnon, Robert Gagnon, J.S. Félix Gagnon, contractors, of St-Simon-de-Drummond, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To act as a building contractor, under the name of "Cyprien Gagnon, Ltée", with a capital stock of $100,000 divided into 2,500 preferred shares of $10 each and 7,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be on Boulevard Bernard, at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty first day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Dominion Poultry & Egg Traders Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1953, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de la cité de Westmount, Jack Lighstone, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le négoce d'articles de commerce propres à la consommation, sous le nom de "Dominion Poultry & Egg Traders Ltd.", avec un capital de $300,000, divisé en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Dominion Poultry & Egg Traders Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of January 1953, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of the city of Westmount, Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, spinster, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in articles of commerce suitable for consumption, under the name of "Dominion Poultry & Egg Traders Ltd.", with a capital stock of $300,000, divided into 20,000 preferred shares of $10 each and 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January 1953.

L. DÉSILETS.

34276-o Deputy Attorney General.

Dunbar Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Bertha Mendelsohn, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, Leo Rosentzveig, avocat, Ernest Leo Kolber, étudiant, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des placements sur des terrains, immeubles et propriétés immobilières, sous le nom de "Dunbar Investment Corporation", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Dunbar Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor fo the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of December 1952, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Bertha Mendelsohn, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, Leo Rosentzveig, advocate, Ernest Leo Kolber, student, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To invest in land, real estate and immovable property, under the name of "Dunbar Investment Corporation", with a capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Edgar Milot (Ontario) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Queenie Kunstler, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Edgar Milot (Ontario) Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Edgar Milot (Ontario) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of January 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Queenie Kunstler, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and constructors, under the name of "Edgar Milot (Ontario), Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Edmond Deschênes, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1952, constituant en corporation: Edmond Deschênes, commerçant, Raymond Deschênes, commis-gérant, de Hébertville-Station, Albert Deschênes, commis-gérant, de Naudville, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Opérer le commerce de tous biens et marchandises employés en la construction et installation de maison, édifice public ou particulier, sous le nom de "Edmond Deschênes, Ltée", avec un capital de $100,000 divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 70 rue St-Joseph, St-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Edmond Deschênes, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in accordance with Section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of December 1952, incorporating: Edmond Deschênes, merchant, Raymond Deschênes, clerk-manager, of Hébertville Station, Albert Deschênes, clerk-manager, of Naudville, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in property and materials required for the construction and installation of houses, public and private buildings, under the name of "Edmond Deschênes, Ltée", with a capital stock of $100,000 divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 70 St. Joseph Street, St-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-second day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Ed. Rona & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1953, constituant en corporation: Édouard Rona, commerçant, Raymond Lette, juriste, de Montréal, Jules Dupré, C.R., avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois, sous le nom de "Ed. Rona & Co. Ltd.", avec un capital de $15,000, divisé en 150 actions de $100 chacune.

Ed. Rona & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of January 1953, incorporating: Édouard Rona, dealer, Raymond Lette, jurist, of Montreal, Jules Dupré, Q.C., advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in wood, under the name of "Ed. Rona & Co. Ltd.", with a capital stock of $15,000, divided into 150 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Emerald Television Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de janvier 1953, constituant en corporation: James O'Connor, marchand, de la ville de Hampstead, David Stanley Lunan, Charles Harold Malis, marchands, Hyman Eric Feigelson, avocat, tous trois de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires qui consistent à faire le commerce d'outillages, dispositifs, accessoires et appliques électriques, mécaniques, industriels et domestiques, sous le nom de "Emerald Television Corporation", avec un capital de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

General Iron Foundries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1953, constituant en corporation: Henri Lizotte, avocat, Léo Alain, commerçant, de Granby, Marguerite Cloutier, secrétaire, célibataire, de Waterloo, tous du district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire le commerce généralement fait par les propriétaires de hauts-fourneaux, de fonderie de tous métaux, d'aciéries, sous le nom de "General Iron Foundries Inc.", avec un capital de $75,000 divisé en 75,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Georges Robin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1953, constituant en corporation: Georges Robin, marchand, Thérèse Massicotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges Robin, André Vigeant, avocat, tous de Nicolet, district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, ferronnerie, accessoires électriques, sous le nom de "Georges Robin Limitée", avec un capital de $80,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Emerald Television Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of January 1953, incorporating: James O'Connor, merchant, of the town of Hampstead, David Stanley Lunan, Charles Harold Malis, merchants, Hyman Eric Feigelson, advocate, all three of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of dealing with electrical, mechanical, industrial and household equipment, devices, fittings and fixtures, under the name of "Emerald Television Corporation", with a capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

General Iron Foundries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January 1953, incorporating: Henri Lizotte, advocate, Léo Alain, merchant, of Granby, Marguerite Cloutier, secretary, spinster, of Waterloo, all of the judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal in a business usually carried on by proprietors of blast-furnaces, metal foundries, steel-works, under the name of "General Iron Foundries Inc.", with a capital stock of $75,000 divided into 75,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, the twentieth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Georges Robin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1953, incorporating: Georges Robin, merchant, Thérèse Massicotte, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said Georges Robin, André Vigeant, advocate, all of Nicolet, judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To carry on business in hardware, ironware, electrical appliances, under the name of "Georges Robin Limitée", with a capital stock of $80,000 divided into 4,000 common shares of $10 each into 4,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général le dix janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Gorby Industries, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Nathan Gorbaty, autrement connu comme Nat. Gorby, artiste, de Ville St-Laurent, George Irwin Harris, avocat, Catherine Glen, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à imprimer selon le procédé à trame et au moyen d'autres procédés appliqués aux textiles et autres matières, sous le nom de "Gorby Industries, Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Granby Slate Mining Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Charles E. Gibson, agent, Yvette Picard, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Granby Slate Mining Ltd.". (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 354 est, rue Ste-Catherine, Suite 54, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Gratton & Villiard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Gorby Industries, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of December 1952, incorporating: Nathan Gorbaty, otherwise known as Nat. Gorby, artist, of the town of St. Laurent, George Irwin Harris, advocate, Catherine Glen, secretary spinster, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of screen processing and other processings applied to textiles and other materials, under the name of "Gorby Industries, Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at the town of St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Granby Slate Mining Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of December 1952, incorporating: Henri Crépeau, advocate and Queen's counsel, Charles E. Gibson, agent, Yvette Picard, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Granby Slate Mining Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of $3,000,000 divided into 3,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 354 Ste. Catherine St. East, Suite 54, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Gratton & Villiard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in accordance with section 2, chapter

276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1952, constituant en corporation: Yvon Jasmin, Jean Drapeau, avocats, Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers en assurances et agents d'assurances, sous le nom de "Gratton & Villiard Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of December 1952, incorporating: Yvon Jasmin, Jean Drapeau, advocates, Rita Dufresne, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as insurance brokers and insurance agents, under the name of "Gratton & Villiard Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $1 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

J. Albert Julien Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf janvier 1953, constituant en corporation: Sylvio Lacroix, Hervé Dessureault, Roland Grandmont, marchands de fruits, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agit comme marchand de fruits et légumes, épiceries et charcuteries, sous le nom de "J. Albert Julien Ltée", avec un capital de $25,000 divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

J. Albert Julien Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in accordance with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of January 1953, incorporating: Sylvio Lacroix, Hervé Dessureault, Roland Grandmont, fruit merchants, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To act as merchants dealing in fruit, vegetables, groceries and cooked meats under that name of "J. Albert Julien Ltée", with a capital stock of $25,000 divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the nineteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

J.B. Langlois Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1952, constituant en corporation: David Lack, avocat, Pearl Auerbach, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, Rhoda Cohen, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires qui consistent à manufacturer et faire le commerce d'articles, appareils et accessoires domestiques, sous le nom de "J.B. Langlois Inc.", avec un capital de $30,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 390 rue Des Forges, en les cité et district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276 L. DÉSILETS.

J.B. Langlois Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of December 1952, incorporating: David Lack, advocate, Pearl Auerbach, secretary, both of the city of Montreal, Rhoda Cohen, secretary, of the city of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in household articles, equipment and accessories, under the name of "J.B. Langlois Inc.", with a capital stock of $30,000, divided into 200 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each,

The head office of the company will be at 390 rue Des Forges, in the city and judicial district of Three Rivers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34276-o Deputy Attorney General.

J.E. Vincent Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRiche-

J.E. Vincent Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRi-

lière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize janvier 1953, constituant en corporation: J.-Édouard Vincent, Jean-Paul Vincent, René Vincent, Hermel Vincent, Marcel Vincent, constructeurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et disposer des immeubles, construire des maisons d'habitations et autres bâtiments, sous le nom de "J.E. Vincent Limitée", avec un capital de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1953.

L'Assistant-procureur général.

34276-o L. DÉSILETS.

Jos. Tire Service Station Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1953, constituant en corporation: Joseph Vermette, vendeur, Roger Vermette, Georges Vermette, mécaniciens, tous de Longueuil, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires d'automobiles et de véhicules moteurs, exploiter des garages, sous le nom de "Jos Tire Service Station Limited", avec un capital de $25,000 divisé en 250 actions de $100 chacune.

Le siège sodial de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Kauf-Min Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Abe Kaufman, manufacturier, Dorothy Novick, ménagère, épousé séparée de biens dudit Abe Kaufman, et celui-ci, dans le but d'autoriser son épouse aux fins des présentes, Lillian Lazare, secrétaire, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de "Kauf-Min Fashions Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

La Cie Bérubé Fourrures, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

chelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of January 1953, incorporating: J.-Édouard Vincent, Jean-Paul Vincent, René Vincent, Hermel Vincent, Marcel Vincent, builders, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and dispose of immovables, build dwelling houses and other buildings, under the name of "J.E. Vincent Limitée", with a capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Jos. Tire Service Station Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of January 1953, incorporating: Joseph Vermette, salesman, Roger Vermette, Georges Vermette, mechanics, all of Longueuil, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and accessories, and to operate garages, under the name of "Jos Tire Service Station Limited", with a capital stock of $25,000 divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the eighth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Kauf-Min Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirthieth day of December, 1952, incorporating: Abe Kaufman, manufacturer, Dorothy Novick, Housewife, wife separate as to property of the said Abe Kaufman, and the latter for the purpose of authorizing her to these presents, Lillian Lazare, secretary, all of the city of Outremont, in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in wearing apparel, under the name of "Kauf-Min Fashions Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 200 common shares of $100. each, and 200 preferred shares of a par value of $100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

La Cie Bérubé Fourrures, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day

trois février 1953, constituant en corporation: Noël Bérubé, industriel, Marthe Armstrong, comptable, François-Xavier Perron, gérant, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, sous le nom de "La Cie Bérubé Fourrures, Ltée", avec un capital de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 144, Boulevard Charest, dans les cité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trois février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

L'Amicale du Collège Ste Elizabeth-Charlevoix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Herbert Madden, surintendant, H.-Lionel Robin, comptable agréé, de Verdun, J.-Aimé Vaillancourt, imprimeur, de Lakeside, Fred Brunelle, gérant de bureau, Eugène St-Maurice, négociant, Jean-Louis Dubreuil, Léopold Nadon, Pierre Nystrom, comptables, Léo Chénier, boucher, Gérard Blain, Gérard Germain, voyageurs, Roger Nadon, boulanger, Honoré Guérin, contremaître, Roméo Lagacé, Jean-Paul Desjardins, gérants, Moïse Lacombe, sacristain, Charles-A. Lafaille, employé civil, Nicolas Vichira, Ralph Vichira, employés de chemin de fer, Georges Levasseur, prêtre, supérieur de l'Ecole Normale, Léopold Leveillé, barbier, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

De développer et de fortifier les relations amicales entre les membres, sous le nom de "L'Amicale du Collège Ste Elizabeth-Charlevoix Inc.".

Les biens immobiliers ou les revenus en provenant que pourra acquérir ou posséder la corporation seront limités à cinq mille dollars ($5,000.).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

Lecours-Godmer Transport Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente et un décembre 1952, constituant en corporation: Fernand Guertin, avocat, d'Outremont, Roland Savignac, notaire, de Montréal, Paul Trudeau, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de camionneur, sous le nom de "Lecours-Godmer Transport Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général
le trente et un décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

of February, 1953, incorporating: Noël Bérubé, industrialist, Marthe Armstrong, accountant, François-Xavier Perron, manager, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in furs, under the name of "La Cie Bérubé Fourrures, Ltée", with a capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 144, Boulevard Charest, in the city and judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

L'Amicale du Collège Ste Elizabeth-Charlevoix Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date January twelfth, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Herbert Madden, superintendant, H.-Lionel Robin, chartered accountant, of Verdun, J.-Aimé Vaillancourt, printer, of Lakeside, Fred Brunelle, office manager, Eugène St-Maurice dealer, Jean-Louis Dubreuil, Léopold Nadon, Pierre Nystrom, accountants, Léo Chénier, butcher, Gérard Blain, Gérard Germain, travellers, Roger Nadon, baker, Honoré Guérin, foreman, Roméo Lagacé, Jean-Paul Desjardins, managers, Moïse Lacombe, sexton, Charles A. Lafaille, civil employee, Nicolas Vichira, Ralph Vichira, railroad employees, Georges Levasseur, priest; Superior of the Normal School, Léopold Léveillé, barber, of Montréal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop and strengthen friendly relations between members, under the name of "L'Amicale du Collège Ste Elizabeth-Charlevoix Inc.".

The real estate or the revenue derived therefrom which the corporation may hold is to be limited to five thousand dollars ($5,000).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Lecours-Godmer Transport Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in accordance with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of December 1952, incorporating: Fernand Guertin, advocate, of Outremont, Roland Savignac, notary, of Montreal, Paul Trudeau, advocate, of the Town of Mount-Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a business of carrier, under the name of "Lecours-Godmer Transport Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Le Moulin Agricole de Kénogami Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente décembre 1952, coustituant en corporation: Méridé Audet, marchand, Marie-Louise Gauthier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Méridé Audet, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Claudia Audet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Thomas-Louis Bouchard, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles d'épiceries, de bois, de charbon et autres combustibles, d'instruments aratoires et de véhicules automobiles, sous le nom de "Le Moulin Agricole de Kénogami Limitée", avec un capital de $70,000 divisé en 700 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 211, Ste-Famille, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le trente décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Le Moulin Agricole de Kénogami Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in accordance with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of December 1952, incorporating: Méridé Audet, merchant, Marie-Louise Gauthier, housewife, wife separate as to property, by marriage contract, to the said Méridé Audet, and duly authorized by the latter for the purposes set forth herein, Claudia Audet, housewife, wife separate as to property, by marriage contract, of Thomas-Louis Bouchard, and duly authorized by the latter for the purposes set forth herein.all of Kenogami, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business and deal in groceries, lumber, coal and other combustible materials, farm implements and motor vehicles, under the name of "Le Moulin Agricole de Kénogami Limitée", with a capital stock of $70,000 divided into 700 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 211 Ste-Famille, Kenogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, the thirthieth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Les Équipements St-Paul Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huit janvier 1953, constituant en corporation: J.-E. Antonin Roberge, industriel, Jacques Roberge, voyageur, Pierre Gauvreau, comptable, E,-Ludger Boulet, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, fabriquer, transformer et disposer de toutes façons, de la machinerie, sous le nom de "Les Équipements St-Paul Ltée", avec un capital de $99,000. divisé en 990 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le huit janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Les Équipements St-Paul Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in accordance with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of January 1953, incorporating: J.-E. Antonin Roberge, industrialist, Jacques Roberge, traveller, Pierre Gauvreau, accountant, E.-Ludger Boulet, chartered accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

Buy, sell, manufacture, transform and dispose of machinery in any way, under the name of "Les Équipements St-Paul Ltée", with a capital stock of $99,000, divided into 990 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General. the eighth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Les Huiles Legris Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Jacques de Billy, de Lévis, Gilles de Billy, de Sillery, André Gagnon, de Québec, avocats, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'huiles à chauffage et toutes sortes de combustibles, sous le nom de "Les Huiles Legris Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair.

Les Huiles Legris Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of December 1952, incorporating: Jacques de Billy, of Lévis, Gilles de Billy, of Sillery, André Gagnon, of Quebec, lawyers, all of judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture an deal in fuel oils and all kinds of fuels, under the name of "Les Huiles Legris Limitée".

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal or par value.

Le siège social de la compagnie sera à 5175 rue de Gaspé, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at 5175 de Gaspé Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Les Produits de Béton (Québec) Ltée
Quebec Concrete Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf janvier 1953, constituant en corporation: Antonio Leclerc, comptable, Pierrette Bois, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de Québec, Jeanne Dionne sténographe, fille majeure et usant de ses droits, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du ciment et ses sous-produits, sous le nom de "Les Produits de Béton (Québec) Ltée"—"Quebec Concrete Products Ltd".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 7,400 actions sans valeur au pair ou nominale et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le neuf janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Les Produits de Béton (Québec) Ltée
Quebec Concrete Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nith day of January 1953, incorporating: Antonio Leclerc, accountant, Pierrette Bois, stenographer, spinster exercising her rights, both of Quebec, Jeanne Dionne, stenographer, spinster, exercising her rights, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in ciment and its by-products, under the name of "Les Produits de Béton (Québec) Ltée"—"Quebec Concrete Products Ltd".

The share capital of the company is divided into 7,400 shares without nominal or par value and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St. Lambert, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the ninth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Lou Wellen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente et unième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Louis Wellen, manufacturier, de la cité d'Outremont, David Lack, avocat, Pearl Auerbach, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et négocier des vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "Lou Wellen Inc." avec un capital de $50,000 divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Lou Wellen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of December 1952, incorporating: Louis Wellen, manufacturer, of the city of Outremont, David Lack, advocate, Pearl Auerbach, secretary, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in clothing and wearing apparel, under the name of "Lou Wellen Inc.", with a capital stock of $50,000 divided into 300 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December 1952.

L' DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

L. Woods & Son Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Bernard Diamond, avocat, Gilbert Howard, marchand, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

L. Woods & Son Transport Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of January 1953, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Bernard Diamond, advocate, Gilbert Howard, merchant, of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de voituriers, transporteurs, sous le nom de "L. Woods & Son Transport Ltd.", avec un capital de $50,000 divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Dadé du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

To carry on the business of carriers, transporters, under the name of "L. Woods & Son Transport Ltd.", with a capital stock of $50,000 divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal,

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Nu-Way Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un décembre 1952, constituant en corporation: Edmond Guilbault, ferblantier, Maurice Guilbault, contracteur, tous deux de Montréal, Lambert Achim, comptable, de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de manufacturier et de commerçant de tous les métaux, minéraux et substances chimiques, sous le nom de "Nu-Way Products Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5836 rue St-Laurent, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Nu-Way Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December 1952, incorporating: Edmond Guilbault, tinsmith, Maurice Guilbault, contractor, both of Montreal, Lambert Achim, accountant, of Longueuil, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as manufacturer and merchant, to deal in metals, minerals and chemical substances, under the name of "Nu-Way Products Ltd.", with a capital stock of $20,000 divided into 300 common shares of $10 each and 1,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5836 St-Laurent Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, on the thirty-first day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Optimist Club of Sherbrooke

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la III partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de décembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions, Erich Marquardt, Yvan Dugré, gérants, Jean-Paul Nadeau, bijoutier, Paul-E. Delorme, Pierre-D. Blais, George Garard, voygeurs, Vital Scheib, commis de magasin de chaussures, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Diriger dans la cité de Sherbrooke et les environs, une succursale de "Optimist International", devant être connu comme "Optimist Club of Sherbrooke".

Le montant auquel la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder, est limité à $20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS,

Optimist Club of Sherbrooke

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December 1952, incorporating without share capital: Erich Marquardt, Yvan Dugré, managers, Jean-Paul Nadeau, jeweller, Paul-E. Delorme, Pierre-D. Blais, George Garard, travellers, Vital Scheib, Shoe Store clerk, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To operate in the city of Sherbrooke and vicinity a branch of "Optimist International", to be known as: "Optimist Club of Sherbrooke".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Ore Ungava Railway Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Dave Miller, magasinier en chef de Iron Ore Co.,

Ore Ungava Railway Association Inc.

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of December, 1952, incorporating without share capital: Dave Miller, chief storekeeper for Iron Ore Co., Harold Irwin,

Harold Irwin, magasinier de Québec North Shore and Labrador Railway, Edward Thorning, gérant du département du bois de Iron Ore Co., Harold J. Fleming, assistant magasinier de Iron Ore Co., tous de Sept Iles, district judiciaire du Saguenay, pour les objets suivants:

Etablir, maintenir et diriger un club athlétique, sous le nom de "Ore Ungava Railway Association Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est $75,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept Iles, district judiciaire du Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276 L. DÉSILETS.

storekeeper for Quebec North Shore and Labrador Railway, Edward Thorning, Wood Dept. manager for Iron Ore Co., Harold J. Fleming, assistant to storekeeper for Iron Ore Co., all of Sept Iles, in the judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct an athletic club, under the name of "Ore Ungava Railway Association Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to $75,000.

The head office of the corporation will be at Sept Iles, in the judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34276-o Deputy Attorney General.

Placements Métropole Ltée
Metropole Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1953, constituant en corporation: Henri-Georges Grenier, courtier, Jean-R. Miquelon, notaire, d'Outremont, Roland-A. Diamond, notaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement les opérations d'une compagnie de promotion, de contrôle ("holding"), d'immeubles et de placements, sous le nom de "Placements Métropole Ltée"—"Metropole Investments Ltd.", avec un capital de $100,000 divisé en 800 actions privilégiées de $100 chacune et en 200 actions ordinairrs de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

Placements Métropole Ltée
Metropole Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1953, incorporating: Henri-Georges Grenier, broker, Jean R. Miquelon, notary, of Outremount, Roland A. Diamond, notary, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and generally operate a promotion, holding, real estate and investment company, under the name of "Placements Métropole Ltée" —"Metropole Investments Ltd.", with a capital stock of $100,000 divided into 800 preferred shares of $100 each and into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Plâtrage Provincial Inc.
Provincial Plasters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1953, constituant en corporation: Henri Bédard, industriel, de Ste-Foy, Lucien Boulet, comptable, de Beauport, Robert-B. Lafrenière, avocat, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Conduire et exploiter le commerce de constructeurs et contracteurs, sous le nom de "Plâtrage Provincial Inc."—"Provincial Plasters Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le douze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

Plâtrage Provincial Inc.
Provincial Plasters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1953, incorporating: Henri Bédard, industrialist, of Ste. Foy, Lucien Boulet, accountant, of Beauport, Robert B. Lafrenière, advocate of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To conduct and operate the business of builders and contractors, under the name of "Plâtrage Provincial Inc."—"Provincial Plasters Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Popular Auto Sales & Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941,

Popular Auto Sales & Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter

des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Ernest Stastny, marchand, de la cité d'Outremont, Gregory Charlap et Max Slapack, tous deux avocats, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, posséder et exploiter, administrer des garages, boutiques de réparation d'automobiles et stations de service, sous le nom de "Popular Auto Sales & Services Ltd.", avec un capital de $50,000 divisé en 400 actions ordinaires de $50 chacune et 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vintième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Rolga Chibougamau Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze janvier 1953, constituant en corporation: Roland Gagnon, négociant, Raoul Lamarche, comptable, de St-Félicien, P.-Ernest Beauchemin, avocat, de Roberval, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations, découvrir des mines et des minerais et en faire le commerce, sous le nom de "Rolga Chibougamau Mines Limited" (Livre de responsabilité personnelle), avec un capital de $1,000,000. divisé en 1,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité supérieure aux prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le quinze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Salaison Boisselle, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq janvier 1953, constituant en corporation: Isidore Boisselle, industriel, Gaston Boisselle, Marcel Boisselle, marchands, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter une boucherie et une épicerie, sous le nom de "Salaison Boisselle, Ltée", avec un capital de $75,000 divisé en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune et en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à rue Hériot, à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le cinq janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of December, 1952, incorporating: Ernest Stastny, merchant of the city of Outremont, Gregory Charlap and Max Slapack, both advocates, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, to own, operate and manage garages, automobile repair shops and service stations, under the name of "Popular Auto Sales & Services Ltd.", with a capital stock of $50,000. divided into 400 common shares of $50. each, and 600 preferred shares of $50. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Rolga Chibougamau Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in accordance with Section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of January 1953, incorporating: Roland Gagnon, trader, Raoul Lamarche, accountant, of St. Félicien, P.-Ernest Beauchemin, advocate, of Roberval all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, and deal in same, under the name of "Rolga Chibougamau Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) with a capital stock fo $1,000,000 divided into 1,000,000 shares of $1 each.

The shareholders shall incur no personal responsability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at St-Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Salaison Boisselle, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January 1953, incorporating: Isidore Boisselle, industrialist, Gaston Boisselle, Marcel Boisselle, merchants, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To own and operate a butcher's shop, and grocer's shop, under the name of "Salaison Boisselle, Ltée", with a capital stock of $75,000 divided into 2,500 preferred shares of $10 each and 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Hériot street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Société d'Entreprises de Rimouski Inc.
Rimouski Enterprises Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six février 1953, constituant en corporation: Maurice Tessier, avocat, Cécile Lavoie, Béatrice D'Anjou, tous deux secrétaires, tous de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Organiser, encourager, contribuer à l'encouragement, à l'organisation, au développement ou à l'administration de toute compagnie, corporation, association ou syndicat, sous le nom de "Société d'Entreprises de Rimouski Inc."—"Rimouski Enterprises Corporation", avec un capital de $1,000,000. divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $25 chacune et de 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le six février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

Soucy Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un décembre 1952, constituant en corporation: Paul-Emile Gagnon, Gilles Gagnon, J.-Claude Gagnon, avocats, tous des cité et district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de garagiste, sous le nom de "Soucy Automobiles Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 700 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compgagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

Standard Metal Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat, Noreen L. Zeolkowsky, secrétaire, Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, manufacturiers de machinerie, outillages, automobiles et accessoires d'automobiles, produits provenant ou manufacturés de métaux, produits chimiques, épiceries et articles vestimentaires, sous le nom de "Standard Metal Co. Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Société d'Entreprises de Rimouski Inc.
Rimouski Enterprises Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date February sixth, 1953, incorporating: Maurice Tessier, advocate, Cécile Lavoie, Béatrice D'Anjou, both secretaries, all of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To organize, encourage, contribute to the encouragement, of the organization, for the development or in the manageant of any company, corporation, association or syndicate, under the name of "Société d'Entreprises de Rimouski Inc."—"Rimouski Enterprises Corporation",. with a capital stock of $1,000,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $25 each and of 20,000 preferred shares of a par value of $25.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Soucy Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Aet, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December 1952, incorporating: Paul-Emile Gagnon, Gilles Gagnon, J.-Claude Gagnon, advocates, all of the city and judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To operate a business as garage-keeper, under the name of "Soucy Automobiles Inc.", with a capital stock of $100,000 divided into 700 common shares of $100 each, and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Standard Metal Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of December 1952, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, Noreen L. Zeolkowsky, secretary, Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers, manufacturers of machinery, equipment, automobiles and automobile supplies, products produced or manufactured from metal, chemical products, groceries and wearing apparel, under the name of "Standard Metal Co. Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 150 common shares of $100 each and 250 proferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Star Pants, Laurierville, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1953, constituant en corporation: Sam Starr, des cité et district judiciaire de Montréal, Edgar Côté, de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, manufacturiers, André Trottier, comptable agréé, de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers de vêtements, sous le nom de "Star Pants, Laurierville, Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions de $40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laurierville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Star Pants, Laurierville, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of January, 1953, incorporating: Sam Starr, in the city and judicial district of Montreal, Edgar Côté, of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, manufacturers, André Trottier, chartered accountant, of Sherbrooke, judicial district of St-Francis, for the following purposes:

To carry on the work of clothing manufacturers under the name of "Star Pants, Laurierville Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 1,000 shares of $40 each.

The head office of the company will be at Laurierville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Steel & Timber Structures Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente janvier 1953, constituant en corporation: Colombe Morin, secrétaire P,-Nap. Girard, agent, tous deux de Québec, district judiciaire de Québec, Germain Caron, avocat, de Louisville, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir comme contracteur, constructeur général, sous le nom de "Steel & Timber Structures Ltd.", avec un capital de $18,000 divisé en 160 actions privilégiées de $100 chacune et en 20 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Steel & Timber Structures Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January 1953, incorporating: Colombe Morin, secretary, P.-Nap. Girard, agent, both of Quebec, judicial district of Quebec, Germain Caron, advocate, of Louiseville, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To act as general contractors and constructors, under the name of "Steel & Timber Structures Ltd.", with a capital stock of $18,000 divided into 160 preferred shares of $100 each and 20 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Sterling Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec ,représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois décembre 1952, constituant en corporation: Aurèle Roux, entrepreneur, Paul-A. Poirier, agent d'assurance, Jean Roy, comptable agréé, Laurent Trottier, avocat, tous de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce de prêteur d'argent, sous le uom de "Sterling Finance Corporation", avec un capital de $250,000 divisé en 2,000 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Sterling Finance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr, C. LaRichelière, in accordance with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of December 1952, incorporating: Aurèle Roux, contractor, Paul-A. Poirier, insurance agent, Jean Roy, chartered accountant, Laurent Trottier, advocate, all of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To operate a business as a money lender, in general, under the name of "Sterling Finance Corporation", with a capital stock of $250,000 divided into 2,000 common shares of $100 each, and 500 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276-o L. DÉSILETS.

Sunset Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé por le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Théodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Sunset Investment Corp.", avec un capital de $200,000 divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276 L. DÉSILETS.

Symphony Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de décembre 1952, constituanf en corporation: Robert Harold Earle Walker, avocat, et Conseil en Loi de la Reine, Roger-Louis Beaulieu, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Charles Alexander Phelan, avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, distributeurs et aussi celui d'un établissement de réparation d'accessoires, articles et marchandises électriques, musicaux et domestiques, sous le nom de "Symphony Shop Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34276 L. DÉSILETS.

The Julo Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat en Conseil en Loi de la Reine, Conrad Shatner, avocat, Morris Shuter, gérant de bureau, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34276 Deputy Attorney General.

Sunset Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of December 1952, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's counsel, Ethel Yussem, secretary, spinster of the full age of majority, both of the city of Montreal, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the mane of "Sunset Investment Corp.", with a capital stock of $200,000 divided into 50,000 common shares of $1 each and 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34276-o Deputy Attorney General.

Symphony Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of December 1952, incorporating: Robert Harold Earle Walker, advocate and Queen's Counsel, Roger-Louis Beaulieu, advocate, both of the city of Montreal, Charles Alexander Phelan advocate, of the city of Westmount, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, distributing agents and service establishments for electrical, musical and home appliances, goods, wares and merchandise, under the name of "Symphony Shop Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34276-o Deputy Attorney General.

The Julo Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January 1953, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Conrad Shatner, advocate, Morris Shuter, office manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "The Julo Corporation", avec un capital de $10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "The Julo Corporation", with a capital stock of $10,000 divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

The Swiss Hut Bar — B — Q Limited
La Hutte Suisse Bar — B — Q Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seize janvier 1953, constituant en corporation: Joseph-Melchior Latendresse, Joseph-Charles-Médard Latendresse, industriels, Télesphore Bernard, agent d'immeuble, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, sous le nom de "The Swiss Hut Bar - B - Q Limited" — "La Hutte Suisse Bar -B - Q Limitée", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

The Swiss Hut Bar — B — Q Limited
La Hutte Suisse Bar — B — Q Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of January, 1953, incorporating: Joseph-Melchioir Latendresse, Joseph-Charles Médard Latendresse, industrialists, Télesphore Bernard, real estate agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a hotel business, under the name of "The Swiss Hut Bar - B - Q Limited" — "La Hutte Suisse Bar - B - Q Limitée", with a capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS.

34276 Deputy Attorney General.

"Tony the Tailor" Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, de la cité de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, de la cité de Westmount, tous deux avocats et Conseils en Loi de la Reine, Ernest Leo Kolber, étudiant de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "Tony the Tailor" Ltd., avec un capital de $100,000 divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

"Tony the Tailor" Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of December 1952, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, of the city of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, of the city of Westmount, both advocates and Queen's Counsel, Ernest Leo Kolber, student, of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, and dealers in clothing and wearing apparel, under the name of "Tony the Tailor" Ltd., with a capital stock of $100,000 divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Transatlantic Mineral & Ore Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de décembre 1952, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, avocat Galen Lee Prime, gérant, Carl Elliott Proctor,

Transatlantic Mineral & Ore Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of December 1952, incorporating: John Henry Ernest Colby, advocate, Galen Lee Prime, manager, Carl Elliot Proctor, book-keeper, all of the city

teneur de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

S'engager dans le commerce des mines ou autrement acquérir et négocier des substances, métaux, minéraux, huiles naturelles et autres substances extraites de la terre ou de l'eau, sous le nom de "Transatlantic Mineral & Ore Ltd.", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Tubulaire Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize janvier 1953, constituant en corporation: Charles-François Lambin, Émile Asselin, industriels, Joseph-Wilfrid Proulx, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous systèmes ou contrôles de chauffage, sous le nom de "Tubulaire Industries Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1432, rue Amherst, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Willowdale Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Queenie Kunstler, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Willowdale Realties Inc.", avec un capital de $304,000 divisé en 20 actions ordinaires de $100 chacune, 20 actions privilégiées, première catégorie, de $100 chacune et 3,000 actions privilégiées, seconde catégorie, de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of mining or otherwise acquiring and dealing with ores, metals, minerals, natural oils, and other substances derived from the earth or water, under the name of "Transatlantic Mineral & Ore Ltd.", with a capital stock of $10,000 divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Tubulaire Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in accordance with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of January, 1953, incorporating: Charles-François Lambin, Emile Asselin, industrialists, Joseph-Wilfrid Proulx, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all heating and control systems, under the name of "Tubulaire Industries Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1432, Amherst Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the thirteenth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Willowdale Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of December 1952, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Queenie Kunstler, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Willowdale Realties Inc.", with a capital stock of $304,000 divided into 20 common shares of $100 each, 20 first preferred shares of $100 each and 3,000 second preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Carrière St-Maurice Incorporée
St-Maurice Quarry Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Supplementary Letters Patent

Carrière St-Maurice Incorporée
St-Maurice Quarry Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 décembre 1952, à la compagnie "Carrière St-Maurice Incorporée — St-Maurice Quarry Incorporated", 1° réduisant son capital-actions de $150,000 à $102,000, le capital-actions annulé étant divisé en 480 actions ordinaires de $100; 2° créant et émettant 20 actions ordinaires de $100 de son capital autorisé sous forme de 20 actions "Classe A" de $100; 3° augmentant son capital-actions: le capital-actions additionnel étant divisé en 5 actions "Classe B" sans valeur au pair 4° Changeant la dénomination des 1,000 actions "Classe C" de $100.

Daté du bureau du Procureur général le 22 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Carrière St-Maurice Incorporée — St-Maurice Quarry Incorporated", 1. reducing its capital shares from $150,00 to $102,000, the cancelled capital shares being divided into 480 common shares of $100; 2. creating and issuing 20 common shares of $100 of its authorized capital stock in the form of 20 "Class A" shares of $100; 3. increasing its capital stock; the additional capital stock being divided into 5 "Class B" shares of no par value; 4. changing the denomination of the 1,000 preferred $100 shares by 1,000 "Class C" shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General this 22nd day of December, 1952.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Central Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes suplémentaires en date du 23 décembre 1952, à la compagnie "Central Motor Sales Limited", augmentant son capital-actiovs de $20,000 à $49,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 290 actions ordinaires de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Central Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Central Motor Sales Limited", increasing its capital stock from $20,000 to $49,000: the additional capital stock being divided into 290 common shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 23rd day of December, 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Clinique B.C.G. de Montréal, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 décembre 1952, à la corporation "Clinique B.C.G., de Montréal, Inc.", étendant ses pouvoirs à tels autres objets énoncés dans la résolutions adoptée à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général le 22 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Clinique B.C.G. de Montréal, Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies'Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-second ay of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, to the "Clinique B.C.G. de Montreal, Inc." extending its powers to such other purposes as set forth in the resolution adopted for this purpose.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1952.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Deakin & Stewart Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 13 décembre 1952, à la compagnie "Deakin & Stewart Limited", 1° diminuant son capital-actions de $49,900 à $32,100 par l'annulation de 178 actions privilégiées de $100 chacune émises et rachetées; 2° augmentant ledit capital-actions de $32,100 à $96,300 le nouveau capital étant divisé en 2568 actions privilégiées de $25 chacune.

Deakin & Stewart Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Deakin & Stewart Limited", 1. reducing its capital stock from $49,900 to $32,100, by the cancellation of 178 preferred shares of $100 each issued and redeemed; 2. increasing the said capital stock from $32,100 to $96,300, the new capital being divided into 2568 preferred shares of $25 each.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

Dufresne Engineering Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 décembre 1952, à la compagnie "Dufresne Engineering Company Limited", 1° subdivisant ses 4,000 actions privilégiées non-émises de $100 chacune en 80,000 actions privilégiées de $5 chacune; 2° modifiant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées et fixant à $140,000 le montant avec lequel la compagnie exercera dorénavant ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

The Albert Paper Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 décembre 1952, à la compagnie "The Albert Paper Company Inc.", 1° diminuant son capital-actions de $20,000 à $14,000 par l'annulation de 60 actions ordinaires non-émises de $100 chacune; 2° augmentant ce capital-actions de $14,000 à $164,000, le nouveau capital étant divisé en 1500 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276 L. DÉSILETS.

The Pagé Equipment & Construction Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 décembre 1952, à la compagnie "The Pagé Equipment & Construction Company, Limited", 1° réduisant son capital-actions de $300,000 à $253,300; le capital-actions annulé étant divisé en 467 actions ordinaires de $100; 2° créant et émettant 533 actions ordinaires de $100 de son capital-actions autorisé sous forme de 533 actions "Classe "A" de $100; 3° augmentant son capital-actions: le capital-actions additionnel étant divisé en 5 actions "Classe B" sans valeur au pair; 4° changean la dénomination des 2,000 actions privilégiées de $100 par 2,000 actions "Classe C" de $100.

Daté du bureau du Procureur général le 22 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,

34276-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, the 13th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

Dufresne Engineering Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Dufresne Engineering Company Limited", 1. subdividing its 4,000 unissued preferred shares of $100 each into 80,000 preferred shares of $5 each; 2. modifying the privileges attaching to the said preferred shares, and fixing at $140,000 the amount with which the company will thenceforth carry on its operations.

Dated at the office of the Attorney General, the 22nd day of December, 1952.

L. DÉSILEæS,

34275-o Deputy Attorney General.

The Albert Paper Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "The Albert Paper Company Inc.", 1. reducing its capital stock from $20,000 to $14,000, by the cancellation of 60 unissued common shares of $100 each; 2. increasing such capital stock from $14,000 to $164,000, the new capital being divided into 1500 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 22nd day of December, 1952.

L. DÉSILETS,

34276-o Deputy Attorney General.

The Pagé Equipment & Construction Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters, bearing date the 22nd day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, reprrsented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "The Pagé Equipment & Construction Company, Limited", 1. reducing its capital stock from $300,000 to $253,300; the cancelled capital stock being divided into 467 common shares of $100; 2. creating and issuing 533 common shares of $100 of its authorized capital stock in the form of 533 "Class A" shares of $100; 3. increasing its capital stock; the additional capital stock being divided into 5 "Class B" shares of no par value; 4. changing the denomination of the 2,000 preferred shares of $100 by 2,000 "Class C" shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of December, 1952.

L. DÉSILETS,

34276 Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux services funéraires dans l'Ile de Montréal, l'Ile Jésus et un rayon de dix (10) milles autour de l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 279 du 4 mars 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la facon suivante:

1° L'article IV sera remplace par le suivant:

"IV. *Taux de salaires minima: a*) Les embaumeurs employés à la semaine sont payés un salaire minimum de $55.00 par semaine et salaire et demi après la dixième ou la onzième heure, selon qu'ils travaillent de jour ou de nuit.

b) L'embaumeur ambulant doit recevoir une rémunération minimum de dix ($10.00) dollars par ambaumement, s'il ne fournit pas le fluide; et une rémunération minimum de quatorze dollars (14.00) par embaumement, s'il fournit le fluide. Dans les deux cas, l'embaumeur ambulant doit fournir les instruments et les cosmétiques.

c) L'homme de service sans expérience doit recevoir la rémunération suivante:

La première année, $32.00 par semaine;

La deuxième année, $37.00 par semaine.

Après deux (2) and d'expérience chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles assujettis au décret, le salaire de l'homme de service doit être de quarante-cinq ($45.00) dollars par semaine.

d) Les salariés surnuméraires doivent recevoir un salaire horaire de cinquante ($0.50) cents avec un minimum de deux ($2.00) dollars par appel de trois heures ou moins.

e) *Mécaniciens:* Les mécaniciens doivent recevoir le salaire minimum suivant:

	Taux horaires de jour	*de nuit*
première classe	$1.20	$1.25
deuxième classe	1.05	1.10

f) Le décret n'affecte en rien le salaire du salarié recevant une rémunération plus élevée, lors de sa mise en vigueur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 février 1953. 34277-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 173-F du 19 février 1953, deux nouveaux règlements spéciaux de la Commission conjointe de l'industrie de la chemise de la province de Québec ont été approuvés et substitués à ses règlements spéciaux qui avaient été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 788-G du 23 juillet 1952.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the funeral services in the Island of Montreal, Jesus Island and a redius of ten (10) miles around the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 279 of March 4, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Section IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum Wages rates: a*) When employed on a weekly basis, the embalmers shall be paid a minimum remuneration of fifty five dollars ($55.00) per week, and time and a half after the tenth (10th) or eleventh (11th) hour of work as the case may be.

b) The itinerant embalmer shall be paid a minimum of ten dollars ($10.00) per embalming if he does not supply the fluid, and a minimum of $14.00 if he does. In both cases, the embalmer shall furnish instruments and cosmetics.

c) Unexperienced servicemen shall receive the following remuneration:

1st year: $32.00 per week

2nd year: $37.00 per week

After two (2) years of experience with any undertaker governed by the decree, the serviceman shall receive forty-five ($45.00) dollars per week.

e) Supernumerary employees shall receive an hourly rate of $0.50 and a minimum of two dollars ($2.00) per call of three (3) hours or less.

e) *Mechanics:* Mechanics shall receive the following minimum rates:

	Day work per hour	*Night work per hour*
First class.	$1.20	$1.25
Second class.	1.05	1.10

f) The decree shall not affect, in any way, the wage rate of an employee which is higher, at the time of its coming into force, than those herein mentioned."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1953. 34277-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister or Labour, hereby gives notice, pursuaut to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council No. 173-F of February 19, 1953, two new special by-laws of the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec have been approved and substututed for its special by-laws which hed been approved by Order in Council No. 788-G of July 23, 1952.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

Règlements spéciaux

Registre: Conformément au paragraphe "*g*" de l'article 20 de la Loi, la Commission conjointe rend obligatoire pour tous les employeurs professionnels régis par le décret N° 1284 du 15 novembre 1951, et ses amendements, la tenue d'un registre indiquant les noms et prénoms, ainsi que l'adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures régulières et supplémentaires effectuées chaque jour, la nature de tel travail ainsi que les salaires payés, indiquant les salaires de base ou réguliers, ainsi que toute rémunération supplémentaire ou boni, avec mention de la méthode et de la période de paye, et toute autre information requise par la Commission conjointe pour la mise en vigueur du décret.

De plus, les cartes ou feuilles de poinçon originales, sur lesquelles l'horloge enregistreuse enregistre les heures, doivent être gardées par l'employeur pour une période d'au moins douze (12) mois et doivent être disponibles pour inspection par les représentants de la Commission conjointe.

Quand, dans le même atelier ou la même usine, tous les salariés ou quelques-uns d'entre eux sont requis de travailler partiellement ou entièrement sur tout article exempté ou sur tout autre article non visé par le décret, aussi bien que sur les articles assujettis à la juridiction industrielle du décret, tout employeur professionnel et tout salarié doivent tenir un registre indiquant le nombre exact d'heures de travail faites et rémunérées, le taux horaire ou le taux à la pièce, tenant compte des articles exemptés et des autres non visés par le décret et tenant compte des articles assujettis à la juridiction industrielle du décret, durant chaque jour et chaque semaine de travail et d'en faire rapport sur la formule fournie par la Commission conjointe chargée de l'application du décret.

b) Rapports mensuels: Conformément aux dispositions du paragraphe "*h*" de l'article 20 de la Loi, la Commission conjointe oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1284 du 15 novembre 1951 et ses amendements, à faire des rapports mensuels, en duplicata, sur la formule fournie par la Commission conjointe, lesdits rapports devant être signés par un officier de la firme ou par l'employeur, ou par un agent dûment autorisé; le rapport doit indiquer le nom complet de chaque salarié, sa qualification ou classification, le nombre d'heures régulières et supplémentaires travaillées chaque semaine, la nature de tel travail et les salaires payés indiquant les salaires de base réguliers, ainsi que toute rémunération supplémentaire sous forme de boni ou autrement, le tout sur une base hebdomadaire. L'original (feuille blanche) dudit rapport doit être adressé aux bureaux de la Commission conjointe pas plus tard que le 10 du mois suivant, que ledit employeur ait été en exploitation ou non, et le duplicata (copie jaune) demeure entre les mains de l'employeur pour être gardé en tout temps à ses bureaux durant une période d'au moins douze (12) mois, et doit être disponible en tout temps pour inspection par l'administrateur de la Commission ou ses représentants dûment autorisés.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 février 1953. 34277-o

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

Special by-laws

Keeping of a register: Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the Act, the Joint Commission renders obligatory for every professional employer governed by the Decree No. 1284 of November 15, 1951, and amendments, the keeping of a register, indicating the surnames, christian names and residence of each employee in his employ, the competency of such employee, the regular and extra hours of daily labour, the nature of such work and the wages paid, showing the basic or regular wages, as well as any extra wages or bonus, with mention of the method and period of payment, as well as all other information required by the Joint Commission for the proper enforcement of the Decree.

Moreover, the original punch cards or sheets on which the Punck clock records the hours must be kept by the employer for a period of at least twelve (12) months and must be available for inspection by the representatives of the Joint Commission.

When, in the same plant or in the same factory, all the employees or some of the employees are required to work partially or entirely on any product which is exempt or on any other product not covered by this decree, as well as upon the products falling under the juriseiction of the decree, then the professionnal employer and the employee must both keep a record in which is stated the exact number of hours of work done and paid for, the rate per hour or the rate per piece, taking into consideration the products which are exempt and the products which are not covered by the Decree and those products which are covered by the Decree, during each day and each week of work, and must report this information to the Joint Commission empowered to enforce this Decree on a form furnished by the Joint Commission.

b) Monthly reports: Pursuant to subsection "*h*" of section 20 of the Act, the Joint Commission requires every professional employer governed by the Decree No. 1284 of November 15, 1951, and amendments, to make monthly payroll reports in duplicate, the form of which to be supplied by the Joint Commission, said reports to be signed by an officer of the firm or by the employer, or a duly authorized agent, on which shall be given the name in full of every employee in his employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid, indicating regular or basic wages, as well as additional remuneration by way of bonus or otherwise, the whole on a weekly basis. The original (white sheet) of the said report shall be sent to the offices of the Joint Commission not later than the 10th of the following month, whether the said employer has been in operation or not, and the duplicate (yellow sheet) shall remain in the hands of the employer, and shall be kept on the premises of the employer at all times, for a period of at least twelve months, and shall remain open to inspection at any time by the Administrator of the Joint Committee or by his duly authorized representatives.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1953. 34277-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 305, du 23 février 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 173 du 19 février 1953, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 26 février 1953 au 26 février 1954; cette cotisation s'xerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixés et des pourcentages payés à leurs salariés;

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit $38.00 par semaine;

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme éauivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité Paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité à le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présentçr un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Boulangers et Distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 26 février 1953 et le 26 février 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BOULANGERS ET DISTRIBITEURS DE PAIN DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District formed under decree No. 305 of February 23, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council, No. 173 of February 19, 1953, part "C" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professionnal employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends between February 26, 1953, and February 26, 1954; it shall be laid in the following manner;

a) The professionnal employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, i.e.$38.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be made and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall deduct at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. *Financial report*

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District for the period between February 26, 1953 and February 26, 1954.

THE PARITY COMMITTEE OF BAKERS AND BREAD DISTRIBOTORS OF THREE RIVERS AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for

la période comprise entre le 26 février 1953 et le 26 février 1954.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 1,510.00
Artisans	40.00
Salariés	1,510.00
Divers: Honoraires d'examens, etc.	40.00
	$ 3,100.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	$ 144.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement	700.00
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité	900.00
Loyer du bureau et téléphone	200.00
Frais légaux	200.00
Vérification des livres	40.00
Papeterie	55.00
Dépenses de voyages, ameublement, divers	861.00
	$ 3,100.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 février 1953. 34277-o

the period between February 26, 1953, and February 26, 1954.

Receipts:

Assessments ½ of 1%):	
Professional employers	$ 1,510.00
Artisans	40.00
Employers	1,510.00
Miscellaneous: examinations fees, etc.	40.00
	$ 3,100.00

Expenses:

Salary of the secretary	144.00
Inspector: salary and travelling expenses	700.00
Transportation and other expenses of the members of the committee	900.00
Office rent and telephone	200.00
Legal charges	200.00
Auditing of books	40.00
Stationery	55.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous	851.00
	$ 3,100.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1953. 34277-o

Avis d'approbation de règlements

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux adoptés par le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses, juridiction de Chicoutimi, en date du 8 janvier 1953, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 173-E du 19 février 1953 et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 81-A du 21 janvier 1953.

En vertu de la Loi les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

20. *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe "*g*" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1296 du 15 décembre 1952, la tenue d'un régistre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21. *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe "*h*" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret, numéro 1296 du 15 décembre 1952, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre des heures de travail régulières supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

22. *Certificat de qualification:* D'accord avec les dispositions de l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire décide de rendre le certificat de quali-

Notice of Approval of By-Laws

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the special by-laws adopted by the Barbers and Hairdressers Parity Committee, Jurisdiction of Chicoutimi, on January 8, 1953, have been approved by Order in Council No. 173-E of February 19, 1953, and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council No. 81-A of January 21, 1953.

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

20. *Register:* Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree No. 1296 of December 15, 1953, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their qualification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as all other praticulars deemed useful for the application of the decree.

21. *Monthly report:* Pursuant to subsection "*h*" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree No. 1296 of December 15, 1952, to submit to it a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ; the report shall give the name in full and address of all employees in his employ, their qualification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms on which the report is to be made.

22. *Certificate of competency:* Pursuant to the provisions of section 25 of the Act, the Parity Committee decides to render obligatory the certi-

fication obligatoire pour tous les salariés, barbiers, coiffeurs et coiffeuses, assujettis au décret numéro 1296 du 15 décembre 1952, et ce, dans toute la juridiction territoriale dudit décret.

De plus, pour les fins d'application dudit décret l'employeur ou l'employeur professionnel qui exerce de ses propres mains, le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuses, est en tout point considéré comme un salarié et est sujet aux dispositions du présent règlement.

23. *Bureau des Examinateurs:* Le Comité decide de plus, conformément aux dispositions de l'article 27 de la Loi, que le certificat de qualification soit émis par le Bureau des Examinateurs formé comme suit:

a) d'un médecin reconnu par le Comité paritaire qui fera subir un examen oral et écrit selon le programme d'hygiène tracé et approuvé par ledit Comité.

b) d'un Comité comprenant un employeur professionel, un salarié et un artisan, membres de leur syndicat respectif et tous trois nommés par le Comité paritaire pour une période irrévocable au besoin.

Il peut y avoir deux comités pour l'examen de pratique, l'un pour le métier de barbier, l'autre pour les opérations de coiffure. Ces comités ont le pouvoir de déterminer eux-mêmes la prodédure à suivre dans leur travail ainsi que le mode de rendre leur décision.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 février 1953. 34277o-

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 142, du 22 janvier, 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 173 du 19 février 1953, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 15 février 1953 au 15 février 1954, cette cotisation s'exerce comme di-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent

ficate of competency for all the barber and hairdresser employees governed by the decree number 1296 of December 15, 1952, and in the entire professional and territorial jurisdiction of the said decree.

Moreover, for the purposes of enforcement of the said decree, the employer or the professional employer plying, with his own hands, the barber or hairdresser trade is, for all purposes, considered as an employee and governed by the provisions of the present by-law.

23. *Board of Examiners:* The Committee decides also, pursuant to the provisions of section 27 of the Act, that the certificate of competency be issued by the Board of Examiners which will comprise:

a) a physician recognized by the Parity Committee who will put the candidates through a viva voce and written examination in accordance with the hygiene program indicated and approved by the said Committee.

b) a Committee consisting of a professional employer, an employee and an artisan, members of their respective union or association, and all three appointed by the Parity Committee for a period revocable at will.

There may be two committees for the practical examination: one for the barber trade and the other for the hairdressing operations. These committees have the right to determine themselves the procedure to be observed in their work as well as the way of rendering their decisions.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1953. 34277-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec established under decree number 142, of January 22, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 173 of February 19, 1953, part "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from February 15th, 1953, to February 15th, 1954, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of the fixed wages and of the percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of their fixed wages and percentages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with forms indicating the hours of labour, the money collected during

perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité Paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité Paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité Paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité Paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité Paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 15 février 1953 et le 15 février 1954.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC
Montréal, P.Q.

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 15 février 1953 et le 15 février 1954.

Recette:	
Cotisation (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$9,250.00
Salariés	9,250.00
	$18,500.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	875.00
Salaires au bureau	3,000.00
Salaires de l'inspecteur et de l'inspecteur adjoint	5,500.00
Dépenses générales, frais de déplacement et autres de l'inspecteur	1,975.00
Rémunération de l'administrateur	3,800.00
Vérification des livres	240.00
Frais légaux	250.00
Loyer, téléphone et électricité	1,450.00
Taxes d'affaires et d'eau	55.00
Dépenses de bureau, timbres, papeterie, impressions, frais généraux, etc.	1,025.00
Ameublement	200.00
Dépenses diverses, imprévues	130.00
	$18,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 février 1953. 34277-o

the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these forms filled in and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee This Committee may have the said report sworn to every time it deems it advisable.

The report, together with the levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which the report is requirable.

3. *Financial Report*

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Millenery and Women's and Children's Headwear Industry for the period between February 15th, 1953, and February 15th, 1954.

JOINT COMMITTEE OF THE MILLENERY AND WOMENS' AND CHILDREN'S HEADWEAR INDUSTRY, FOR THE PROVINCE OF QUEBEC
Montreal, P.Q.

Estimate of receipts and disbursements for the period between February 15th, 1953 and February 15th, 1954.

Receipts:	
Levies (½ of 1%):	
Professional employers	$9,250.00
Employees	9,250.00
	$18,500.00
Disbursements:	
Secretary's wages	875.00
Office salaries	3,000.00
Inspector's and Deputy-Inspector's wages	5,500.00
Inspector's general, automobile and other expenses	1,975.00
Administrator's remuneration	3,800.00
Auditor's fees	240.00
Legal fees	250.00
Rent, Telephone, Light services	1,450.00
Water and Business Taxes	55.00
Office expenses, stamps, stationery, printing, general expenses, etc.	1,025.00
Furniture	200.00
Miscellaneous expenses, unforeseen	130.00
	$18,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1953. 34277-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de Roberval, établi en exécution du décret numéro 109 du 3 février 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 172 du 19 février 1953, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective a prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 5 février 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 109 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 109 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $30.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 109 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinzième (15ème) jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préable.

Sur refus d'un employeur professionnel et d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Trade Parity Committee of Roberval, formed under decree number 109 of February 3, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 172 of February 19, 1953, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, to February 5, 1954, such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 109, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree number 109, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e., $30.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 109 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a check off on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee, on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an extimate of the receipts and disbursements of the Trade Parity Com-

de Roberval, pour la période comprise entre le 5 février 1953 et le 5 février 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE ROBERVAL
Roberval, comté de Roberval, Québec.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 5 février 1953 et le 5 février 1954.

Recettes:	
Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels	$355.00
Salariés	355.00
	$710.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	150.00
Salaire de l'Inspecteur	150.00
Frais de déplacement de l'Inspecteur	5.00
Administration	5.00
Frais légaux	5.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes	10.00
Vérification des livres	20.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Jetons de présence	360.00
	$710.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 février 1953. 34277-o

THE TRADE PARITY COMMITTEE OF ROBERVAL
Roberval, county of Roberval, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 5, 1953 ,and February 5, 1954.

Receipts:	
Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers	$355.00
Employees	355.00
	$710.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$150.00
Inspector's salary	150.00
Travelling expenses of the inspector	5.00
Administration	5.00
Legal fees	5.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	10.00
Auditing of books	20.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Meeting expenses	360.00
	$710.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 28, 1953. 34277-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 184, du 8 février 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 172 du 19 février 1953, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 18 février 1953 au 18 février 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 184, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 184, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $41.65 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 184, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District, formed under decree number 184 of February 8, 1950, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 172 of February 19, 1953, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy extends from February 18, 1953 to February 18, 1954, and applies as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the said decree, number 184, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their pay-roll, for their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 184, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the lowest wage rate set in the decree for journeymen, i.e. $41.65 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 184, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of Collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the

employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

professional employers with report forms on which shall be given all the particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days' notice is given him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 28 février 1953 et le 18 février 1954.

LE COMITÉ PARTIAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

4574, rue St-Denis, Montréal.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 février 1953 et le 18 février 1954.

Recettes:	
Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels	$34,015.15
Artisans	4,158.00
Salariés	34,015.15
Honoraires d'examens	2,000.00
Recettes diverses	2,000.00
	$76,188.30
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 5,720.00
Employés de bureau	11,934.00
Inspecteurs	23,192.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	6,084.00
Loyer de bureau	3,420.00
Frais légaux	2,500.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et gélégrammes	4,843.26
Ameublement et accessoires de bureau	500.00
Vérification des livres	600.00
Assurance et frais de cautionnement	542.57
Frais de déplacement du président et des membres	2,500.00

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District for the period between February 18, 1953, and February 18, 1954.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT
4574 St. Denis street.
Montréal

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 18, 1953, and February 18, 1954.

Receipts:	
Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers	$34,015.15
Artisans	4,158.00
Employees	34,015.15
Examination fees	2,000.00
Various receipts	2,000.00
	$76,188.30
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	5,720.00
Office employees	11,934.00
Inspectors	23,192.00
Travelling expenses:	
Inspectors	6,084.00
Office rent	3,420.00
Legal fees	2,500.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	4,843.26
Office furniture and equipment	500.00
Auditing	600.00
Insurance and fidelity bond	542.57
Travelling expenses of chairman and members	2,500.00

Jetons dé présence aux membres du Comité	2,600.00
Taxes d'affaires et autres	233.28
Bureau d'examinateurs	5,000.00
Subvention à la commission d'Apprentissage	4,500.00
Plan de sécurité sociale et fonds de pension	1,800.00
Dépenses et imprévues	2,721.79
	$78,690.90
Déficit estimé pour la période	2,502.60

N. B.— Déficit à être comblé par le fonds de réserve actuellement accumulé au montant de $28,888.57

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 février 1953. 34277-o

Committee members attendance fees	2,600.00
Business and other taxes	233.28
Board of Examiners	5,000.00
Subvention to the Apprenticeship Commission	4,500.00
Social Security and Pension Fund	1,800.00
Various and unforeseen expenses	2,721.79
	$78,690.90
Probable deficit for the preiod	2,502.60

N. B.— Deficit to be covered by the reserve fund now accumulated and amounting to around $28,888.57

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, February 28, 1953. 34277-o

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, N° 10932. Dame Yvette Boutin, ménagère, épouse commune en biens de Alfred Bouchard, garagiste, domiciliée avec son époux au N° 118, 5ème Avenue, à Sherbrooke, dkstrict de St-François vs Alfred Bouchard a formé contre son époux une demande en séparation de biens.

Sherbrooke, ce 23 février 1953.

Le Procureur de la demanderese,
34280-o FRANÇOIS POULIN, avocat.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 308403. Dame Marie Berthe Saint Georges, des cité et district de Montréal épouse commune en biens de Wilfrid Désormiers, plombier, du même lieu, demanderesse vs ledit Wilfrid Désormiers, ci-dessus désigné, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans la cause ci-dessus le vingt huitième jour de novembre 1951.

Montréal, le 23 février 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
34292-o CHEVRETTE & LAFONTAINE.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 328961. Dame Leah Dancovitch, de la cité et District de Montréal, épouse de Frank Lewis Taplitsky, de la même place, demanderesse, vs ledit Franck Lewis Taplitsky, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19e jour de février 1953.

Le 19 février 1953.
Le Procureur de la demanderesse,
JOSEPH H. FREEDMAN,
1449 St. Alexander St., Suite 800-Mayor Bld., Montreal, BE. 2929. 34300-o

Canada, Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, N° 10791. Dame Marie-Anne Majeau, épouse commune en biens d'Emilien Rondeau, cultivateur, de la paroisse de Berthier-Nord, district de Joliette, demanderesse, contre ledit Emilien Rondeau, défendeur.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court No. 10932. Dame Yvette Boutin, house-keeper, wife common as to property of Alfred Bouchard, garagist, domiciled with her husband at 118, 5th Avenue at Sherbrooke, district of St. Francis, vs the said Alfred Bouchard, has taken an action against her husband for separation as to property.

Sherbrooke, February 23rd 1953.

FRANÇOIS POULIN, advocate,
34280-o Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 308403. Dame Marie Berthe Saint Georges, wife common as to property of Wilfrid Désormiers, plumber of city and district of Montreal, plaintiff, vs the said Wilfrid Désormiers, hereinabove described, defendant.

The plaintiff in this case has entered against her husband, an action for separation as to property on the twenty-eighth day of November, 1951.

Montreal, February 23th, 1953.

CHEVRETTE & LAFONTAINE,
34292-o Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 328961. Dame Leah Dancovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Frank Lewis Taplistky merchant, of the same place, plaintiff, vs the said Frank Lewis Taplitsky, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 19th day of February, 1953.

February 19th, 1953.

JOSEPH H. FREEDMAN,
Attorney for Plaintiff,
1449 St. Alexander St., Suite 800-Mayor Bldg. Montreal BE. 2929. 34300-o

Canada, Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 10791. Dame Marie-Anne Majeau, wife common as to property, of Emilien Rondeau, farmer, of the parish of Berthier-North, district of Joliette, Plaintiff vs the said Emilien Rondeau, Defendant.

AVIS D'ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

La demanderesse a formé contre son mari, le défendeur, une demande en séparation de biens.

Joliette, le 20 février, 1953.

Les Procureurs de la demanderesse
PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU.
34301-o

NOTICE OF ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

The Plaintiff has taken an action for separation as to property against her husband, the Defendant.

Joliette, February 20, 1953.

PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
34301 Attorneys for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIO EXÉCUTIF

Numéro 134

Québec, le 4 février 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT certaines corporations municipales.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des affaires municipales:

Fixation du taux de la taxe

QUE soit approuvé, sous l'autorité de l'article 521 de la Loi des cités et villes, le règlement N° 301 du conseil de la cité du Cap de la Madeleine, à l'effet de fixer à au-delà de $2.00 la taxe générale à être payée par les propriétaires des biens-fonds imposables de la dite cité.

C. LARICHELIÈRE,
34297-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 173

Québec, le 19 février 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux Mineurs de Red Mill.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux Mineurs de Red Mill, rendue obligatoire par le décret numéro 165 du 12 février 1948, amendé par les arrêtés numéros 206-D du 24 février 1949, 290-A et 797-D des 22 mars et 25 juillet 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 décembre 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 165, soit modifié comme suit:

1° La cédule des salaire apparaissant au premier paragraphe de l'article II est remplacée par la suivante:

"Classifications:	*Taux horaires*
Meunier	$0.97
Contremaître à l'intérieur	0.94

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL - EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 134

Quebec, February 4, 1953.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNING certain Municipal Corporations

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs:

Fixation of rate of Tax

THAT, under authority of Section 521 of the Cities and Towns Act, By-law No. 310 of the Council of the City of Cap de la Madeleine be approved, for the purpose of increasing beyond $2.00 ,the general tax payable by owners of taxable immoveables of the said City.

C. LARICHELIÈRE,
34297 Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 173

Quebec, February 19, 1953.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments to the decree relating to the mine workers of Red Mill.

WHEREAS pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the mine workers of Red Mill have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the decree No. 165 of February 12, 1948, amended by orders in council No. 206-D, of February 24, 1949, No. 290-A and 797-D of March 22 and July 25, 1951.

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 27, 1952;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amedments;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Ministre of Labour:

THAT the said decree No. 165, be amended as follows:

1. The wage scale contained in the first paragraph of section II is replaced by the following:

"Classifications:	*Hourly rates*
Millman	$0.97
Furnace Foreman	0.94

Chef d'équipe dans la mine..... 0.91
Chauffeur de fourneaux et tous ceux qui travaillent à l'intérieur de l'établissement..... 0.89
Ouvrier travaillant dans la mine..... 0.83."

2° La phrase suivante est ajoutée à la fin du deuxième paragraphe de l'article II, concernant le boni de vie chère:

"En cas de maladie, le boni mentionné ci-dessus est payable pendant six (6) mois."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
34277-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

Mine Foreman..... 0.91"
Furnace man and other employees working inside the plant..... 0.89"
Mine worker..... 0.83"

2. The following sentence is added at the end of the second paragraph of section II, concerning the cost of living bonus:

"In case of illness, the bonus above mentioned shall be payable for six (6) months."

(Document "B" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
34277-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 173

Québec, le 19 février 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement du Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1175-C du 6 novembre 1952, amendé par l'arrêté en conseil numéro 1293-G du 15 décembre 1952, soit de nouveau amendé comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté à la section 1 intitulée "Cotisation":

"Le présent règlement s'applique intégralement aux employeurs professionnels, aux artisans et aux salariés qui sont devenus assujettis audit décret numéro 163 et ses amodifications, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1295-A du 15 décembre 1952."

Le Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.
34277-o C. LARICHELIÈRE,

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 173

Quebec, February 19, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING an amendment of the levy by-law of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the levy by-law of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec, approved by Order in Council No. 1173-C of November 6, 1952, amended by Order in Council No. 1293-G of December 15, 1952, be again amended as follows:

The following paragraph is added to part 1, entitled "Levy":

"The present by-law applies integrally to professional employers, artisans and employees who have become subject to the said decree No. 163, as amended, under Order in Council No. 1295-A of December 15, 1952."

C. LARICHELIÈRE,
34277-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 173

Québec, le 19 février 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT la modification du décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1658 du 17 mai 1944, amendé par les arrêtés numéros 1922 et 2200 des 24 mai et 8 juin 1945, 3578 du 6 septembre 1946, 615-G et 1907-E des 10 avril et 19 novembre 1947, 1078-B et 1720-C des 12 août et 16 décembre 1948, 787-C du 20 juillet 1949, 225-C et 737-C des 22 février et 21 juin 1950, 640-B du 20 juin 1951, 138-D, 590, 805-C, 962-C et 1226-A des 27 février, 21 mai, 30 juillet 25 septembre et 19 novembre 1952, relatif au

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 173

Quebec, February 19, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the food products retail trade in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 1658 of May 17, 1944, and amended by Orders in Council Nos. 1922 and 2200 of May 24 and June 8, 1945, 3578 of September 6, 1946, 615-G and 1907-E of April 10 and November 19, 1947, 1078-B and 1720-C of August 12 and December 16, 1948, 787-C of July 20, 1949, 225-C and 737-C of February 22 and June 21, 1950, 640-B of June 20, 1951, 138-D, 590, 805-C and 1226-A of February 27, May 21, July 30, September 25 and November

commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec, Lévis et Sillery, les villes de Québec-Ouest, Beauport, Ste-Foy et Lauzon, la municipalité de Giffard et la paroisse religieuse de Ste-Monique des Saules;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 novembre 1952;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciés conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1658, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "*a*" de l'article II:

"Toutefois, les établissements faisant exclusivement le commerce de vendre des bonbons et chocolats qu'ils fabriquent eux-mêmes ne sont pas assujettis au présent décret."

2° Le paragraphe "*h*" de l'article III est radié.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,

34277-o C. LARICHELIÈRE.

ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

numéro 172

Québec, le 19 février 1953.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du marbre, rendue obligatoire par la Section 3 du décret numéro 324 du 30 mars 1950, amendé par les arrêtés numéros 625-B et 1094-C des 31 mai et 4 octobre 1950, 894-C du 14 août 1951 et 1226-C du 19 novembre 1952, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ladite Section 3;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 décembre 1952;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

ATTENDU QU'une partie seulement des modifications proposées a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 82-B du 21 janvier 1953;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite Section 3 (Industrie du Marbre) dudit décret, numéro 324, soit modifiée comme suit:

1° L'article VII est remplacé par le suivant:

CLAUSES PARTICULIERES RELATIVES A LA ZONE II

"VII. *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires minima ci-dessous mentionnés doivent être payée pour chacun des métiers suivants:

Métiers	*Taux horaires*
Tailleur de marbre à la main.....	$1.38

19, 1952, relating to the food products retail trade in the cities of Quebec, Levis and Sillery, the towns of Quebec-West, Beauport, Ste-Foy and Lauzon, the municipality of Giffard and the religious parish of Ste-Monique des Saules;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 29, 1952;

WHEREAS the objection raised has been duly considered, in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1658, be amended as follows:

1. The following paragraph is added to subsection "*a*" of section II.

"However, establishment selling but candies and chocolate manufactured by them are not governed by the present decree."

2. Subsection "*h*" of section III is deleted.

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

34277-o Acting clerk of the Executive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 172

Quebec, February 19, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the building materials industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the marble ndustry, rendered obligatory by part 3 of the decree number 324 of March 30, 1950, and amended by Orders in Council Nos. 625-B and 1094-C of May 31 and October 4, 1950, 894-C of August 14, 1951 and 1226-C of November 19, 1952, relating to the building materials industry in the province of Quebec, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said Part 3;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 6, 1952;

WHEREAS the objection raised has been duly considered, as required by the Act;

WHEREAS one part only of the proposed amendments has been approved by Order in Council No. 82-B of January 21, 1953;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said Part 3 (Marble industry) of the said decree, No. 324, be amended as follows:

1. Section VII is replaced by the following:

SPECIAL PROVISIONS RESPECTING ZONE II

"VII. *Wage rates:* The minimum rates of wages shall be the following for each one of the following trades:

Trades	*Wage rates per hour*
Hand cutter.....	$ 1.38

Apprenti tailleur de marbre:	
1ère année	0.88
2ème année	1.00
3ème année	1.13
4ème année	1.25
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum	1.06
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum:	
1er semestre	0.88
2ème semestre	0.94
3ème semestre	1.00
Polisseur à la main et à la machine	1.00
Apprenti polisseur:	
1er trimestre	0.88
après 3 mois	1.00
Préposé au compresseur	1.06
Ajusteur de scies	0.94
Aide et manœuvre	0.81
Préposé au fonctionnement des scies:	
1er trimestre	0.75
après 3 mois	1.00
Polisseur de face	1.00
Polisseur de bouts	1.00
Préposé aux grues	1.00
Carriers:	
Opérateur de foreuse	0.88
Préposé au dalot	0.88
Aide	0.75
Monœuvre (atelier de concassage)	0.81
Gardien (par semaine)	37.50"

2° Le paragraphe "*d*" suivant est ajooté à l'article X:

"*d*) Des certificats de classification peuvent être émis aux salariés par le Comité conjoint des matériaux de construction, après consultation de la partie contractante ouvrière et de l'employeur concernés."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
34277-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

Apprentice marble cutter and setter:	
1st year	0.88
2nd year	1.00
3rd year	1.13
4th year	1.25
Carborundum machine operator	1.06
Apprentice carborundum machine operator:	
1st six months	0.88
2nd six months	0.94
3rd six months	1.00
Hand and machine polisher	1.00
Apprentice polisher:	
1st three months	0.88
After three months	1.00
Compressorman	1.06
Saw setter	0.94
Helper and labourer	0.81
Sawyerman on gang saws:	
First three months	0.75
After three months	1.00
Bed rubber face	1.00
Bed rubber end	1.00
Craneman	1.00
Quarrymen:	
Drill runner	0.88
Channel runner	0.88
Helper	0.75
Labourer (crusher plant)	0.81
Watchman (per week)	37.50"

2. The following subsection "*d*" is added to section X:

"*d*) Certificates of classsification may be issued to employees by the Building Materials Joint Committee after consulting with the contracting labour party and the employer concerned."

(Document "A" annexed to the Order).

C. LARICHELIÈRE,
34277-o Acting Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de G. T. C.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-huit février 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34281-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Epiphanie", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la province le 4 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à L'Epiphanie, district de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34282-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de G. T. C." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February eighteenth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
34281 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Epiphanie", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 4th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at L'Epiphanie, district of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI.
34282 Under Secretary of the Province.

METAL & ORE COMPANY LTD.

Règlement Special N° 55

(Pour amender le règlement N° 3)

En augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre.

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de quatre directeurs, chacun desquels, au moment de son élection et pendant la durée de sa fonction, sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle."

Certifié vraie copie du règlement spécial N° 55 passé à une assemblée du bureau des directeurs tenue le 13e jour de février 1953 et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

Le Secrétaire,
34283 OTTO STEINERT.

METAL & ORE COMPANY LTD.

Special By-Law No. 55

(To amend By-Law No. 3)

By increasing the number of directors from three to four.

"The affairs of the company shall be managed by a Board of Four Directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office shall be a shareholder in the Company to the amount of at least one share and not in arreas in respect to any call thereon."

Certified True Copy of Special By-Law No. 55 passed at a meeting of the Board of Directors held on the 13th day of February, 1953 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

OTTO STEINERT,
34283-o Secretary.

SICARD INC.

Sur proposition de Monsieur J.-Édouard Simard, appuyée par Monsieur Wilfrid Gagnon et approuvée à l'unanimité, il fut résolu:

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété comme règlement N° 11-A de "Sicard Inc.", ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de 6 à 7 de façon à ce que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de 7 directeurs.

2° Le règlement N° 11 est en conséquence amendé et modifié de manière à donner effet à la présente augmentation du nombre des directeurs.

Certifié copie conforme, Montréal, le 9 février 1953.

Le Secrétaire,
34284-o L. DUFOUR.

SICARD INC.

Upon motion of Mr. J.-Édouard Simard, seconded by Mr. Wilfrid Gagnon and unanimously approved, it has been resolved:

That it be enacted and it is hereby enacted as By-law No. 11-A of "Sicard Inc.", the following:

1. The number of the Directors of the company be and it is hereby increased from 6 to 7 so that the Board of Directors of the company shall henceforth be composed of 7 directors.

2. By-law No. 11 is therefore amended and modified so as to give effect to the present increase in the number of directors.

Certified true copy, Montréal, February 9, 1953.

L. DUFOUR,
34284 Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Transport de Lait", en date du 29 janvier 1953, dont le siège social est situé à Rigaud, comté de Vaudreuil, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 février 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34285-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Transport de Lait", under date the twenty-ninth day of January, 1953, whereof the head office is at Rigaud, county of Vaudreuil, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteeth day of February, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34285 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professoinnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Instituteurs et Institutrices des Deux-Montagnes", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 février 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34293-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Instituteurs et Institutrices des Deux-Montagnes" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 4, 1953.

The principal place of buisness of the said professional syndicate is at Saint-Eustache, county of Two-Mountains.

JEAN BRUCHÉSI,
34293 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Ryan Paint Credit Union", en date du 2 février 1953, dont le siège social îst situé à Saint-Lambert, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 13 février 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
34294-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Ryan Paint Credit Union" under date February 2, 1953, whereof the head office is at Saint-Lambert, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 13, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34294 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés de l'Auto-Neige Bombardier", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le trente et un janvier 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Valcourt, comté de Shefford.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34295-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Employés de l'Auto-Neige Bombardier" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January thirty-one, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Valcourt, County of Shefford.

JEAN BRUCHÉSI,
34296 Under Secretary of the Province.

RAVEL MFG. LTD.

Règlement N° 7, Directeurs

(augmentation de trois à cinq)

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq directeurs, quatre desquels formeront quorum, et chacun d'eux doit posséder au moins une action du capital de la compagnie absolument en son propre nom.

Certifié vraie copie, Montréal, 2 octobre 1952.

Le Secrétaire,
34299 I. BROWN.

RAVEL MFG. LTD.

By-Law No. 7 Directors

(increase from three to five)

The affairs of the Company shall be managed by a Board of five Directors, four of whom shall form a quorum and each of them must own at least one share of stock in the company absolutely in his own right.

Certified a true copy, Montreal, October 2, 1952

I. BROWN,
34299-o Secretary.

FENTON STEAM SPECIALTY MANUFACTURING COMPANY LIMITED

Règlement N° 23

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Fenton Specialty Manufacturing Company Limited (ici nommée la "compagnie"), ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq de manière à ce que le bureau de direction soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés pour donner effet à ce règlement.

Décrété ce 19e jour de février 1953.

Le Président,
(Signé) JOHN J. FENTON.
Le Secrétaire,
34308 (Signé) GERTRUDE FENTON.

FENTON STEAM SPECIALTY MANUFACTURING COMPANY LIMITED

By-law No. 23

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Fenton Steam Specialty Manufacturing Company Limited (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 19th day of February, 1953.

(Signed) JOHN J. FENTON,
President.
(Signed) GERTRUDE FENTON,
34308-o Secretary.

WEST DESTOR GOLD MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement spécial "C"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions détenues par chacun est, par les présentes, autorisée.

Certifié vraie sommaire du règlement spécial "C" de West Destor Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Montréal, P.Q., 24 février 1953.

(Sceau) Le Secrétaire,
34310 J. G. PORTEOUS.

WEST DESTOR GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Special By-law "C"

The distribution of the assets of the Company amongst the Shareholders ratably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of Special By-law "C" of "West Destor Gold Mines Limited" (No Personal Liability).

Montreal, P.Q., February 24th, 1953.

(Seal) J. G. PORTEOUS,
34310-o Secretary.

BONNEVILLE & GINGRAS LTÉE

Règlement N° XIII

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes diminué de quatre à trois, de sorte que le bureau de direction soit dorénavant composé de trois directeurs et le règlement N° III de la compagnie est en conséquence amendé.

(Seau) Le Secrétaire,
34312-o J. ALFRED ÉTHIER.

BONNEVILLE & GINGRAS LTÉE

By-Law No. XIII

That the number of directors of the company be and the same is hereby decreased from four to three so that the board of directors shall hereafter be composed of three directors and the by-law No. III of the company is hereby amended.

(Seal) J. ALFRED ÉTHIER,
34312-o Secretary.

RODGER RIVER LUMBER COMPANY, LIMITED

Règlement Numéro 6

Diminuant le nombre des membres du bureau de direction.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Rodger River Lumber Company, Limited (ici nommée la "compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs soit et il est, par les présentes, diminué de cinq à trois, de manière à ce que le bureau de direction soit dorénavant composé de trois directeurs.

2. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés pour donner effet à ce règlement.

Décrété ce 10e jour de janvier 1953.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.

Le Président,
H. J. SMITH.
Le Secrétaire,
H. B. SMITH.

(Sceau corporatif)

Certifié vraie copie du règlement numéro 6 de Rodger River Lumber Company, Limited décrété à une assemblée du bureau de direction tenue le 10 janvier 1953, et subséquemment confirmé à l'unanimité par les votes de tous les actionnaires donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et tenue le 10 janvier 1953.

Daté ce 7e jour de février 1953.

(Sceau corporatif) Le Secrétaire,
34313 H. B. SMITH.

RODGER RIVER LUMBER COMPANY, LIMITED

By-Law number 6

Decreasing the number of the board of directors.

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Rodger River Lumber Company, Limited (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby decreased from five to three so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of three directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 10th day of January, 1953.

Witness the corporate seal of the Company.

H. J. SMITH,
President.
H. B. SMITH,
Secretary.

(Corporate seal)

Certified to be a true copy of By-law Number 6 of Rodger River Lumber Company, Limited enacted at a meeting of the board of directors held on January 10, 1953 and subsequently unanimously confirmed by the votes of all of the shareholders cast at a special general meeting of the shareholders duly called and held on January 10, 1953.

Dated this 7th day of February, 1953.

(Corporate seal) H. B. SMITH,
34313-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative des Fonctionnaires Municipaux de Ville St-Laurent", en date du 16 février 1953, dont le siège social est situé à Ville St-Laurent, comté de Jacques-Car-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative des Fonctionnaires Municipaux de Ville-St-Laurent" under date the 16th day of Febéuary 1953, whereof the head office is at Ville St-Laurent,

tier, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 20 février 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
34315-o JEAN BRUCHÉSI.

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION DE ROUYN LTÉE

Règlement N° 21

(Concernant la distribution de l'actif de La Compagnie Publication de Rouyn Ltée)

1° ATTENDU que la compagnie a discontinué ses opérations pour une raison autre que sa liquidation;

2° ATTENDU que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations;

3° EN CONSÉQUENCES il est résolu qu'un règlement soit adopté aux fins suivantes:

a) Que la compagnie soit et est autorisée à disposer de ses biens et distribuer son actif au pro rata entre les actionnaires et subséquemment à procéder à sa dissolution et aux procédures d'abandon de sa charte, tel que prévu par l'article 26 de la loi des compagnies de Québec;

b) Le président et le secrétaire sont par les présentes autorisés et il leur est ordonné de signer et exécuter tout contrat et document nécessaires ou appropriés aux fins plus haut mentionnées.

(signé) ALBERT MEUNIER,
Secrétaire.

Vraie copie du règlement N° 21 adopté par les directeurs de la Compagnie de Publication de Rouyn Ltée à une assemblée tenue le 20 février 1953 et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie le 20 février 1953.

ALBERT MEUNIER,
34319-o Le Secrétaire.

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION DE ROUYN LTÉE

By-Law No. 21

(Concerning the Distribution of Assets of "La Compagnie de Publication de Rouyn Ltée)

1. WHEREAS the company has discontinued its operations for a reason other than the winding-up of its affairs;

2. WHEREAS that the company has no debts nor obligations;

3. THEREFORE it is resolved that a by-law be adopted for the following purposes:

a) That the company be and it is authorized to dispose of its properties and to distribute its assets pro rata between the shareholders and subsequently to proceed to its dissolution and to the surrender of its charter, as provided for in section 26 of the Quebec Companies Act;

b) The President and the Secretary are by these presents authorized and they are hereby ordered to sign and execute any contract and document necessary or approriate for the purposes above mentioned.

(Signed) ALBERT MEUNIER,
Secretary.

True Copy of by-law No. 21 adopted by the Directors of "La Compagnie de Publication de Rouyn Ltée" at a meeting held on February 20, 1953, and confirmed at a special general meeting of the shareholders of the Company, on February 20, 1953.

ALBERT MEUNIER,
34319 Secretary.

AIVS PUBLIC

Avis est donné que "The Evangel Pentecostal Church", de Montréal, Québec, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des statuts refondus de la province de Québec et amendements.

Montréal, 25 février 1953.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON,
231 ouest rue St-Jacques,
34321-9-4 Montréal, Qué.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that The Evangel Pentecostal Church, of Montreal, Quebec, will present a Petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments.

Montreal, February 25th, 1953.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner,
231 St. James Street West,
34321-9-4-o Montreal, Que.

J. E. LIVERNOIS LIMITÉE

Règlement Special No. A

Le nombre des Directeurs de J. E. Livernois Limitée est par les présentes augmenté de quatre à cinq, et les affaires de la Compagnie seront dorénavant administrées par un Bureau de Direction composé de cinq membres, dont trois constitueront le quorum requis pour toutes assemblées des Directeurs.

Certifié copie conforme, Québec, 24 février 1953

Le Secrétaire,
34322-o VICTOR LIVERNOIS.

J. E. LIVERNOIS LIMITTE

Special By-Law No. A

The number of Directors of "J. E. Livernois Limitée" is hereby increased from four to five, and the business of the company shall in future be managed by a Board of Directors composed of five members, three of whom will constitute the quorum required for all Directors' Meetings.

Certified True Copy, Quebec February 24, 1953

VICTOR LIVERNOIS,
34322 Secretary.

STEEL & TIMBER STRUCTURES LTD.

Règlement N° XV

"Le nombre des directeurs de la compagnie est porté de trois à cinq et il est requis que les procédures en conséquence soient faites pour la retification de tel règlement."

Certifie conforme

Le Secrétaire-trésorier,
F. VÉZINA.

34323-o

STEEL & TIMBER STRUCTURES LTD.

By-Law No. XV

"The number of Directors of the Company is carried from three to five and it is consequently required that procedures be taken for the ratification of such a by-law".

Certified to be in conformity

F. VEZINA,
Secretary-Treasurer.

34323

LACHUTE BAPTIST CHURCH

Avis est par les présentes donné que "Lachute Baptist Church", demandera son incorporation en vertu de la Loi sur l'Incorporation des Églises, S.R.Q., 1941, chapitre 311.

Les Notaires,
VALOIS & VALOIS.

34265-8-4-o

LACHUTE BAPTIST CHURCH

Notice is hereby given that "Lachute Baptist Church" will apply for incorporation in accordance with the Church Incorporation Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chap. 311.

VALOIS & VALOIS,
Notaries.

34265-8-4-o

Chartes — Abandon de

AVIS PUBLIC

Prenez avis que la compagnie "Manufacture de Bois Laval, Incorporée", s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, de la Province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte le tout en conformité de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 1er octobre 1952.

Le procureur de ladite compagnie,
YVES LAURIER.

34286-o

Avis est, par les présentes, donné que "Montreal Property Corporation", une corporation constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 20e jour de février 1953.

Le Président,
LESLIE H. BOYD.

34287

OTTAWA RIVER DEVELOPMENT COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Ottawa River Development Company." s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte aux fins d'annulation et dissolution de la compagnie.

Hull, P. Q. 5 janvier 1953.

Le Secrétaire,
JOHN R. BINKS.

34288

JOS PILON LTÉE

Avis est donné par la présente que Jos Pilon Ltée, une corporation constituée selon la Loi des Compagnies de la Province de Québec, et ayant sa principale place d'affaire à Hull, district de Hull, demandera au procureur général de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte suivant la loi des Compagnies.

Daté à Hull, le 5 février 1953.

Le Secrétaire,
OMER PILON.

34316-o

Charters — Surrender of

PUBLIC NOTICE

Take notice that the company "Manufacture de Bois Laval, Incorporée", will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, in Council, for leave to surrender its charter, the whole in conformity with the Quebec Companies' Act.

Montreal, October 1st, 1952.

YVES LAURIER,
Attorney for the said company.

34286

Notice is hereby given that Montreal Property Corporation, a corporation constituted under the provisions of the Quebec Companys' Act and having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Chater under the provisions of the said Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of February, 1953.

LESLIE H. BOYD,
President.

34287-o

OTTAWA RIVER DEVELOPMENT COMPANY

Notice is hereby given that Ottawa River Development Company will make application to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter for cancellation and for dissolution of the Company.

Hull, P. Q. January 5 1953.

JOHN R. BINKS,
Secretary,

34288-o

JOS PILON LTÉE

Notice is hereby given that Jos Pilon Ltée, a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Hull, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Hull this 5th Day of February, 1953.

OMER PILON,
Secretary.

34316-o

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Harrington, comté d'Argenteuil, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 24 février 1953.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
43320-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse St-Albert-de-Warwick, comté d'Arthabaska, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi

Québec, ce 24 février 1953.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
34320-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse St-Eugène-de-Grantham, comté de Drummond, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite loi.

Québec, ce 24 février 1953.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
34320-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de St-Majorique de Gaspé, comté de Gaspé-sud, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118) le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 24 février 1953.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
34320-o R. TRÉAPNIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse Ste-Brigide-de-Monnoir, comté d'Iberville, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 24 février 1953.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
34320-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse St-Édouard, comté de Napierville, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'arteiel 44 de ladite Loi.

Québec, ce 24 février 1953.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
34320-o R. TRÉPANIER.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that "Le Cercle agricole de la Municipalité du canton Harrington" county of Argenteuil, having for two years neglected to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 24, 1953.

R. TRÉPANIER,
34320 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that "Le cercle agricole de la paroisse St-Albert-de-Warwick" county of Arthabaska, having for two years neglected to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it disolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 24, 1953.

R. TRÉPANIER,
34320 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that "le cercle agricole de la paroisse St-Eugène-de-Grantham", county of Drummond, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture delcares it dissolved, in accordance with the provisions of Section 44 of the said Act

Quebec, this twenty-fourth day of February 1953.

R. TRÉPANIER,
34320 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that "le cercle agricole de la paroisse de St-Majorique de Gaspé", county of Gaspé-South, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved in accordance with the provisions of Section 44 of the said Act.

Quebec, this twenty-fourth day of February 1953.

R. TRÉPANIER,
34320 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that "le cercle agricole de la paroisse Ste-Brigide-de-Monnoir", county of Iberville, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved, in accordance with the provisions of Section 44 of the said Act.

Quebec, this twenty-fourth day of February 1953.

R. TRÉPANIER,
34320 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that "le cercle agricole de la paroisse St-Édouard", county of Napierville, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved in accordance with the provisions of Section 44 of the said Act.

Quebec, this twenty-fourth day of February, 1953.

R. TRÉPANIER,
34320 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 1043-52

Québec, 12 février 1953.

"Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaires de Grande Grève, dans le comté de Gaspé-Sud, pour les protestants seulement, la municipalité scolaire de Seal Rock dans le même comté. Le territoire de la municipalité scolaire de Seal Rock indiqué dans cette demande est décrit comme suit: Que les lots 1 a 19 inclusivement du premier rang sud de la municipalité de Cap des Rosiers, dans le comté de Gaspé-Sud, soient annexés pour les protestants seulement et pour toutes fins d'écoles protestantes à la municipalité scolaires de Grande Grève."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34252-8-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 974-52

Québec, le 18 février 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert-Gallion, dans le comté de Beauce, les lots numéros 556 à 579 inclusivement et les iles numéros 889 et 890, et de les annexer à la municipalité scolaire de l'Assomption, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
34273-8-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 281-53

Quebec, le 13 février 1953.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du Canton d'Emberton, comté de Compton, en celui de "St-Jean-Baptiste-d'Emberton", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34274-8-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1012-52

Québec, le 17 février 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Joseph-d'Alma, dans le comté du Lac Saint-Jean, le territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à celle de la Ville de Saint-Joseph d'Alma, même comté, savoir:

Ce territoire situé dans l'Ile d'Alma, canton De l'Ile, comprenant en référence au cadastre officiel pour ladite Ile d'Alma, dudit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures renfermés dans les limites suivantes savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots nos 14-B et 15-A du rang 1 de l'Ile d'Alma, canton De l'Ile avec la rive nord de la rivière Petite Décharge; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres: la ligne séparative des lots nos 14-B et 15-A; la ligne séparative des rang I et II (2) de l'Ile d'Alma, canton De l'Ile sur toute la largeur des lots nos 14-B, 14-A, 13-B, 13-A, 12, 11 et 10-A du rang I de l'Ile d'Alma, canton De l'Ile; la ligne séparative des lots nos 9-B et 10-A du rang I de l'Ile d'Alma, canton De l'Ile, jusqu'à la rive nord de la rivière Petite Décharge; la rive nord de la rivière Petite Décharge sur la largeur des lots nos 10-A, 11, 12, 13-A, 13-B, 14-A et 14-B du rang I de l'Ile d'Alma, canton De l'Ile, jusqu'à la ligne séparative des lots nos 15-A et 14-B rang I susdit, point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34275-8-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 1043-52.

Quebec, February 12, 1953.

"Application is made to annex to the school municipality of Grande Grève, in the County of Gaspé South, for Protestants only, the school municipality of Seal Rock in the same county. The territory of the school municipality of Seal Rock covered by this application is described as follows: Lots 1 to 19, inclusive of the First Range south of the municipality of Cap des Rosiers, in the County of Gaspé South, be annexed for Protestants only and for all Protestant school purposes to the school municipality of Grande Grève."

O. J. DESAULNIERS,
34252-8-2-o Superintendent of Education.

No. 974-52

Quebec, February 18, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of "Aubert-Gallion", in the county of Beauce, lots numbered 556 to 579 inclusive, and islands numbered 889 and 890, and annex them to the school municipality of l'Assomption, same county.

O. J. DESAULNIERS,
34273-8-o Superintendent of Education.

No. 281-53

Quebec, February 13, 1953.

Application is made to change the name of the School Municipality of the Township of Emberton, in the county of Compton, into that of "St-Jean-Baptiste-d'Emberton", same county.

O. J. DESAULNIERS,
34274-8-2 Superintendent of Education.

No. 1012-52

Quebec, February 17, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Joseph-d'Alma, in the county of Lake St. John, the territory described hereunder and to annex it to that of the town of St-Joseph-d'Alma, in the same county, to wit:

This territory situate on l'Ile d'Alma, in the township De l'Ile, includes, according to the official cadastre of the said Ile d'Alma, of the said township, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, within the following limits, to wit:

Starting from the point of intersection of the dividing line of lots 14-B and 15-A, Range I, of l'Ile d'Alma, township De l'Ile, and the north bank of the Petite Décharge river; thence passing successively the following lines and demarcations: the dividing line of lots 14-B and 15-A; the dividing line of Ranges I and II (2) of l'Ile d'Alma, township of De l'Ile along the whole width of lots 14-B and 14-A, 13-B, 13-A, 12, 11 and 10-A of Range I of l'Ile d'Alma, township De l'Ile; the divinding line of lots 9-B and 10-A of Range I of L'Ile d'Alma, township De l'Ile as far as the north bank of the Petite Décharge river; the north bank of the Petite Décharge river along the width of lots 10-A, 11, 12, 13-A, 13-B, 14-A and 14-B of Range I of L'Ile d'Alma, township De l'Ile, as far as the dividing line of lots 15-A and 14-B, Range I, the abovementioned staring point.

O. J. DESAULNIERS,
34275-8-2 Superintendent of Education.

N° 115-53.

Québec, le 18 février 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert-Gallion, comté de Beauce, les parties restantes des lots 580 à 612 inclusivement et les lots 613 à 626, aussi inclusivement, pour les annexer à la municipalité scolaire de l'Assomption, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34272-8-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 164-47.

Québec, le 25 février 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Ephrem-de-Fitch-Bay, dans le comté de Stanstead, et de l'annexer à la municipalité scolaire catholique de Ayer's Cliff, même comté, le territoire ci-dessous décrit, savoir les lots compris dans les limites suivantes:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Hatley et de Stanstead; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres, savoir:

Ladite ligne de division entre les cantons de Hatley et de Stanstead jusqu'au coin nord-est du lot N° 999; de là, dans une direction sud le long de la ligne est des lots 999, 998, 994, 993, 991, 990 et 989, jusqu'au coin sub-est dudit lot 989; de là, dans une direction ouest en suivant la ligne de division entre les lots 989 et 988 jusqu'au coin nord-est du lot 987; de là, vers le sud en suivant la ligne est dudit lot 987 jusqu'à son coin sud-est; de là, dans une direction ouest jusqu'au coin nord-est du lot 983; de là, dans une direction sud jusqu'au coin sud-est dudit lot 983; de là, dans une direction ouest en suivant la ligne séparative entre les lots 983 et 851 d'un côté et 981, 982, 852 et 852-A de l'autre côté, jusqu'à son intersection avec la rivière Tomifobia; de là, suivant ladite rivière Tomifobia dans une direction sud-ouest jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des rangs X et XI du canton de Stanstead; de là, en suivant cette ligne séparative dans une direction sud jusqu'au coin sud-est du lot N° 766; de là, vers l'ouest, en suivant la ligne sud dudit lot 766 jusqu'à sa rencontre avec la rivière Tomifobia; de là, en suivant ladite rivière dans une direction générale nord-est, jusqu'au coin sud-est du lot 796; de là, dans une direction ouest jusqu'au coin sud-ouest dudit lot 796; de là, dans une direction nord le long de la ligne ouest des lots 796 et 799 jusqu'au coin nord-ouest dudit lot 799; de là, prenant une direction ouest jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des cantons de Magog et de Stanstead; de ce point vers le nord jusqu'au point de départ, soit le point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Hatley et de Stanstead.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34317-9-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 115-53

Quebec, February 18, 1953.

Application is made to detach from the School municipality of "Aubert-Gallion", in the county of Beauce, the residue of lots 580 to 612 inclusive, and lots 613 to 626, also inclusive, to annex them to the school municipality of L'Assomption, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
34272-8-2 Superintendent of Education.

No. 164-47.

Quebec, February 25, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of St-Ephrem-de-Fitch-Bay, in the county of Steanstead, the territory hereinunder described, that is, the lots included in the following limits, and annex them to the Catholic school municipality of Ayer's Cliff, same county:

Starting from the point of intersection of the division line of the townships of Hatley and Stanstead; thence, passing by the following demarcation lines, successively, to wit:

The said division line between the townships of Hatley and Stanstead as far as the north-east corner of lot No. 999; thence, in a southerly direction along the eastern line of lots 999, 998, 994, 993, 991, 990 and 989, as far as the south-east corner of said lot 989; thence, in a westward direction following the division line between lots 989 and 988 as far as the north-east corner of lot 987; thence, southward, following the east line of the said lot 987 as far as the south-east corner; thence, in a westward direction as far as the north-east corner of lot 983; thence, in a southerly direction as far as the south-east corner of said lot 983; thence, in a westward direction following the division line between lots 983 and 851 on one side, and 981, 982, 852 and 852-A on the other side, as far as its intersection with the Tomifobia River; thence, following the said Tomifobia River in a south-west direction as far as its point of intersection with the division line of Ranges X and XI of the township of Stanstead; thence, following this division line in a southerly direction as far as the south-east corner of lot 766; thence, westward following the southern line of said lot 766 until it reaches the Tomifobia River; thence, following the said river in a general north-east direction, as far as the southeast corner of lot 796; thence, in a westward direction as far as the southwest corner of said lot 796; thence in a northern direction along the west line of lots 796 and 799 as far as the northwest corner of said lot 799; then taking a westward direction until it meets with the division line of the townships of Magog and Stanstead; from this point towards the north as far as the starting point, that is, the point of intersection of the division line of the townships of Hatley and Stanstead.

O. J. DESAULNIERS,
34317-9-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la cité de Hull, Quartier N° 1, division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que les lots 4-1-87 à 4-1-89, 4-1-104 à 4-1-108 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 février 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
34278-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the city of Hull, Ward No. 1, registration division of Hull.

Notice is hereby given that lots 4-1-87 to 4-1-89, 4-1-104 to 4-1-108 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 9th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
34278-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que le lot 185-24 est corrigé, le lot 185-25 est annulé et le lot 185-26 est amendé, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 février 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
34278-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel revisé d'une partie du canton de Letellier (municipalité de la ville des Sept-Iles) division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 32-D-2, 32-D-3, 33-K-1 et 48 sont corrigés et le lot 32-D-2-A est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 février 1953.

Département des Terres & Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD
34278-o Sous-Ministre.

NOTICE

Official cadastre of the township of Wickham, registration, division of Drummond.

Notice is hereby given that lot 185-24 is corrected, lot 185-25 is cancelled and lot 185-26 is amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, February the 6th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
34278-o Deputy Minister.

NOTICE

Official revised cadastre of the township (part) of Letellier (municipality of the town of Sept-Iles) registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 32-D-2, 32-D-3, 33-K-1 and 48 are corrected and lot 32-D-2-A is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 5th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
34278-o Deputy Minister

Voirie

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 2, Edmundston — Rivière-du-Loup — Québec — Montréal — Frontière de l'Ontario.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Etienne-de-Beaumont, comté de Bellechasse.

Une section de 2600 pieds au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots N° 138 à 148 inclusivement.

Route N° 55, Tour du Lac Saint-Jean.

Dans le comté du Lac St-Jean.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Henri-de-Taillon:

Une section de 1128 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots N° 7, 8A et 8B.

Dans la municipalité du canton de Delisle:

Une section de 820 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots N° 14A, 14B, et 15A; une section de 720 pieds au sud-ôuest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 31A; une section de 840 pleds au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots No° 37 et 38; une section de 880 pieds au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 46.

Route N° 105, Richford — Glen Sutton — Highwater.

Dans la municipalité, du canton de Sutton, comté de Brôme:

Une section de 1332 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots N° 139 et 144; une section de 1415 pieds au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot P. 65.

Route l'Annonciation — Nominingue.

Dans le comté de Labelle.

Roads

NOTICE

The parts of roads hereinafter described will cease for the future to be maintained by the Department of Roads, because they have become useless for traffic.:

Highway No. 2 Edmunston — Rivière-du-Loup—Quebec-Montreal—Ontario bondary line.

In the muuicipality of the parish of St-Etienne-de-Beaumont, county of Bellechasse:

A section of 2600 feet soutn of the new highway, on or facing lots Nos. 138 to 148 inclusively.

Highway No. 55, around Lake St-John.

In the county of Lake St-John.

In the municipality of the parish of St-Henri-de-Taillon:

A section of 1128 feet southwest of the new highway, on or facing lots Nos. 7, 8A and 8B.

In the municipality of the township of Delisle:

A section of 820 feet southwest of the new way, on or facing lots Nos. 14A, 14B and 15A; a section of 720 feet southwest of the new highway on or facing lot No. 31A; a section of 840 feet northeast of the new highway, on or facing lots Nos. 37 and 38; a section of 880 feet northeast of the new highway, on or facing lot No. 46.

Highway No. 105, Richford — Glen Sutton — Highwater.

In the municipality of the township of Sutton, county of Brome.

A section of 1332 feet north of the new highway, on or facing lots Nos. 139 and 144; a section of 1415 feet northwest of the new highway, on or facing lot P. 65.

Highway L'Annonciation — Nominingue.

In the county of Labelle.

Dans la municipalité du canton de Lorañger:

Une section de 265 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 34.

Dans la municipalité du village de Nomininguе:

Une section de 125 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 24.

Dans la municipalité du canton de Marchand:

Une section de 350 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 62A; une section de 1610 pieds au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots N° 49 et 62A; une section de 540 pieds au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 63.

Dans la municipalité de Bellerive:

Une section de 2170 pieds à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots N° 38A, 38C 38F 38H et 39A.

Québec, le 10 février 1953.

ANTONIO TALBOT,
Ministre de la Voirie.

34279-o

In the municipality of the township of Loranger:

A section of 265 feet southwest of the new highway, on or facing lot No. 34.

In the municipality of the village of Nominigue:

A section of 125 feet southwest of the new highway, on or facing lot No. 34.

In the municipality of the township of Marchand:

A section of 350 feet north of the new highway, on or facing lot No. 62A; a section of 1610 feet southeast of the new highway, on or facing lots Nos. 49 and 62A; a section of 540 feet northwest of the new highway, on or facing lot No. P. 63.

In the municipality of Bellerive:

A section of 2170 feet east of the new highway, on or facing lots Nos. 38A, 38C, 38F, 38H and 39A.

Quebec, February 10. 1953.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

54279

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'aux termes des Statuts Refondus de Québec, 1941 chapitre 15, article 193, le Lieutenant-Gouverneur peut, en tout temps, ordonner par proclamation, la tenue, dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du Banc de la Reine siégeant en matière criminelle;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'il y ait un terme extraordinaire de la Cour du Banc de la Reine siégeant en matière criminelle, dans et pour le district de Terrebonne;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 193 du chapitre 15 des Statuts Refondus de Québec, 1941, qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc de la Reine, siégeant en matière criminelle, soit tenu dans le district de Terrebonne, le septième jour d'avril mil neuf cent cinquante-trois, et les jours suivants.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D.,

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELISABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS pursuant to the terms of the Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15, section 193, the Lieutenant-Governor may, at any time, by Proclamation, direct that there be held an extraordinary term of the Court of Queen's Bench (Crown side).

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice that there be an extraordinary term of the Court of Queen's Bench (Crown side) to be held in and for the district of Terrebonne;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain, in conformity with the provisions of section 193, chapter 15, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, that an Extraordinary term of the Court of Queen's Bench (Crown side) be held in the district of Terrebonne, on the 7th day of April, 1953, and the days following.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C.,

D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la proviuce de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de février, en l'année mil neuf cent cinquante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

34276-o JEAN BRUCHÉSI.

LL. D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty fourth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-three and the second year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

34276 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Dominion Brass and Aluminum Foundry Ltd

Avis est donné que la compagnie Dominion Brass and Aluminum Foundry Ltd., constituée en corporation par lettres patentes en date du 15e jour d'août 1952, a établi son siège social à 24 avenue Mount Vernon, Ville St-Pierre, P. Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Ville St-Pierre, P. Q., ce 5e jour de février 1953.

Le Secrétaire,

34289 E. N. NOSEWORTHY.

Paul-Émile Lachance Ltée

Avis est donné que la compagnie "Paul-Émile Lachance Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 décembre 1951 et ayant son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 14, place d'Aiguillon, l'a transporté au numéro 31, rue McMahon, dans la même localité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Québec, P.Q., ce quatrième jour de février 1953.

Le Secrétaire,

34290-o LAURÉAT LACHANCE.

Prenez avis que Cie de Peintures et Vernis Mont-Royal Ltée — Mount Royal Colour and Vernish Co. Ltd, corps politique dûment constitué en corporation sous la loi des compagnies du Gouvernement fédéral, a transporté son siège social de 285 est, rue Dorchester, Montréal (18), à 5669 avenue Casgrain, Montréal (14), dans la province de Québec:

Fait à Montréal, Province de Québec, ce dix-huitième jour du mois de février mil neuf cent cinquante-trois.

En foi de quoi, j'ai signé:

Le Secrétaire,

JEAN-E. LAMONTAGNE.

Témoin: Rachel Roy. 34296-o

Avis d'adresse du bureau principal de Industries Camart Industries Ltd.

Avis est donné que Industries Camart Industries Ltd., constituée en corporation par lettres patentes de Québec en date du 18ième jour de novembre 1950 a établi son bureau principal à la suite 25, au N° 204 ouest, de la rue Notre-Dame à Montréal.

Donné à Montréal ce 14ième jour de janvier 1953.

Le Secrétaire,

34302-o GASTON CARTIER.

Head Offices

Dominum Brass and Aliminum Foundry Ltd

Notice is hereby given that Dominion Brass and Aluminum Foundry Ltd., incorporated by Letters Patent on the 15th day of August, 1952, has established its Head Office at 24 Mount Vernon Avenue, Ville St. Pierre, P. Q.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Ville St. Pierre, P. Q., this 5th day of February, 1953.

E. N. NOSEWORTHY,

34289-o Secretary.

Paul-Émile Lachance Ltée

Notice is hereby given that "Paul-Émile Lachance Ltée", a company incorporated by letters patent on the 20th December 1951, and having its head office in the city of Quebec where its office was situated up to to-day at 14, Place d'Aiguillon, has moved it to 31, McMahon Street, in the same city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec, P.Q., this fourth day of February, 1953.

LAURÉAT LACHANCE,

34290-o Secretary.

Notice is hereby given that the "Cie de Peintures et Vernis Mont-Royal Ltée" — Mount Royal Colour and Varnish Co. Ltd., body politic duly incorporated by the Federal Government Companies Act, has transferred its head office from 285 Dorchester Street East, Montreal (18), to 5669 Casgrain Avenue, Montreal, (14), in the Province of Quebec.

Given at Montreal, Province of Quebec, this eighteenth day of the month of February, one thousand nine hundred and fifty-three.

In witness whereof, I have signed:

JEAN E. LAMONTAGNE,

Secretary.

Witness: Rachel Roy. 34296

Notice of address of head office of Industries Camart Industries Ltd.

Notice is given that Industries Camart Industries Ltd, incorporated by letters patent of Quebec, bearing date the eighteenth day of November 1950, has established its head office at suite 25, No. 204 Notre-Dame Street, West, in Montreal.

Given at Montreal, this fourteenth day of January, 1953.

GASTON CARTIER,

34302 Secretary.

ST. SIMEON URANIUM CORPORATION
(Sans responsabilité personnelle)

Règlement N° 54

Transportant le siège social de la compagnie de St-Simeon, cté Charlevoix, à Montréal.

"Qu'il soit décrété par les directeurs de "St. Simeon Uranium Corporation" (sans responsabilité personnelle) comme le règlement N° 54 des règlements de la compagnie:

Le siège social de la compagnie sera dorénavant en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, et à tel endroit dans icelle, que les directeurs de la compagnie pourront, de temps à autre, déterminer."

Décrété par le bureau des directeurs de "St. Simeon Uranium Corporation" (sans responsabilité personnelle) le 2e jour de juin 1952, et approuvé, ratifié et confirmé par les actionnaires le 14e jour de juin 1952, comme étant le règlement N° 54 des règlements de la compagnie.

Certifié vraie copies.

Le Président,
JEAN LeBRET.

34309

ST. SIMEON URANIUM CORPORATION
(Sans responsabilité personnelle)

By-law No. 54

Changing the head office of the Company from St. Simeon, Co. Charlevoix, to Montreal.

"Be it enacted by the directors of "St. Simeon Uranium Corporation" (sans responsablité personnelle) as by-law No. 54 of the by-laws of the Company:

The head office of the Company shall henceforth be at the City of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec, and at such place therein as the directors of the company may from time to time decide."

Enacted by the board of directors of "St. Simeon Uranium Corporation" (sans responsabilité personnelle) on the 2nd day of June 1952, and approved, ratified and confirmed by the shareholders on the 14th day of June 1952 as by-law No. 54 of the by-laws of the Company.

Certified a true copy.

JEAN LeBRET,
President.

34309-o

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-JEANNE-DE-CHANTAL
(COMTÉ DE JACQUES-CARITER)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Philippe Lalonde, sec.-trés., 30, avenue des Sources, Ville de Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 17 mars 1953 pour l'achat de $525,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Jeanne-de-Chantal, datées du 1er avril 1953 et remboursables par séries du 1er avril 1954 au 1er avril 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$525,000—20 ans

Année		*Capital*
1er avril 1954	x	$23,000.00
1er avril 1955	x	24,000.00
1er avril 1956	x	25,000.00
1er avril 1957	x	26,500.00
1er avril 1958	x	27,500.00
1er avril 1959	x	29,000.00
1er avril 1960	x	30,000.00
1er varil 1961	x	31,500.00
1er avril 1962	x	33,000.00
1er avril 1963	x	34,500.00
1er avril 1964	x	36,000.00
1er avril 1965	x	37,500.00
1er avril 1966	x	39,000.00
1er avril 1967		16,000.00
1er avril 1968		17,000.00
1er avril 1969		17,500.00
1er avril 1970		18,500.00
1er avril 1971		19,000.00
1er avril 1972		20,000.00
1er avril 1973		20,500.00

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF STE-JEANNE-DE-CHANTAL
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Philippe Lalonde, Sec.-Treas. 30, des Sources Avenue, Town of Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier, until 8 o'clock p.m., Tuesday, March 17, 1953, for the purchase of an issue of $525,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Ste-Jeanne-de-Chantal dated April 1st, 1953 and redeemable serially from April 1st, 1954 to April 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate to be not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $525,000 — 20 years

Year		*Capital*
April 1st, 1954	x	$23,000.00
April 1st, 1955	x	24,000.00
April 1st, 1956	x	25,000.00
April 1st, 1957	x	26,500.00
April 1st, 1958	x	27,500.00
April 1st, 1959	x	29,000.00
April 1st, 1960	x	30,000.00
April 1st, 1961	x	31,500.00
April 1st, 1962	x	33,000.00
April 1st, 1963	x	34,500.00
April 1st, 1964	x	36,000.00
April 1st, 1965	x	37,500.00
April 1st, 1966	x	39,000.00
April 1st, 1967		16,000.00
April 1st, 1968		17,000.00
April 1st, 1969		17,500.00
April 1st, 1970		18,500.00
April 1st, 1971		19,000.00
April 1st, 1972		20,000.00
April 1st, 1973		20,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $323,200, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de $24,868.00, en 1954, et douze versements de $24,861.00 chacun, de 1955 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachine, Cté Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Lachine.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est parteil, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 17 mars 1953, à 8 heures p.m., au bureau des commissaires d'écoles, 30 avenue des Sources, Ville de Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de Pointe-Claire, (Comté de Jacques-Cartier), ce 25 février 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
PHILIPPE LALONDE.

30, avenue des Sources,
Ville de Pointe-Claire,
(Cté Jacques-Cartier), P.Q. 34327-o

The letters "X" indicate the years during which annual payments of a total amount of $323,200, granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment of $24,868.00, in 1954 and in twelve instalments of $24,861 each, from 1955 to 1966 inclusively, shall be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Lachine, Co. Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Lachine.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, March 17, 1953, at 8 o'clock p.m., at the School Commissioners' Office, 30 des Sources Avenue, Town of Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Town of Pointe-Claire, (County of Jacques-Cartier), February 25, 1953.

PHILIPPE LALONDE,
Secretary-Treasurer.

30, des Sources Avenue,
Town of Pointe-Claire,
(Co. of Jacques-Cartier), P.Q. 34327

Province de Québec

CITÉ DE SAINT-HYACINTHE
(Comté de Saint-Hyacinthe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, M.-A. David, greffier, Hôtel de Ville, Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 16 mars 1953 pour l'achat de $775,000.00 d'obligations de la cité de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, datées du 1er mars 1953 et remboursables par séries du 1er mars 1954 au 1er mars 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $775,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er mars 1954	$38,000.00
1er mars 1955	38,000.00
1er mars 1956	38.000,00
1er mars 1957	38,000.00
1er mars 1958	38,000.00
1er mars 1959	39,000.00

Province of Quebec

CITY OF SAINT-HYACINTHE
(County of Saint-Hyacinthe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mr. A. David, clerk, City Hall, Saint-Hyacinthe, county of Saint-Hyacinthe, until 8 o'clock p.m., Monday, March 16, 1953, for the purchase of an issue of $775,000.00 of bonds of the city of Saint-Hyacinthe, county of Saint-Hyacinthe, dated March 1st, 1953 and redeemable serially from March 1st, 1954 to March 1st, 1973, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $775,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
March 1st, 1954	$38,000.00
March 1st, 1955	38,000.00
March 1st, 1956	38,000.00
March 1st, 1957	38,000.00
March 1st, 1958	38,000.00
March 1st, 1959	39,000.00

1er mars 1960	39,000.00
1er mars 1961	39,000.00
1er mars 1962	39,000.00
1er mars 1963	39,000.00
1er mars 1964	39,000.00
1er mars 1965	39,000.00
1er mars 1966	39,000.00
1er mars 1967	39,000.00
1er mars 1968	39,000.00
1er mars 1969	39,000.00
1er mars 1970	39,000.00
1er mars 1971	39,000.00
1er mars 1972	39,000.00
1er mars 1973	39,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair, à Saint-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 16 mars 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Saint-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Hyacinthe, (Comté de Saint-Hyacinthe), ce 13 février 1953.

Le Greffier,
M.-A. DAVID.

Hôtel de Ville,
Saint-Hyacinthe, P.Q. 34291-o

March 1st, 1960	39,000.00
March 1st, 1961	39,000.00
March 1st, 1962	39,000.00
March 1st, 1963	39,000.00
March 1st, 1964	39,000.00
March 1st, 1965	39,000.00
March 1st, 1966	39,000.00
March 1st, 1967	39,000.00
March 1st, 1968	39,000.00
March 1st, 1969	39,000.00
March 1st, 1970	39,000.00
March 1st, 1971	39,000.00
March 1st, 1972	39,000.00
March 1st, 1973	39,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Saint-Hyacinthe, county of Saint-Hyacinthe.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday March 16, 1953, at 8 o'clock p.m., at the city hall of Saint-Hyacinthe.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Hyacinthe, (County of Saint-Hyacinthe), February 13, 1953.

M.-A. DAVID,
Clerk.

City Hall,
Saint-Hyacinthe, P.Q., 34291

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE SALEBERRY-DE-VALLEYFIELD
(Comté de Beauharnois)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raphaël Barrette, secrétaire-trésorier, C.P. 277, Salabersy-de-Valleyfield, cté Beauharnois, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 17 mars 1953, pour l'achat de $340,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, datées du 2 janvier 1953 et remboursables par séries du 2 janvier 1954 au 2 janvier 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $340,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
2 janvier 1954	x $20,500.00
2 janvier 1955	x 21,000.00

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
(County of Beauharnois)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raphaël Barrette, secretary-treasurer, P.O.B. 277, Salaberry-de- Valleyfield, Co. Beauharnois, until 8 o'clock p.m., Tuesday, March 17, 1953, for the purchase of an issue of $340,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the Town of Salaberry-de-Valleyfield dated January 2, 1953 and redeemable serially from January 2, 1954 to January 2, 1973 inclusively, with interest at a rate not to be less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 2 and July 2 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $340,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
January 2, 1954	x $20,500.00
January 2, 1955	x 21,000.00

2 janvier 1956	x	22,000.00
2 janvier 1957	x	23,000.00
2 janvier 1958	x	24,000.00
2 janvier 1959	x	25,500.00
2 janvier 1960	x	26,500.00
2 janvier 1961	x	27,500.00
2 janvier 1962	x	29,000.00
2 janvier 1963		9,000.00
2 janvier 1964		9,000.00
2 janvier 1965		9,500.00
2 janvier 1966		10,000.00
2 janvier 1967		10,500.00
2 janvier 1968		11,000.00
2 janvier 1969		11,500.00
2 janvier 1970		12,000.00
2 janvier 1971		12,000.00
2 janvier 1972		13,000.00
2 janvier 1973		13,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $192,187.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en neuf versements dont un de $21,355.50, en 1954, et huit de $21,354.00 de 1955 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Valleyfield, Cté Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou Valleyfield.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté egal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 17 mars 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, bureau du secrétaire-trésorier, Cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Salaberry-de-Valleyfield, (Comté de Beauharnois), ce 25 février 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
RAPHAËL BARRETTE,
C. P. 277, Salaberry-de-Valleyfield,
(Cté Beauharnois), P. Q. 34326-o

January 2, 1956	x	22,000.00
January 2, 1957	x	23,000.00
January 2, 1958	x	24,000.00
January 2, 1959	x	25,500.00
January 2, 1960	x	26,500.00
January 2, 1961	x	27,500.00
January 2, 1962	x	29,000.00
January 2, 1963		9,000.00
January 2, 1964		9,000.00
January 2, 1965		9,500.00
January 2, 1966		10,000.00
January 2, 1967		10,500.00
January 2, 1968		11,000.00
January 2, 1969		11,500.00
January 2, 1970		12,000.00
January 2, 1971		12,000.00
January 2, 1972		13,000.00
January 2, 1973		13,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $192,187.50 granted by the Provincial Secretary and payable in nine instalments one of which is $21,355.50 in 1954, and eight of $21,354.00 from 1955 to 1962 inclusively, shall be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Valleyfield, Co. Beauharnois.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Valleyfield.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday March 17, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, office of the Secretary-Treasurer, City of Salaberry-de-Valleyfield.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Salaberry-de-Valleyfield, (County of Beauharnois), February 25, 1953.

RAPHAËL BARRETTE,
Secretary-Treasurer.
P.O.B. 277, Salaberry-de-Valleyfield,
(Co. Beauharnois), P. Q. 34326

Province de Québec

Village de Howick
(Comté de Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, W. F. Welch, Secrétaire-trésorier, Howick-Station, comté de Châteauguay, jusqu'à 8 heures p. m. mardi, le 17 mars 1953, pour l'achat de $138,000 d'obligations du village de Howick, comté de Châteauguay, datées du 1er avril 1953 et remboursables par séries du 1er avril 1954 au 1er avril 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni su-

Province of Quebec

Village of Howick
(County of Châteauguay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned W. F. Welch, Secretary-Treasurer, Howick-Station, County of Châteauguay, until 8 o'clock p.m., Tuesday, March 17th, 1953, for the purchase of an issue of $138,000 of bonds of the Village of Howick, County of Châteauguay, dated April 1st, 1953 and redeemable serially from April 1st, 1954 to April 1st, 1968 inclusively, with iterest at a rate which shall not be less than 3% nor more than 5% per annum,

périeur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$138,000—15 ans.

Année		*Capital*
1er avril 1954	x	$5,500.00
1er avril 1955	x	6,000.00
1er avril 1956	x	6,000.00
1er avril 1957	x	6,500.00
1er avril 1958	x	7,000.00
1er avril 1959		3,000.00
1er avril 1960		3,500.00
1er avril 1961		3,500.00
1er avril 1962		4,000.00
1er avril 1963		4,000.00
1er avril 1964		4,000.00
1er avril 1965		4,500.00
1er avril 1966		4,500.00
1er avril 1967		5,000.00
1er avril 1968		71,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $20,000, accordé par le Département des Travaux publics et payable en cinq versements de $4,000 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Howick, Cté Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Howick.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompxgnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 17 mars 1953, à 8 heures p.m., à l'Hotel de Ville de Howick, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Howick, (Comté de Châteauguay), ce 24 février 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
W. F. WELCH.

Howick-Station,
(Cté Châteauguay), P. Q. 34314-o

Province de Québec

VILLAGE DE ST-JEAN-DE-BOISCHATEL
(COMTÉ DE MONTMORENCY)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Chs. Vézina, secrétaire-trésorier, 5133 avenue Royale, Boischatel, comté de Montmorency, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 18 mars 1953 pour l'achat de $140,000 d'obligations du village de St-Jean-de-Boischatel, comté de Montmorency, datées du 1er avril 1953 et remboursables par

payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows.

Table of redemption—$138,000—15 years

Year		*Capital*
April 1st, 1954	x	$5,500.00
April 1st, 1955	x	6,000.00
April 1st, 1956	x	6,000.00
April 1st, 1957	x	6,500.00
April 1st, 1958	x	7,000.00
April 1st, 1959		3,000.00
April 1st, 1960		3,500.00
April 1st, 1961		3,500.00
April 1st, 1962		4,000.00
April 1st, 1963		4,000.00
April 1st, 1964		4,000.00
April 1st, 1965		4,500.00
April 1st, 1966		4,500.00
April 1st, 1967		5,000.00
April 1st, 1968		71,000.00

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of $20,000, granted by the Department of Public Works and payable in five instalments of $4,000 each, from 1954 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Howick. Co Châteauguay.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Howick.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, March 17th, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Howick, County of Châteauguay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Howick, (County of Châteauguay), this 24th of February, 1953.

The Secretary-Treasurer,
W. F. WELCH,

Howick-Station,
(Co. Châteauguay), P.Q. 34314-o

Province of Quebec

VILLAGE OF ST-JEAN-DE-BOISCHATEL
(COUNTY OF MONTMORENCY)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Chs. Vézina secretary-treasurer, 5133 Royale Avenue, Boischatel, county of Montmorency, until 8 o'clock p.m., Wednesday, March 18, 1953, for the purchase of an issue of $140,000 of bonds of the village of St-Jean-de-Boischatel County of Montmorency dated April 1st, 1953 and redeemable serially from April 1st,

séries du 1er avril 1954 au 1er avril 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$140,000—20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1954	$4,000.00
1er avril 1955	4,500.00
1er avril 1956	4,500.00
1er avril 1957	5,000.00
1er avril 1958	5,000.00
1er avril 1959	5,500.00
1er avril 1960	5,500.00
1er avril 1961	6,000.00
1er avril 1962	6,500.00
1er avril 1963	6,500.00
1er avril 1964	7,000.00
1er avril 1965	7,500.00
1er avril 1966	7,500.00
1er avril 1967	8,000.00
1er avril 1968	8,500.00
1er avril 1969	9,000.00
1er avril 1970	9,500.00
1er avril 1971	9,500.00
1er avril 1972	10,000.00
1er avril 1973	10,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boischatel, Cté Montmorency.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Boischatel.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 18 mars 1953, à 8 heures p.m., en la salle municiaple de St-Jean-de-Boischatel.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-de-Boischatel, (Comté de Montmorency), ce 25 février 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-CHS. VÉZINA.

5133, avenue Royale, Boischatel,
(Cté Montmorency), P.Q. 34318-o

Table of redemption—$140,000—20 years

Year	*Capital*
April 1st, 1954	$4,000.00
April 1st, 1955	4,500.00
April 1st, 1956	4,500.00
April 1st, 1957	5,000.00
April 1st, 1958	5,000.00
April 1st, 1959	5,500.00
April 1st, 1960	5,500.00
April 1st, 1961	6,000.00
April 1st, 1962	6,500.00
April 1st, 1963	6,500.00
April 1st, 1964	7,000.00
April 1st, 1965	7,500.00
April 1st, 1966	7,500.00
April 1st, 1967	8,000.00
April 1st, 1968	8,500.00
April 1st, 1969	9,000.00
April 1st, 1970	9,500.00
April 1st, 1971	9,500.00
April 1st, 1972	10,000.00
April 1st, 1973	10,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boischatel, Co. Montmorency.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Boischatel.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday March 18, 1953, at 8 o'clock p.m., at the municipal hall of St-Jean-de-Boischatel.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tender.s

St-Jean-de-Boischatel, (County of Montmorency), February 25, 1953.

J. CHS. VÉZINA,
Secretary-Treasurer.

5133, Royale Avenue, Boischatel,
(Co. Montmorency), P.Q. 34318

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE CHICOUTIMI
(COMTÉ DE CHICOUTIMI)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Laurent Bilodeau, secrétaire-trésorier, Edifice Murdock, Chicoutimi, P.Q., jusqu'à 8 heures p.m.,

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF CHICOUTIMI
(COUNTY OF CHICOUTIMI)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Laurent Bilodeau, secretary-treasurer, Murdock Building, Chicoutimi, P.Q., until 8 o'clock p.m., Monday, March 16,

lundi, le 16 mars 1953 pour l'achat de $180,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Chicoutimi, datées du 1er mars 1953 et remboursables par séries du 1er mars 1954 au 1er mars 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant.

Tableau d'amortissement—$180,000—15 ans.

Année		*Capital*
1er mars 1954	x	$15,500.00
1er mars 1955	x	16,000.00
1er mars 1956	x	17,000.00
1er mars 1957	x	18,000.00
1er mars 1958	x	19,000.00
1er mars 1959	x	20,000.00
1er mars 1960	x	20,000.00
1er mars 1961		6,000.00
1er mars 1962		6,000.00
1er mars 1963		6,000.00
1er mars 1964		6,500.00
1er mars 1965		7,000.00
1er mars 1966		7,500.00
1er mars 1967		7,500.00
1er mars 1968		8,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $111,709.80, accordé par le Secrétaire de la province et payable en sept versements dont un de $15,958.56 et six de $15,958.54, de 1954 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Chicoutimi.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 16 mars 1953, à 8 heures p.m., en la salle publique St-François-Xavier, à Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'acdcepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 26 février 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT BILODEAU.

Edifice Murdock, Chicoutimi,
(Cté Chicoutimi), P.Q. 34325-o

1953, for the purschase of an issue of $180,000 of bonds of the school commissioners for the municipality of the parish of Chicoutimi dated March 1st, 1953 and redeemable serially from March 1st, 1954 to March 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate to be not less than 3% nor superior than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—$180,000—15 years

Year		*Capital*
March 1st, 1954	x	$15,500.00
March 1st, 1955	x	16,000.00
March 1st, 1956	x	17,000.00
March 1st, 1957	x	18,000.00
March 1st, 1958	x	19,000.00
March 1st, 1959	x	20,000.00
March 1st, 1960	x	20,000.00
March 1st, 1961		6,000.00
March 1st, 1962		6,000.00
March 1st, 1963		6,000.00
March 1st, 1964		6,500.00
March 1st, 1965		7,000.00
March 1st, 1966		7,500.00
March 1st, 1967		7,500.00
March 1st, 1968		8,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of $111,709.80, granted by the Provincial Secretary and payable in seven instalments, one of which is $15,958.56 and six of $15,958.54, from 1954 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Chicoutimi.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, March 16, 1953, at 8 o'clock p. m., at the Public Hall of St-François-Xavier, at Chicoutimi.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, (County of Chicoutimi), February 26, 1953.

LAURENT BILODEAU,
Secretary-Treasurer.

Murdock Building, Chicoutimi,
(Co. Chicoutimi), P.Q. 34325

Province de Québec

VILLE DE DOLBEAU
(Comté de Lac St-Jean-Ouest)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Donat Lefebvre, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Dolbeau, Cté Lac St-Jean-Ouest, jusqu'à 7 heures 30, p.m., lundi, le 16 mars 1953, pour l'achat de $170,000, d'obligations de la ville de Dolbeau, comté de Lac St-Jean-Ouest, datées du 1er mai 1953 et remboursables par séries du 1er novembre 1953 au 1er novembre 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $170,000 — 14½ ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1953	$ 7,000.00
1er novembre 1954	7,000.00
1er novembre 1955	8,000.00
1er novembre 1956	8,000.00
1er novembre 1957	8,000.00
1er novembre 1958	12,000.00
1er novembre 1959	12,000.00
1er novembre 1960	13,000.00
1er novembre 1961	13,000.00
1er novembre 1962	13,000.00
1er novembre 1963	13,000.00
1er novembre 1964	13,000.00
1er novembre 1965	14,000.00
1er novembre 1966	14,000.00
1er novembre 1967	15,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dolbeau, P. Q.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Dolbeau.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 16 mars 1953, à 7 heures 30, p.m., à l'Hôtel de Ville de Dolbeau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dolbeau, (Comté de Lac St-Jean-Ouest), ce 26 février 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
DONAT LEFEBVRE,
Hôtel de Ville, Dolbeau,
(Cté Lac St-Jean-Ouest), P. Q. 34324-o

Province of Quebec

TOWN OF DOLBEAU
(County of Lake St. John-West)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Donat Lefebvre, Secretary-treasurer, Town Hall, Dolbeau, County of Lake St. John-West, until 7.30 o'clock p.m., Monday, March 16th, 1953, for the purchase of an issue of $170,000 of bonds of the Town of Dolbeau, County of Lake St. John-West, dated May 1st, 1953 and redeemable serially from November 1st, 1953 to November 1st, 1967 inclusively, with interest at a race which shall not be less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $170,000 — 14½ years

Year	*Capital*
November 1st, 1953	$ 7,000.00
November 1st, 1954	7,000.00
November 1st, 1955	8,000.00
November 1st, 1956	8,000.00
November 1st, 1957	8,000.00
November 1sr, 1958	12,000.00
November 1st, 1959	12,000.00
November 1st, 1960	13,000.00
November 1st, 1961	13,000.00
November 1st, 1962	13,000.00
November 1st, 1963	13,000.00
November 1st, 1964	13,000.00
November 1st, 1965	14,000.00
November 1st, 1966	14,000.00
November 1st, 1967	15,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Dolbeau, P. Q.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Dolbeau.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, March 16th, 1953, at 7.30 o'clock p.m., at the Town Hall of Dolbeau.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dolbeau, (County of Lake St. John-West), this 26th of February, 1953.

DONAT LEFEBVRE,
Secretary-Treasurer,
Town Hall, Dolbeau,
(Co. Lake St. John-West P. Q. 34324-o

Vente d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1952 et non réclamés aux bureau de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur à 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le septième jour de mai 1953, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 18 février 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
G. E. BEGLEY.

34311-9-6

Sale of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company", at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec, will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the seventh day of May, 1953, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 18, 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. E. BEGLEY,
Superintendent.

34311-9-6-o

Ventes pàr licitation

Canada, Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, N° 10,508. Nina Gilchrist Weir, demanderesse, vs Nathan Rubin et Howard Duncan Finlayson, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Joliette dans le district de Joliette, le 13 février, 1953, dans une cause dans laquelle Nina Gilchrist Weir, ménagère, veuve de feu George A. Finlayson du village de Rawdon, district de Joliette, est demanderesse et Nathan Rubin, demeurant à 4338 Avenue Draper, dans les cité et district de Montréal, et Howard Duncan Finlayson, manufacturier de la cité de Westmount, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

a) Lots Nos soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit et quatre-vingt-quatorze au plan officiel du lot original N° dix-huit lettre A (18A-76, 77, 78 et 94) du cinquième rang aux plan et livre de renvois officiels du canton de Rawdon;

b) La partie sud-ouest du lot N° quatre-vingt-seize de ladite subdivision du plan officiel dudit lot original N° dix-huit Lettre A (S.O. partie 18A-96) dans le cinquième rang, aux plan et livre de renvois officiels du canton de Rawdon, mesurant quatre-vingt-douze pieds (92′) de largeur, par la profondeur totale dudit lot, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par le lot N° quatre-vingt-quatorze de la subdivision dudit plan officiel (18A-94), en arrière par la partie du lot N° quatre-vingt-dix-sept de la subdivision dudit plan officiel (partie 19A-97), d'un côté par le lot N° soixante-seize de la subdivision dudit plan officiel (18A-76) et de l'autre côté par la partie restante dudit lot N° quatre-vingt-seize (partie 18A-96), avec les édiffices ci-dessus érigés et avec tous les autres droits, membres et dépendances y attenant.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATRE AVRIL 1953 à DIX heures de l'avant-midi au bureau du Protonotaire, au

Sales by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 10,508. Nina Gilchrist Weir plaintiff; vs Nathan Rubin and Howard Duncan Finlayson, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Joliette in the District of Joliette, on February thirteenth, 1953, in a cause in which Nina Gilchrist Weir, housewife, widow of the late George A. Finlayson of the village of Rawdon, district of Joliette, is plaintiff, and Nathan Rubin residing at 4338 Draper Avenue, in the city and district of Montreal, and Howard Duncan Finlayson, manufacturer of the city of Westmount, district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable property described as follows, to wit:

a) Lots Nos. seventy-six, seventy-seven, seventy-eight and ninety-four upon the official plan of original lot No. eighteen Letter A (18A-76, 77, 78 and 94), of the fifth range upon the Official Plan and Book of Reference of the Township of Rawdon;

b) The South-West part of lot No. ninety-six upon the said Official subdivision plan of said original lot No. eighteen Letter A (S.W. part 18A-96) in the fifth range upon the said Official Plan and Book of Reference of the Township of Rawdon, measuring ninety-two feet (92′), in width, by the whole depth of the said lot, English measure and more or less, and bounded in front by lot No. ninety-four upon the said official subdivision plan (18A-94), in rear by part of lot No. ninety-seven upon the said official subdivision plan (pt. 19A-97), on one side by lot No. seventy-six upon the said official subdivision plan (18A-76) and on the other side by the remaining part of said lot No. ninety-six (pt. 18A-96) with the buildings thereon erected and with all the other rights, members and appurtenances thereunto belonging.

The property above-described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on APRIL FOURTH 1953, at TEN o'clock in the forenoon at the Prothonotary's

Palais de Justice à Joliette, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le 18 février 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
(signé) WALKER, MARTINEAU,
CHAUVIN, WALKER
34304-9-2-o & ALLISON.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 320249. Etienne Séguin, demandeur, vs J. R. Benoit Séguin et autre, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, le 30 janvier 1953, dans une cause où Etienne Séguin, agent de gare pour la Canadian Pacific Railways, de la ville de Rigaud, comté de Vaudreuil, district de Montréal, est demandeur, contre J. R. Benoit Séguin, employé de chemin de fer, de la ville de Dorion, comté de Vaudreuil, et Marie Jeanne Séguin, épouse séparée de biens par contrat de mariage de J. Omer Séguin, restaurateur, ladite Marie Jeanne Séguin, en sa qualité de curatrice audit J. Omer Séguin, interdit comme ivrogne d'habitude, suivant jugement du 9 mai 1921, dans une cause portant le le numéro 505 des dossiers de la Cour supérieure du district de Montréal, de Rigaud, comté de Vaudreuil, district de Montréal, sont défendeurs, la licitation de l'immeuble désigné ci-après est ordonnée, savoir:

"Un emplacement situé dans la ville de Rigaud, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro soixante-dix-huit (78) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud, avec les bâtisses y érigées, contenant 65 pieds et 5 pouces de largeur, mesure française, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public ou rang St-Antoine qui le borne en avant à aller à la rivière à la Graisse ou de Rigaud qui borne ledit terrain en arrière, tenant d'un côté à l'autre partie dudit lot numéro 78 aux mêmes plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud appartenant à Antonio Lafleur ou représentants et de l'autre côté par l'emplacement appartenant à W. St-Denis ou représentants";

Un dépôt de $700.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur le dit immeuble.

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le MERCREDI HUIT AVRIL 1953, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure de Montréal Cour tenante, dans la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge

office in the Court House in Joliette, Province of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said Licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six (6) days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

February 18th 1953.

(signed) WALKER, MARTINEAU,
CHAUVIN, WALKER
& ALLISON,
34304-9-2-o Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 320249. Etienne Seguin, plaintiff vs J. R. Benoit Seguin et al., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, rendered the 30th January 1953, in a case No. 320249 wherein Etienne Seguin, station Agent for the Canadian Pacific Railways, of the Town of Rigaud, Vaudreuil County, District of Montreal, is Plaintiff, and J. R. Benoit Seguin, employee of the Canadian Pacific Railways, of the Town of Rigaud, Vaudreuil County, and Marie Jeanne Seguin, wife separate as to property by marriage contract of J. Omer Seguin, restaurant keeper, the said Marie Jeanne Seguin, in her quality as guardian to the said J. Omer Seguin, interdicted as habitual drunkard, following judgment rendered May 9, 1921 in a case bearing No. 505 in the Superior Court for the District of Montreal, of Rigaud, Vaudreuil County, District of Montreal, are Defendants, the licitation of the immoveable hereinafter designated has been ordered, to wit:

"An emplacement situate in the Town of Rigaud, known and designated as being part of lot number seventy-eight (78) on official plan and book of reference of the Village of Rigaud, with houses thereon erected, measuring 65 feet and 5 inches in width, French measures, by the depth existing from the Public Road or Rang St-Antoine bounding the said lot in front up to river à la Graisse or Rigaud which bounds the said lot in the rear, on one side by the other part of said lot 78 of said official plan and book of reference of the Town of Rigaud belonging to Antonio Lafleur or representatives and on the other side by the emplacement belonging to W. St-Denis or representatives."

A deposit of $700.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immoveable.

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY APRIL EIGHTH, 1953, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, Montreal time, Sitting the Court, in the Court Room No. 31, of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul,

ou à fin de distraire à ladite lilitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, ils seront forclos du droit de le faire.

Montréal, 23 février 1953.

Les Procureurs du demandeur,
GUERIN GODIN & PINARD,
34303-9-2-o 4 est, rue Notre-Dame, Montréal.

to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days defore the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, February 23rd, 1953.

GUERIN GODIN & PINARD,
Attorneys for Plaintiff.
4 Notre-Dame Street East, Montreal.
34303-9-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 320,030. Dame Emelda Méthot, demanderesse vs Avila Levac et autres, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, le 30 janvier 1953, dans une cause où dame Emelda Méthot, veuve de François Xavier Levac, en son vivant cultivateur de la paroisse de St-Zotique, comté de Soulanges, district de Montréal, est demanderesse, et Avila Levac, employé de chemin de fer, de la Station du Coteau, comté de Soulanges, Albert Levac, journalier, de la cité de Montréal, Henri Levac, journalier, de St-Sylvestre, district de Beauce, Alice Levac, épouse commune en biens de Daniel Leroux, pompier, et ce dernier partie aux présentes pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, de Verdun, district de Montréal, Berthe Levac, épouse commune en biens de Théodore Leduc, et ce dernier partie aux présentes pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, de la cité de Montréal; Irène Levac, épouse commune en biens d'Arthur Daoust, et ce dernier partie aux présentes pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, à l'exception du défendeur Henri Levac qui demeure à St-Sylvestre, district de Beauce, sont défendeurs, il est ordonné la licitation de l'immeuble ci-après mentioné, savoir:

"Cette terre faisant partie du lot trente-deux (32) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Zotique, avec bâtisses dessus érigées, et située au nord du chemin public, avec droit de passage dans un chemin de 20 pieds de largeur sur l'autre partie dudit lot 32 du cadastre de St-Zotique et situé entre le chemin public et le fleuve St-Laurent."

Un dépôt de $2,500.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur lesusdit immeuble.

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le JEUDI NEUF AVRIL 1953, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, heure de Montréal, Cour tenante, dans la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 320,030. Dame Emelda Méthot, plaintiff vs Avila Levac et al., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, rendered the 30th January, 1953, in a case wherein dame Emelda Méthot, widow of François Xavier Levac, in his lifetime Farmer of the Parish of St-Zotique, Soulanges County, District of Montreal, is Plaintiff, and Avila Levac, railroad employee, of Coteau Station, Soulanges County, Albert Levac, labourer, of the City of Montreal, Henri Levac, labourer, of St-Sylvestre, district of Beauce, Alice Levac, wife common as to property of Daniel Leroux, fireman, the latter party herein to assist and authorize his said wife, of Verdun, District of Montreal, Berthe Levac, wife common as to property of Theodore Leduc, the latter party herein to assist and authorize his said wife, of the City of Montreal; Irène Levac, wife common as to property of Arthur Daoust, the latter party herein to assist and authorize his said wife, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, except the Defendant Henri Levac who resides at St-Sylvestre, District of Beauce, are Defendants, the licitation of the immoveable hereinafter designated has been ordered, to wit:

"This land being part of lot thirty-two (32) on official plan and book of reference of the Parish of St-Zotique, with buildings thereon erected, and situated North of the Public Road, with right of passage in a road of 20 feet of width on the other part of said lot 32 of the cadaster of St-Zotique and situated between the Public Road and the St-Laurence River."

A deposit of $2,500.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immoveable.

The above described immoveable will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder on THURSDAY APRIL NINTH, 1953, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, Montreal time, Sitting the Court, in the Court Room No. 31, of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for

opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, ils seront forclos du droit de le faire.

Montréal, 24 février 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
GUERIN GODIN & PINARD,
34307-9-2-o 4 est, rue Notre-Dame, Montréal.

the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, February 24, 1953.

GUERIN GODIN & PINARD,
Attorneys for Plaintiff,
34307-9-2-o 4 Notre-Dame St. East, Montreal.

Ventes pour taxes

Province de Québec — District d'Abitibi

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ABITIBI

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné, Laval Goulet, secrétaire de la Corporation du Comté d'Abitibi que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice à Amos au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil le second jeudi du mois d'Avril 1953, soit le (9) NEUF d'AVRIL 1953 à DIX heures de l'avant-midi pour non paiement de taxes municipales, scolaires, religieuse, et repartitions d'églises frais et charges dues sur chacun de ces immeubles à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Sales for Taxes

Province of Quebec — District of Abitibi

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ABITIBI

Public notice is hereby given by the undersigned, Laval Goulet, secretary-treasurer of the Municipal Corporation of the county of Abitibi that the immoveables, with buildings, circumstance and dependencies, hereinafter mentioned, will be sold by public auction in the Court House at Amos, the usual meeting place of the said Council, on the second Thursday of the month of April, 1953, namely the NINTH (9) day of APRIL, 1953, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes and church apportionments, costs and charges due on each of the said immoveables, unless the said taxes, costs and charges be paid and acquitted, with costs incurred, before the sale, to wit:

Corporation d'Amos-Est — Corporation of Amos-East
Commission scolaire de Saint-Maurice de Dalquier — School Commission of Saint-Maurice of Dalquier

Canton ou village — Township or village	Lot	Bloc — Block	Rang — R'ge	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes socl. — School taxes	Total
Dalquier	42		6	Odilon Morissette	6.00	11.00	17.00
"	60		6	Auguste Lecomte		33.00	33.00
"	51		7	J.-B. Hudon	4.00	13.00	17.00
"	58		8	Ferdinand Girard	2.75	9.00	11.75
"	59		7	Étienne Martel	10.00	44.00	54.00
Duverny	A		7				
Dalquier	61		8	Émile Vallée	6.00	37.74	43.74
Duverny	B		8				
Dalquier	62		8	Émile Vallé	4.50	21.65	26.15
Duverny	C		8				
"	62		6	Paul-Oliva Gagnon			

Un lopin de terre sur le lot 62, rang 6, canton Duverny, mesurant 210 pieds de large par 220 pieds de profondeur, borné à l'ouest par le lot 62, au nord par le lot 62 ,à l'est et sud par le chemin.

A parcel of land on lot 62, range 6, Duverny township, measuring 210 feet in width by 220 feet in depth bounded on the west by lot 62, on the north, by lot 62, on the east and on the south, by the road.

Corporation d'Authier — Corporation of Authier
Commission scolaire d'Authier — School Commission of Authier

Royal Roussillon.	51		1	Bertrand Bédard	29.14	50.00	79.14

Corporation d'Authier — Corporation of Authier
Commission scolaire Languedoc — School Commission of Languedoc

Languedoc	9*abc*		1	Lionel Lafrenière	9.84	21.33	31.17
"	10*abc*		1	Lionel Lafrenière	18.20	38.40	56.60
"	9		3	Germain Genesse	17.96	37.90	55.86
"	14		4	Wilfrid Mercier	11.32	24.10	35.42
"	22		4	Marcel Dubé	14.02	29.75	43.77

Corporation du village de Barreaute — Corporation village of Barreaute

Commission scolaire de Barraute & Piedmont — School Commission of Barraute & Piedmont

Canton villag ou — Townsheip or village	Lot	Bloc — Block	Rang — R'ge	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Municipal taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Village Barraute	7	7		Alphonse Gagnon	9.78	34.48	44.26
"	2-5	7		Oscar Roy	37.68	82.48	120.16
"	6-22	7					
"	19	7		Mathurin Baillargeon		6.48	6.48
"	21 & 22	9		Louis Costelli		4.49	4.49
"	6	9		Alcide Paiement		4.48	4.48
"	2	8		Guy Roy		6.49	6.49
"	21	7		Liguori Gagnon		24.48	24.48
"	1 à 22 inc.	12					
"	1 à 10 inc.	13					
"	1-2-4	14		Bernadin Guillemette		96.48	96.48
"	1 à 6 inc.	15					
"	8	15					

Corporation de Carpentier & Courville — Corporation of Carpentier & Courville

Commission scolaire de Belcourt — School Commission of Belcourt

Courville	47		6	Fernand Beaudoin	1.83	12.06	13.89
Senneterre	6		9	Joseph Bourgault	15.33	72.08	87.41
"	7		9	Joseph Bourgault	4.20	8.80	13.00
Carpentier	53		2	Casimir Desputeau	6.05	12.47	18.52
Courville	56		10	Emile Lacourse	8.12	24.78	32.90
"	35-1		9	Rolland Lafrance	2.58	27.70	30.28
"	36-1		9				
"	47		8	Aimé Jean	6.24	29.70	35.94
"	21		9	René Gagnon	18.18	91.30	109.48
"	48		8	Alexandre Dussault		21.32	21.32
"	53		8	Alexandre Dussault		124.18	124.18
"	55		10	Lucien Girard		53.81	53.81

Corporation de Clermont — Corporation of Clermont

Commission scolaire de Beaucanton — School Commission of Beaucanton

Clermont	4		10	Rolland Morin	13.67	57.39	71.06
"	11		10	Benoit Lavoie	21.02	57.98	79.00
"	17		10	Georges Grenier		78.08	78.08
"	25		10	Élie Larouche	27.12	71.65	98.77

Corporation de Clermont — Corporation of Clermont

Commission scolaire de Clermont — School Commission of Clermont

Desmeloizes	54		4	Trefflé Racicot	17.36	56.25	73.61
Clermont	7		2	Émile Brunet	26.10	62.68	88.78
"	14		2	Rosaire Maillé	22.39	65.00	87.39
"	16		2	Émile Bédard	25.77	55.25	81.02
"	28		3	Michel Cadrin	74.74	179.50	254.24
"	½ S. 28		5	Odilon Dumouchelle	3.63	19.21	22.84
"	½ S. 29		5	Odilon Dumouchelle	18.25	96.09	114.34
"	26		6	Eurgèle Duquette	8.68	45.11	53.79
"	19		3	Béloni Goudreau	19.69	30.50	50.19
"	41-1-2-3		3	Amédé Rodrigue	48.65	70.00	118.65
"	42-1-2		2	Yvon Rodrigue	7.10	19.50	26.60
"	5-1-2		4	Gaston Lauzon		78.38	78.38

Corporation de Colombourg — Corporation of Colombourg

Commission scolaire de Colombourg — School Commission of Colombourg

La Sarre	58		2	Udéude Gélinas		12.95	12.95
Palmarolle	36		10	Paul Royer	5.75	47.23	52.98

Corporation de Dupuy — Corporation of Dupuy

Commission scolaire de Dupuy — School Commission of Dupuy

Desmeloizes	40		2	Charlemagne Carrière	11.52	46.13	57.65
La Reine	37		6	Hermélias Houde	9.23	57.43	66.66
Vil Dupuy	12	30		Hercul Dufour	1.00		

Corporation Piedmont & Barraute — Corporation of Piedmont & Barraute
Commissions scolaire Barraute & Piedmont — School Commissions of Barraute & Piedmont

Canton ou village — Township or village	Lot	Bloc — Block	Rang — R'ge	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Barraute	48		5	Paul-Émile Alain	2.72	8.28	11.00
"	46		4	Jean-Noel Fiset		31.68	31.68
"	36		5	Alphonse Grimard		45.88	45.88
Fiedmont	21		9	Pierre Gagnon	7.07	37.08	44.15
"	23		9	Hormidas Gagnon		24.88	24.88
Barraute	35		5	Laurent Larose		26.48	26.48
Fiedmont	28		6	Adrien Long	4.12	4.08	8.20
"	19		9	Napoléon Lachance		47.48	47.48
"	16		10	Wilbray Lachance	2.01	6.68	8.69
"	½ S. 18		10	Josaphat Lachance		30.08	30.08
"	½ S. 19		10				
"	40		7	F.-X. St-Arnault		33.48	33.48
"	¼ N.E. 15		9				
"	½ N. 16		9	Joseph Turcotte	6.44	23.48	29.92
"	½ S.E. 15		10				
"	27		8	Alphonse Gagnon		9.20	9.20
"	41-1-2		10	Bernadin Guillemette		10.80	10.80
Barraute	38c		3	Wilfrid Larose		68.28	68.28
"	38		4				
Fiedmont	1 à 12 inc.		9				
"	1 à 9 inc.		10				
"	12-13		10	Byrne, Frank Co. Ltd		84.48	84.48
Barraute	13 à 17 inc.		1				

Corporation de Lamotte — Corporation of Lamotte
Commission scolaire de Lamotte — School Commission of Lamotte

Malartic	7		10	Lauréat Turcotte	5.08		5.08
"	8		10	Paul-Émile Dion	6.00		6.00
"	14		10	Fernand Turcotte	8.98		8.98
"	17		10	Joseph Laflamme	16.15		16.15
"	36		10	Robert Pitre	2.75	5.93	8.68
"	37		10	Robert Pitre	1.21	2.74	3.95
"	38		10	Robert Pitre	2.26	5.11	7.37
"	39		10	Robert Pitre	8.31	16.40	24.71
Lamotte	11		1	Jean-Guy Lavoie		23.06	23.06
"	16		2	Antoine Massicotte	12.51		12.51
"	20		2	Patrick Toupin	9.98	31.02	41.00
"	9		3	Armand Guay	17.67	34.62	52.29
"	13		3	John Atanan	7.00	8.55	15.55
"	14		3	Eugène Richard	11.22	26.11	37.33
"	26		3	Lucien Demers	28.22	63.88	92.10
"	15		4	Nestor Demers		12.90	12.90
"	27		5	Jules Savard	17.50		17.50
"	31		6	Lucien Blain		17.60	17.60
"	32		6	Lucien Blain		36.48	36.48
"	35		6	Robert Pitre	4.55	16.26	20.81
"	36		6	Robert Pitre	4.98	17.79	22.77
"	24		7	Succ.-Est. Isaï Murray		82.40	82.40
"	1/6 S. 34		7	Robert Pitre	0.38	1.44	1.82
"	1/6 S. 35		7	Robert Pitre	0.38	1.44	1.82
"	36		7	Robert Pitre	2.99	10.68	13.67
"	37		7	Robert Pitre	17.17	70.25	87.42
"	38		7	Robert Pitre	2.83	10.11	12.94

Corporation de Landrienne — Corporation of Landrienne
Commission scolaire de Landrienne — School Commission of Landrienne

Duverny	18*b*		1	Origène Angers	2.60	24.60	27.20
"	22		1	André Baribeau	2.60	24.60	27.20
Landrienne	13		7	Adrien Lefebvre	24.56		24.56
"	26*ab*		8	Mme Paul Fortin	4.88	49.10	53.98
"	10*a*		9	Benoit Gervais	6.01	27.65	33.66
"	11*a*		9				

Corporation de La Reine — Corporation of La Reine
Commission scolaire de La Reine — School Commission of La Reine

La Reine	14		7	Albert Corriveau	5.51	53.10	58.61
"	15		7	Albert Corriveau	3.15	31.50	34.65
Desmeloizes	1*b*		1	Napoléon Giguère	0.16	1.60	1.76
"	½ N. 1*b*		4				
"	½ N. 2*b*		4	Léo Lessard	3.10	23.00	26.10
"	½ N. 3*b*		4				
"	½ N. 4*b*		4				
"	7		4	Cie Prêt & Placements	2.40	27.20	29.60

Corporation du canton La Sarre — Corporation township of La Sarre
Commission scolaire de Clermont — School Commission of Clermont

Canton ou village — Township or village	Lot	Bloc — Block	Rang — R'ge	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
La Sarre	1		10	Denis Lapointe		18.50	18.50

Corporation du canton La Sarre — Corporation township of La Sarre
Commission scolaire de La Sarre — School Commission of La Sarre

La Sarre	11		5	Mme Alfred Bisson	4.73	17.79	22.52
"	P. N. 31		6	Lucien Goudreau	33.90		33.90
"	P. S. E. 18		7	Mme Rose Roy	6.29	5.18	11.47
Partie S. E., lot 18 formant triangle entre la route régionale, la route Ste-Hélène et le rang 6-7 LaSarre				S. E. part of lot 18, forming tirangle between regional road, Ste-Hélène Road and Range 6-7 La Sarre.			
"	53		7	Antony Hamelin	26.46	73.23	99.69
"	26		9	Ernest Fournier	23.89	102.43	126.32
"	32		9	Fleurimont Lortie	56.85	73.41	130.26
"	3		10	Albert Lacas	11.11		11.11
"	5		1	Georges Therrien	10.58		10.58
"	33		1	Néré Aubé	8.39	22.66	31.05

Corporation de Launay — Corporation of Launay
Commission scolaire de Villemontel — School Commission of Villemontel

Launay	56*ab*		4	Dame Eugène Cliche	4.90	32.32	27.22

Corporation de Palmarolle — Corporation of Palmarolle
Commission scolaire de Palmarolle — School Commission of Palmarolle

Pa'marolle	26		5	Arthur Dorval	19.95	66.15	86.10
"	27		5	Arthur Dorval	9.90	33.00	42.90

Corporation de Poularies — Corporation of Poularies
Commission scolaire de Poularies — School Commission of Poularies

Poularies	18		4	Albert Thériault	6.72	16.85	23.57
"	36		4	Chs-Edouard Deschênes	5.18	20.40	25.58
"	½ N. 40-41		4	Waildy Hélie	6.20	28.35	34.55
"	42		4	Émile Labrecque	1.50	8.80	10.30
"	45		4	Lauréat Perreault	1.20	37.80	39.00
"	10*ab*		5	Armand Larocque	5.15	15.60	20.75
"	17		5	Albert Thériault	8.70	20.47	29.17
"	32*ab*		5	Lauréat Perreault	6.00	85.05	91.05
"	40*ab*		5	Rosaire Hélie	3.00	36.25	39.25
"	42*ab*		5	Émile Labrecque	6.80	15.00	21.80
"	3*ab*		8	Bruno Lafrenière	6.12	14.15	20.27
"	4		8	Mme Cécile Savard-Lafrenière	9.32	67.20	76.52
"	½ N. 39-40		9	Thomas Beaudet	9.45	27.60	37.05

Corporation du canton Privat — Corporation township of Privat
Commission scolaire de Privat — School Commission of Privat

Village Privat	619	62		Succ.-Est. Louis Bilodeau	18.27	38.40	56.67
"	485	40		Succ.-Est. Mme Adélard Lamarre.	16.70		16.70
	484						

Corporation de Sainte-Anne de Roquemaure — Corporation of Sainte-Anne of Roquemaure
Commission scolaire Sainte-Anne de Roquemaure — School Commission of Sainte-Anne of Roquemaure

Roquemaure	53		2	Paul-Émile Lévesque		63.45	63.45
"	14		1	Eldège Arsenault		60.45	60.45

Corporation de Royal Roussillon de Macamic — Corporation of Royal Roussillon of Macamic
Commission scolaire de Saint-Mathias — School Commission of Saint-Mathias

Royal Roussillon	47*b*		7	Chalet, J.-A. Bertrand Doc.	10.68	49.25	59.93
"	47*b*		7	Chalet, Joseph Duchaine	7.38	49.25	56.63
"	47*b*		7	Chalet, Mandoza Bédard	8.07	49.25	57.32
"	58		10	Napoléon Lacasse	5.14	78.80	83.94

Corporation de Senneterre, paroisse — Corporation of Senneterre, parish
Commission scolaire de Senneterre — School Commission of Senneterre

Canton ou village — Township or village	Lot	Bloc — Block	Rang — R'ge	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Senneterre	16		3	Donat Vincent	5.77	14.52	20.29
"	20*ab*		3	Marcel Vincent	11.37	28.60	39.97
"	28		5	André Trudel	13.39	16.82	30.21
"	P. S. 40		6	Eugène Bélanger	12.69	15.94	28.63
Borné au nord par la ligne du chemin de fer.				Bounded on the North by the railroad.			
"	42		7	René Bélanger	10.86	27.28	38.14
"	47		8	Aurius St-Pierre	3.50	8.80	12.30
"	31		9	Patrick St-Jean	40.98	51.48	92.46
"	26		10	Emile St-Jean	5.44	6.82	12.26

Commission scolaire Saint-Antoine de Padoue — School Commission of Saint-Antoine de Padoue

Lamorandière	61		5	Adrien Lajoie		27.01	27.01
Rochebeaucourt	6		5	Laurent Cadieux		23.57	23.57
"	8*ab*		5	Antoine Larcau		25.59	25.59
"	27		5	Rosaire Folstrault		29.33	29.33
"	29		5	Georges Richard		19.52	19.52
"	24		6	Fernand Boucher		22.34	22.34
"	32		6	Gustave Lacasse		29.97	29.97
Lamorandière	48*ab*, 49*ab*		7	Charlemagne Plante		43.32	43.32
Rochebeaucourt	6		7	Aimé Desaulniers		37.26	37.26
"	11		7	Roland Fournier		41.45	41.45
"	14*a*		7	Isidore Joyal		3.46	3.46
Emplacement 200 x 200.				Emplacement 200 x 200.			
Rochebeaucourt	3		8	Isidore Joyal		32.59	32.59
"	5		8	Aimé Desaulniers		43.57	43.57
"	11*ab*		8	Rolland Villeneuve		25.29	25.29
"	27		8	Pierre Riendeau		27.31	27.31
"	3		9	Isidore Joyal		43.57	43.57
"	9		9	Edouard Anctil		32.44	32.44
"	10*ab*, 11*ab*, 12*ab*		9	Josaphat Ferland		21.65	21.65
"	13		9	Jacques Roadney		28.85	28.85
"	16		9	Victorin Jolin		22.64	22.64
"	31*ab*		9	Roger Catudal		33.67	33.67
"	37-38		9	Jean-B. Bélanger		45.67	45.67
"	13		10	James Roadney		39.58	39.58
"	26		10	Camille Riendeau		16.61	16.61
"	27		10	Roland Ferland		16.61	16.61

Commission scolaire Saint-Dominique du Rosaire — School Commission of Saint-Dominique du Rosaire

Bearn	18		1	Ludger Castonguay		83.90	83.90
"	2		3	Jean-Claude Mercier		51.25	51.25
"	1		4	Mme Vve Adrien Brisson		34.29	34.29
"	2		4	Auguste Dumberry		39.04	39.04
"	17		4	Georges-Henri Bourgeois		27.00	27.00
"	24*ab*		4	Philippe Lefebvre		92.91	92.91
"	22		5	Germain Ferron		61.45	61.45
"	26*d*		5	Georges Corriveau		71.47	71.47
"	26*c*		5	Augustin Lavallée		35.83	35.83
"	19		6	Léon Pouliot		38.85	38.85
"	16		8	Jean-Paul Bleau		39.15	39.15
"	29		9	Georges Ricard		28.26	28.26
Berry	59		4	Jos. Morissette		53.99	53.99

Corporation de Saint-Félix de Dalquier — Corporation of Saint-Félix de Dalquier
Commission scolaire de Saint-Félix de Dalquier — School Commission of Saint-Félix de Dalquier

Dalquier	27		5	Eugène Siqouin	15.23	41.68	56.91
"	30		6	Jeanne-d'Arc Bellemarre	3.91	16.84	20.75
"	37		6	Euclide Marcotte	15.91	87.09	103.00
"	39		6	Léo Gauthier	10.68	29.80	40.48
"	25B		7	Mme Eugène Fauteux	6.48	27.85	34.33
"	37		7	Aimé Roy	5.78	24.61	30.39
"	47		7	Albert Gagnon		16.69	16.69
	8		8	Mme L.-P. Breault	5.99	27.36	33.35
	10		8	Benoît Mongrain	5.09	41.94	47.03
	13		8	Roger Breault	3.43	14.40	17.83
	15		8	Roger Breault	7.18	34.48	41.66
"	14		8	Clovis Breault	3.78	17.28	21.06
"	9		8	Emmanuel Fauteux	4.52	18.45	22.97
"	19		8	Edmond Inkel	5.64	24.76	30.40
"	20		8	Edmond Inkel	1.82	8.28	10.10
"	47*ab*		8	Paul-Ovila Gagnon	4.12	17.05	21.17

Canton ou village — Township or village	Lot	Bloc — Block	Rang — R'ge	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Municipal taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
"	9		9	Joseph Blanchette	7.14	31.60	38.74
"	24		9	Albert Doyon	6.90	30.72	37.62
"	25		9	Léo Lefebvre		12.60	12.60
"	29		9	Joseph Lord	9.26		9.26
"	2		10	Xavier Beaulieu	7.19		7.19
"	7		10	Léon Gaudreau	5.95	26.20	32.15
"	14		10	Albert Doyon	6.23	28.44	34.67
"	24		10	Eugène Larochelle	9.03	48.99	59.02
"	25		10	Léo Lefebvre		45.64	45.64
"	39		10	Louis Lacroix	4.20	17.41	21.61
"	33		9	Fernand Lacroix	6.88	29.65	36.53

Commission scolaire de Sainte-Gertrude — School Commission of Sainte-Gertrude

Villemontel	39		4	Raymond Emard		32.16	32.16
"	37		5	Wilfrid Tremblay		23.47	23.47
"	51		6	Jean-Marc Breton		38.79	38.79
"	13		7	Amédé St-Hilaire		37.47	37.47
"	14		7				
"	39		8	Gédéon Boucher		20.85	20.85
"	40		8	Gédéon Boucher		66.78	66.78
"	46		8	Paul Baribeau		41.35	41.35
"	38		9	Irénée Lessard		63.10	63.10
"	47		9	Émile Trudel		83.66	83.66

Corporation de Saint-Janvier — Corporation of Saint-Janvier
Commission scolaire de Saint-Janvier — School Commission of Saint-Janvier

La Sarre	43		10	Joseph Bouchard	15.12	69.30	84.42
Royal Roussillon	30 & 31		8	Emery Du.ong	2.46	11.02	13.48
"	17*ab*		9	Gérard Lambert	12.76	41.95	54.71

Corporation de Saint-Lambert — Corporation of Saint-Lambert

Desmeloizes	45		6	William Morin	11.86		11.86

Corporation de Taschereau — Corporation of Taschereau
Commission scolaire de Privat — School Commission of Privat

Privat	60		3	Marcel Lord	33.25	132.75	166.00
Subdivisions No 76, 77, 78, 99, 100, 101.				Subdivisions No 76, 77, 78, 99, 100, 101.			
Privat	47		7	Roger Berthiaume	27.00	50.00	77.00

Corporation de Trecesson — Corporation of Trecesson
Commission scolaire de Saint-Viateur de La Ferme — School Commission of Saint-Viateur de La Ferme

Trecesson	P, 52*ab*		1	René Legault	14.00	54.05	68.05

Corporation de Trecesson — Corporation of Trecesson
Commission scolaire de Villemontel — School Commission of Villemontel

Trecesson	19-17		4	Trefflé Turgeon	4.20	7.00	11.20
"	18-29*a*		4				
"	18-93		4	Hector Philippon	5.82	32.82	38.17
"	18-29		4	Ernest Bédard	1.35	9.88	11.23
"	19-16		4				

Commission scolaire de Dubuisson — School Commission of Dubuisson

Dubuisson	11		B	Horace Denis		63.98	63.98
"	15*ab*		A				
"	16*c*		A	Henri Doucet		68.55	68.55
"	17*c*		A				
"	18		B	Gérard Bureau		33.76	33.76
"	1/9 O. 19		A	Florian Fortin		65.78	65.78
"	19*b*		A				
"	20*a*		A	Alcide Paiement		68.00	68.00
"	½ E. 20*b*		A				
"	½ O. 21*a*		A	Gérard Bureau		25.85	25.85
"	21*b*		A				

Canton ou village — Township or village	Lot	Bloc — Block	Rang — R'ge	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Municipal taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
"	20		B	Wellie Vézina		48.03	48.03
"	24*ab*		A	Alcide Collin		161.60	161.60
"	26*ab*		A	Servant Brazeau		58.71	58.71
"	½ E. 32		B	Napoléon Fortin		68.69	68.69
"	5		10	Sylvia Hortie		23.77	23.77
Vassan	5		2	Léon Savard		14.91	13.91
"	4*ab*		2	Albert Savard		8.63	8.63
"	8		1	Omer Savard		26.43	26.43
"	10		2	Léon Langlois		24.88	24.88
"	9		1	Léo Vincent		30.16	30.16

Commission scolaire de Lanquedoc — School Commission of Lanquedoc

Lanquedoc	32		4	André Julien		12.50	12.50
"	33		4	Roméo Julien		28.04	28.04
"	34		4	Hervé Champagne		26.86	26.86
"	35		4	Alcide Deschesnes		15.90	15.90
"	35*ab* & 36		5	Léo Gagné		31.25	31.25

Commission scolaire de Lac Tiblemont — School Commission of Lac Tiblemont

Pascalis	59		1	Mme Desneiges Thibodeau		14.00	14.00

Commission scolaire de Saint-Maurice — School Commission of Saint-Maurice

Duvernay	6		6	Lucien Bolduc		20.66	20.66
"	8		7	J.-P. Dallaire		16.16	16.16
"	7		5	Adélard Guay		15.22	15.22
"	8		8	Emmanuel Goulet		4.60	4.60
"	7		9	Léonard Cadieux		16.04	16.04
"	2		5	Jean-Marie Lecompte		41.00	41.00
"	1		5	Mme Paul-Oliva Gagnon		17.80	17.80

Commission scolaire de Saint-Vincent de Paul de Vassan
School Commission of Saint-Vincent de Paul de Vassan

Vassan	½ 5		9	Paul Leclerc		35.38	35.38
"	½ 6		9				
"	15		9	Louis Desfosses		35.51	35.51
"	15		5	Henri Prescott		33.62	33.62
"	28		5	Gérard Saucier		39.32	39.32
"	35		5	Rodrigue Lavoie		46.39	46.39
"	13		6	Louis Robidoux		46.39	46.39
"	33		6	Lucien Duguay		36.69	36.69

Donné à Amos, ce 2 février 1953.

Le Secrétaire-trésorier Corporation
du comté d'Abitibi,
34194-7-2-o LAVAL GOULET.

Given at Amos, this second day of February 1953.

LAVAL GOULET,
Secretary-Treasurer of the Corporation
34194-7-2-o of the county of Abitibi.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE COMPTON

ERRATA

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 17 et 31 janvier 1953, aux pages 95 et 330, au nom de Dame Arzelia Carbonneau de la municipalité du canton de Clifton, veuillez lire: "½ ouest du lot 2 C, rang 9" au lieu de "Lot 2C, rang 9" et veuillez lire: "Lot 3C, rang 10" au lieu de "Lot 3 C, rang 9". A la même municipalité, au nom de Lionel Lanctôt, veuillez lire: "½ sud du lot 17" au lieu de "Lot 17A".

34298-o

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF COMPTON

ERRATA

In the notice of sale for taxes of this municipality, published in issues of the *Quebec Official Gazette*, dated January 17 and 31, 1953, on pages 96 et 330, in the name of Dame Arzelia Carbonneau of the municipality of the township of Clifton, please read: "½ west of Lot 2 C, Range 9" instead of "Lot 2 C, Range 9", and please read: "Lot 3 C, Range 10" instead of "Lot 3 C Range 9". In the same municipality, in the name of Lionel Lanctôt, please read: "½ south of Lot 17" instead of "Lot 17 A".

34298

Province de Québec — District de Chambly

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL-SUD

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 16 février 1953, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (R.S.Q. 1941 chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus à la corporation municipale de la Ville de Montréal-Sud et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean-Baptiste de Montréal-Sud, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus, par encan public, dans la salle des délibérations du conseil, à l'hôtel de Ville de Montréal-Sud, le 18 MARS 1953, à ONZE heures de l'avant midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes scolaires dues avant le 30 juin 1952 et les taxes municipales dues avant le 31 décembre 1952 auront été payées, avec intérêt et frais, avant le moment de la vente.

Province of Quebec, — District of Chambly

MUNICIPALITY OH THE TOWN OF MONTREAL-SOUTH

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order dated February 16, 1953, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q. 1941, chap. 207), to sell the immoveables hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due to the municipal corporation of the town of Montreal-South and to the school commissioners for the municipality of St. Jean-Baptiste of Montreal-South, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Meeting-room of the Town Hall of Montreal-South, on MARCH EIGHTENTH, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all school taxes dues before June 30, 1952 and the municipal taxes due before December 31, 1952, shall have been paid, with interest and costs, before the sale.

Propriétaire — Proprietor	Cadastre	Lot no:
Giroux, F. L.	158	278
Kannon, P.	159	181
Audette, J. A.	159	149
Crevier, E.	159	39
Carrière, Alfred	158	194

Moins la partie sud mesurant vingt pieds de largeur par toute la profondeur, bornée comme suit: en front, vers l'ouest, par la rue Delorimier, en arrière, par une ruelle projetée, d'un côté vers le sud par le résidu dudit lot, et de l'autre côté, vers le nord, par le lot no 158/193, mesure anglaise, cette dite partie sud vendue par Alfred Carrière à Zéphirin Caron, par vente passée devant J. A. Villemaire, notaire, le 31 juillet 1944, enregistrée sous le numéro 896-79.

Tous les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus sont du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, et sont situés dans les limites de la Ville de Montréal-Sud, comté de Chambly. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y a lieu, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Less the south part measuring twenty feet in width by the whole depth, bounded as follows: in front, on the west, by Delorimier Street, in rear, by a proposed lane, on one side, on the south, by the residue of the said lot, and on the other side, on the north, by lot No. 158/193, English measure, this said south part sold by Alfred Carrière to Zéphirin Caron, by sale passed before J. A. Villemaire, notary, on July 31, 1944, registered under number 896-79.

All lots or parts of lots above mentioned are in the official cadastre of the parish of St-Antoine of Longueuil, and are situate within the limits of the Town of Montreal-South, county of Chambly. They shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Ville de Montréal-Sud, comté de Chambly, ce 16 février 1953.

Le Secrétaire-trésorier Ville de Montréal-Sud,
34213-8-2-x-o Y. SAURETTE.

Town of Montreal-South, county of Chambly, this sixteenth of February, 1953.

Y. SAURETTE,
Secretary-Treasurer,
34213-8-2-x Town of Montreal-South.

Province de Québec

LA CORPORATION MUNICIPALE DE COMTÉ DU LAC-SAINT-JEAN-EST

Avis public est par les présents donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la corporation municipale de comté du Lac-Saint-Jean-Est, que conformément aux dispositions du Code municipal de la province de Québec et aux dispositions du règlement N° 60 du conseil de comté du Lac-Saint-Jean-Est, adopté le 10 septembre 1947, et approuvé par l'honorable Ministre des Affaires Municipales, les propriétés ci-après décrites seront vendues pour taxes, en l'hôtel-de-ville de Saint-Joseph-d'Alma (salle du conseil)

Province of Quebec

MUNICIPAL CORPORATION OF THE COUNTY OF LAKE ST. JOHN-EAST

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the Munuicipal Corporation of the county of Lake St. John-East, that pursuant to the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec and to the provisions of By-law No. 60 of the County Council of Lake St-John-East, adopted on the 10th of September, 1947, and approved by the Honourable the Minister of Municipal Affairs, the properties hereinafter described will be sold for taxes in the Town Hall (Council Hall) of Saint-Joseph-

MERCREDI le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente, s'il en existe alors.

Succession Damase Larouche, St-Henri-de-Taillon.— *a*) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro 14-E aux plan de livre de renvoi officiel pour le premier rang du canton Taillon. *b*) Un morceau de terrain mesurant douze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur et soixante pieds de largeur sur 25 pieds de profondeur et borné comme suit: au Nord au chemin public, à la profondeur au terrain de Zélada Simard ou représentants; à l'est au terrain de Louis Ouellet, à l'ouest partie au terrain ci-dessus décrit et partie au lot 14-B, le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro 14-B pour le premier rang du canton Taillon, sauf à distraire la servitude concédée à la Cie Électrique du Saguenay Ltée. Taxes municipales: $6.52; taxes d'aqueduc: 50.73; taxes scolaires: 21.60; taxes converties: 10.65. Total: $89.50.

Patrick Gilbert, St-Henri-de-Taillon.— La partie Nord du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-deux au cadastre officiel pour le rang deux du canton Taillon, avec bâtisses et dépendances et bornée au nord au chemin public, à l'Est au lot N° vingt-et-un (21) au sud, à la partie sud du dit lot N° 22 appartenant à Simon Ouellet et à l'ouest au lot numéro 23 sauf à distraire un emplacement de 150 pieds de profondeur environ sur 50 pieds de largeur, vendu par Armand Larouche à Auguste Larouche, le dit emplacement longeant le lot numéro 23. Taxes municipales: $29.20; taxes scolaires: 72.15; taxes converties: 31.84. Total $133.19.

Isidore Bélanger, St-Henri-de-Taillon.— *a*) La partie nord du lot numéro vingt-cinq dans le deuxième rang du canton Taillon, borné au Nord au chemin Public, divisant le deuxième rang du troisième rang, vers l'ouest à la partie ci-après décrite du lot N° 26, du même rang, vers le sud au terrain de Saguenay Transmission Co. Ltd., qui lui a été concédé par le vendeux par acte devant E. Lindsay N.-P. le 9 août 1927, et vers l'est par le lot N° 24 du même deuxième rang.

b) La partie Nord du lot N° 26 dans le même deuxième rang, borné au Nord au chemin public, divisant le deuxième rang du troisième rang, vers l'ouest au lot N° 27 du même deuxième rang, vers le sud par le terrain de Saguenay Transmission Co. Ltd., qui lui a été concédé par le vendeur par l'acte mentionné en dernier lieu, et vers l'est par la pratie ci-dessus décrite du lot N° 25 du même rang; avec ensemble les bâtisses érigées sur cette ferme et dépendances, sauf à distraire la partie qui peut se trouver sur celle ci-dessus décrite du lot N° 25, du deuxième rang, de la fromagerie érigée partie sur ce lot et partie sur le dit lot N° 24-A à proximité du chemin public. Taxes municipales: $43.85; taxes scolaires: 337.57; taxes converties: 49.59. Total $431.01.

J.-M. Renaud, St-Henri-de-Taillon.— Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Taillon, sous le numéro trente-cinq (35) du rang Trois (3) du dit canton, sauf à distraire la partie de terrain vendue à Duke Price Power Company. Taxes municipales: $5.18; taxes scolaires: 31.80; taxes converties: 5.07. Total $42.05.

Donné à Hébertville, le 31 janvier 1953.

Le Secrétaire-trésorier,

34251-8-2-o E. O. HUDON.

d'Alma, on WEDNESDAY, TWENTY-NINTH day of APRIL, one thousand nine hundred and fifty-three, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale includes the buildings erected upon the lots of land put up for sale, should any exist.

Estate Damase Larouche, St-Henri-de-Taillon. — *a*) The lot of land known and designated under number 14-E on the plan and in the official book of reference for the first range of the township of Taillon *b*) A plot of land measuring twelve feet in width by one hundred feet in depth and sixty feet in width by 25 feet in depth and bounded as follows: on the North, by the public highway, in depth, by the land of Zélada Simard, or representatives; on the East, by the land of Louis Ouellet, on the West partly by the land hereinabove described and by part of lot 14-B, the whole forming part of the lot of land known and designated under number 14-B for the first range of the township of Taillon, save to subtract the servitude conceded to the Cie Electrique du Saguenay Ltée. Municipal taxes: $6.52; Water taxes: 50.73; School taxes: 21.60; Converted taxes: 10.65; Total $89.50.

Patrick Gilbert, St-Henri-de-Taillon.— The northern part of a lot of land known and designated under number twenty-two in the official cadastre for range two of the township of Taillon, with buildings and dependencies and bounded on the North by the public highway, on the East, by lot No. twenty-one (21) on the south, by the southern part of the said lot No. 22 belonging to Simon Ouellet and on the west, by lot number 23 save to substract an emplacement of about 150 feet in depth by 50 feet in width, sold by Armand Larouche to Auguste Larouche, the said emplacement running alongside lot number 23. Municipal taxes: $29.20; School taxes: 72.15; Converted taxes: 31.84. Total $133.19.

Isidore Bélanger, St-Henri-de-Taillon.— *a*) the northern part of lot number twenty-five in the second range of the township of Taillon, bounded on the north by the public highway, dividing the second range of the third range, on the west to the part hereinafter described of lot No. 26, of the same range, on the south, by the land of the Saguenay Transmission Co. Ltd., which was conceded to him by the seller by deed before E. Lindsay, N.P. on August 9, 1927, and on the east, by lot No. 24 of the same second range.

b) the northern part of lot No. 26 in the same second range, bounded on the North by the public highway, dividing the second range of the third range, on the west, by lot No. 27 of the same second range, on the south by the land of the Saguenay Transmission Co. Ltd., which was conceded to him by the seller by the deed just mentioned, and on the east by the part herein above described of lot No. 25 of the same range; together with the building erected upon the said farm and dependencies, save to substract the part which may be found on the farm above described of lot No. 25, of the second range, the cheese factory erected partly upon this lot and partly upon the said lot No. 24-A near the public highway. Municipal taxes: $43.85; School taxes 337.57; Converted taxes: 49.59. Total $431.01.

J. M. Renaud, St-Henri-de-Taillon.— The lot of land known and designated on the official cadastre for the township of Taillon, under number thirty-five (35) of range three (3) of the said township, save to subtract that part of land sold to Duke Price Power Company.
Municipal taxes: $5.18; School taxes: 31.80; Converted taxes: 5.07. Total $42.05.

Given at Hébertville, January 31, 1953.

E. O. HUDON,

34251-8-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat N° 9184. { LA COOPÉRATIVE d'ÉLECTRICITÉ DE ST-CYRILLE DE WENDOVER, demanderesse, vs HENRI LANDREVILLE, de la ville de Drummondville, défendeur.

La moitié sud-est du lot numéro quarante-huit, du canton de Wendover, située au sud-ouest du chemin de front du troisième rang de Wendover.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, JEUDI, le DIX-NEUF mars, 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shériff,
Bureau du Shériff, FELIX HOULE.
Arthabaska le 5 février 1953. 34195-7-2-0
[Première publication le 14 février 1953]
[Deuxième publication le 28 février 1953.]

BEAUHARNOIS

Province de Québec,
District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 904. { EUGENE LEGAULT, plombier, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeur, vs ARMAND LEFEBVRE, artisan, du même lieu, dit district, défendeur.

AVIS

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Une partie du lot numéro cinquante-cinq étant une subdivision du lot numéro cent-quarante-six (Pte N° 146-55) des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse Ste. Cécile, mesurant quarante-cinq pieds de largeur par cinquante-cinq pieds de profondeur, plus ou moins mesure anglaise, et borné comme suit: au nord par la rue Laroche, à l'est par la rue Académie; au sud par le résidu du lot N° 146-55; et à l'ouest par le lot N° 146-44; avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à Salaberry de Valleyfield, au bureau du soussigné shérif au Palais de Justice de ladite cité, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1953, à ONZE heures de l'avant-midi.

Salaberry de Valleyfield, ce 17 février 1953.

Le Shérif,
34305-9-2-0 HORACE VIAU.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District d'Iberville

St-Jean, à savoir: N° 7006. { OMER POIRIER, commerçant de la ville d'Alexandria, province d'On-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Arthabaska

Magistrate's Court N° 9184 { LA COOPÉRATIVE d'ÉLECTRICITÉ DE ST-CYRILLE DE WENDOVER, plaintif; vs HENRI LANDREVILLE, of the town of Drummondville, defendant.

The southeast half of lot Number forty-eight, of the township Wendover, situate on the southwest of the front road of the third range of Wendover.

To be sold at the church door of the parish of St. Cyrille de Wendover, county of Drummond, on THURSDAY, the NINETEENTH of March 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, February 5, 1953. 34195-7-2
[First Publication: February 14, 1953.]
[Second Publication: February 28, 1953.]

BEAUHARNOIS

Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, No. 904. { EUGENE LEGAULT, plumber, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff, vs ARMAND LEFEBVRE, laborer, of the said city and district, defendant.

NOTICE

Public notice is hereby given that the lands and buildings hereunder described have been seized and shall be sold at the time and places respectively mentioned, as follows.

A part of lot number one-hundred and fifty-five, being a subdivision of lot number one-hundred and forty-six of the official plans and books of reference of the Parish of Ste. Cécile, measuring forty-five feet width by fifty-five feet depth, more or less, English measure, and bounded as follows: Northward, by Laroche Street; Eastward, by Académie Street; Southward, by the remainder of lot number 146-55; with all the buildings hereupon erected.

To be sold at Salaberry de Valleyfield, at the undersigned sheriff's office, at the Court House in the said city, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1953, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

Salaberry de Valleyfield, this 17th day of February, 1953.

HORACE VIAU,
34305-9-2-o Sheriff.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Iberville

St. John, to wit: No. 7006. { OMER POIRIER, dealer in the town of Alexandria, Province of Ontario,

tario, demandeur; vs ERNEST BONNEAU, de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, défendeur.

Saisi et pris en exécution comme appartenant audit défendeur les immeubles ci-après désignés, savoir: les lots numéros vingt-huit (28); vingt-neuf (29); trente (30); vingt-sept (27); quatre-vingt-dix-huit (98); quatre-vingt-dix-neuf (99); et cent quatre-vingt-neuf (189); du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en bloc, comme formant une seule et même exploitation, suivant jugement de l'honorable juge André Demers, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexandre, JEUDI, le DOUXIÈME jour du mois de MARS, mil neuf cent cinquante-trois, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET.
St-Jean, le 3 février, 1953. 34176-6-2-o
[Première insertion, le 7 février, 1953]

plaintiff; vs ERNEST BONNEAU, of the parish of Saint-Alexandre, district of Iberville, defendant.

Seized and carried into excution as belonging to the said defendant, the real estate hereinafter designated, to wit: lots numbers twenty-eight (28); twenty-nine (29); thirty (30); twenty-seven (27); ninety-eight (98); ninety-nine (99); and one hundred and eighty-nine (189); of the official cadastre of the parish of Saint-Alexandre, district of Iberville, with buildings thereon erected.

To be sold in block, as forming a one and only estate, according to the judgement of the honourable Judge André Demers, at the church door of the parish of Saint-Alexandre, THURSDAY, the TWELFTH day of the month of MARCH, nineteen hundred and fifty-three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-John, February 3, 1953. 34176-6-2
[First insertion: February 7, 1953]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 17055. ARTHUR LANG LTED, corps politique et incorporé avec siège d'affaires à Montréal, demandeur vs CAMILLE OUELLET, de Ste-Rose du Dégelé, défendeur.

Le lot de terre numéro huit (8), du cadastre de la paroisse de Ste Rose du Dégelé. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot de terre numéro cent trente sept (137), du cadastre de la paroisse de Ste-Rose du Dégelé. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Rose du Dégelé, MARDI, le DIXIÈME jour de MARS, 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 4 février, 1953 34178-6-2-o
[Première insertion, samedi, le 7 février, 1953.]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 17055. ARTHUR LANG, LTD., a body politic and corporate with head office in Montreal, plaintiff; vs CAMILLE OUELLET, of Ste-Rose du Dégelé, defendant.

Lot of land number eight (8) of the cadastre for the parish of Ste Rose du Dégelé. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Lot of land number one hundred and thirty-seven (137) of the cadastre of Ste-Rose du Dégelé. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Rose du Dégelé on TUESDAY, the TENTH day of MARCH, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, February 4, 1953. 34178-6-2
[First insertion: Saturday February 7, 1953.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
District de Kamouraska.

Cour Supérieure. N° 17566. EDMOND LANDRY, garagiste de Ste-Rose du Dégelé, demandeur vs GERARD PARE, du même endroit, défendeur.

Le lot numéro dix (10), rang dix, du canton Robinson dans la paroisse de St-Jean de la Lande. (Superficie 130 acres.) Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean de la Lande, MARDI, le DIXIÈME jour de MARS, 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shériff,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 4 février, 1953. 34177-6-2-o
[Première insertion, samedi, le 7 février, 1953.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 17566. EDMOND LANDRY, Garage-keeper, of Ste-Rose du Dégelé, plaintiff vs GERARD PARE, of the same place, defendant.

Lot number ten (10), range ten, of the Robinson Township in the parish of St-Jean de la Lande. (Superficial area, 130 acres.) The whole with buildings hereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Jean de la Lande, TUESDAY, the TENTH day of MARCH, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, February 4, 1953 34177-6-2
[First insertion, Saturday, February 7, 1953.]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat. PAUL FOREST, agent d'immeubles domicilié

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court. PAUL FOREST, real estate agent, domiciled

à Rouyn, demandeur; vs WILFRID BISSON, journalier, résidant à Rouyn, défendeur.

Un certain terrain connu et désigné comme étant le lot numéro (60) du Bloc 201-91 au plan et livre de renvoi officiels du canton de Rouyn, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de L'Immaculée Conception de Rouyn, P.Q., le TRENTE-UNIÈME jour de MARS 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 19 février 1953. 34306-9-2-o
[Première insertion le 28 février 1953]

at Rouyn, plaintiff; vs WILFRID BISSON, laborer, residing at Rouyn, defendant.

A certain piece of land known and designated as lot number sixty (60) of Block 201-91 on the official plan and in the book of reference for the township of Rouyn, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the Church door, of the parish of L'Immaculée Conception of Rouyn, P.Q., on the THIRTY-FIRST day of MARCH 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, February 19th, 1953.
First insertion February 28th, 1953

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950, à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements en remplaçant ses articles 1 à 39 inclusivement par les suivants:

"I. *Définitions:* Pour les fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Apprenti:* Le mot "Apprenti" désigne toute personne qui apprend l'un des métiers de l'industrie de l'automobile.

b) *Artisan:* Le mot "Artisan" désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le décret ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

c) *Compagnon:* Le mot "Compagnon" désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage et obtenu son certificat de qualification dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile tels que charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bourrures, peintre, peintre-lettreur, rembourreur, spécialiste en réparation de radiateur, soudeur au gaz, soudeur à l'électricité, teinturier, poseur de tôle, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc... Cette énumération n'est pas limitative.

d) *Démolisseur:* Le mot "Démolisseur" désigne toute personne faisant la démolition ou employée à la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces, ou d'en vendre le métal comme rebut (scrap).

e) *Gardien:* Le mot "Gardien" désigne tout salarié dont les fonctions consistent à garder en aucun temps, l'établissement ou la place d'affaires, ouvrir les portes, placer les voitures, ou nettoyer l'établissement.

f) *Homme de service:* (Dans les débits d'essence et stations de service seulement): Ce terme désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, ou graisse ou lave les véhicules-moteurs, ou conduit des véhicules-moteurs, ou fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, ou change les pneus ou les accumulateurs électriques, ou exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement de courroies d'éventail, de bougies ou de tout autre menu accessoire de

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that a petition has been submitted to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 184 of February 8, 1950, for the purpose of amending the said decree, as amended, in replacing its sections 1 to 39 inclusive by the following:

I. *Definitions:* For the purpose of the decree, the following words have the significance hereafter given to them.

a) *Apprentice:* The word "apprentice" means any person learning one of the trades of the automobile industry.

b) *Artisan:* The word "artisan" means any person doing alone or in partnership any kind of work governed by the decree or any employer or professional employer doing the same kind of work.

c) *Journeyman:* The word "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship and obtained his certificate of competency in one of the trades of the automobile industry, such as: wheelwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, carpenter, upholstery, cleaner, painter, lettering painter, upholsterymaker, radiator repairer, gas welder, electric welder, dyer, sheet metal worker, tester, glazier vulcanizer, etc. The present enumeration is not limitative.

d) *Demolisher:* The word "demolisher" means any person doing or employed in the demolishing of motor vehicles for the purpose of selling or storing the parts or of selling the metal as scrap.

e) *Night watchman:* The word "watchman", means any employee whose work consists in watching, at any time, the establishment or place of business, in opening doors, placing vehicles or cleaning the establishment.

f) *Service Man:* (in gasolene stations and service stations only) This term means any employees who sells gasolene or lubricants, greases or washes motor vehicles and/or drives motor vehicles, does the cleaning or sees to the heating of the establishment, changes tires or batteries or performs various minor emergency operations, such as replacing fan belts, spark plugs or any other motor vehicle minor accessories. However, the installation of radios, air conditioning units

véhicules-moteurs. Toutefois, l'installation de radios, des appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour les signaux de direction, doit être faite par un compagnon.

ff) Homme de garage (de jour ou de nuit): Ce terme désigne le salarié qui effectue dans un garage les opérations énumérées dans la définition de "l'homme de service" apparaissant au paragraphe précédent.

g) Salarié: Le mot "salarié" désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manœuvre ou ouvrier non qualifié, artisan ou employé qui travaille individuellement en équipe ou en société, à l'exception des commis, des vendeurs de service (Service Salesmen), des employés de bureau et des employés préposés à la vente des automobiles.

h) Vérificateur: Le mot "vérificateur" désigne un compagnon mécanicien de première ou de deuxième classe affecté à la vérification mécanique des véhicules-moteurs; cependant, dans tous les cas, son salaire doit être celui du compagnon de première classe.

N'est pas considéré comme vérificateur, le vendeur de service (Service Salesman), c'est-à-dire celui qui suggère les réparations à effectuer, en fixe le coût, soit sur examen du véhicule-moteur dans l'établissement ou en dehors de l'établissement.

i) Atelier de mécanique: Le terme "atelier de mécanique" désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

j) Débit d'essence: Le terme "Débit d'essence" désigne tout endroit fixe ou mobile où l'on vend de l'essence ou des lubrifiants pour l'usage de véhicules-moteurs.

k) Garage: Le mot "garage" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages, et, par conséquent, assujettis au décret, tous les établissements où se fait exclusivement ou autrement la réparation ou le reconditionnement des moteurs, des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-moteur ou non.

l) Station de service: Le terme "station de service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis ou lubrifiés.

m) Terrain de démolition: Le terme "terrain de démolition" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines parties d'iceux sont mis en pièces dans un but de vente, d'emmagasinage, de réparation, ou démolis pour vendre le métal comme rebut.

n) Terrain de stationnement: Le terme "terrain de stationnement" désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

o) Taux de salaire régulier: Le terme "taux de salaire régulier" désigne le salaire effectivement payé par l'employeur ou l'employeur professionnel du salarié de jour ou de nuit pour travail effectué durant les heures de travail régulières, en vertu d'un contrat verbal ou écrit; ce taux de salaire ne doit jamais être inférieur au taux de salaire minimum établi par le décret.

II. *Juridiction professionnelle et industrielle:* Sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition et ateliers de mécanique, tels que définis à l'article I.

Sont également assujettis les *commerçants* d'automobiles usagées qui exécutent ou font exécuter l'une des opérations prévues par le

and directional switches shall be made by a journeyman.

ff) Garage man (day or night): This term means the employee who performs in a garage the operations enumerated in the above definition of the term "Service man".

g) Employee: The word "employee" means any apprentice, qualified worker or journeyman, any laborer or common worker, artisan or employee working individually, on a shift or in partnership, with the exception of clerks, service salesmen, office employees and automobile salesmen.

h) Tester: The word "tester" means a first or second class journeyman mechanic committed to the mechanical testing of motor-vehicles; in any event, his wage rate shall be that of a first-class mechanic.

Shall not be considered as "tester", the service salesman, that is, the employee who suggests what repairs should be made and the cost thereof, after examining the motor-vehicle, whether inside or outside the establishment.

i) Machine shop: The words "machine shop" mean any establishment or place where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

j) Gas station: The words "gasolene station" mean any place, stationary or not, where gasolene or lubricants for motor vehicles are sold.

k) Garage: The word "garage" means any place where motor vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exlusively or partly in the repair of parts or rebuilding of motors and/or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories be part of the motor-vehicle, shall be considered as garages and, consequently, governed by the decree.

l) Service station: The words "service station" mean any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated.

m) Scrapping yard: The words "scrapping yard" mean any place where motor-vehicles or any part thereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing, or demolished to sell the metal as scrap.

n) Parking ground: The words "parking ground" mean any place kept for parking motor-vehicles.

o) Regular wage rate: The words "regular wage rate" mean the wages effectively paid by the employer or professional employer to the night or day employee for work done during the regular hours of work in virtue of a verbal or written agreement; this rate of wages should never be lower than the minimum wage rate fixed by the decree.

II. *Professional and Industrial Jurisdiction:* Those governed by the provisions of the decree shall be the employers, professional employers, artisans and wage-earners in garages, gasolene stations, service stations parking grounds, scrapping yards, machine shops, such as defined in section I.

Used car dealers who perform, or cause to be performed, one of the operations governed by the decree on automobiles, whether registered

décret sur lesdites voitures, qu'elles soient ou non enregistrées en leur nom.

Exemptions: Le décret ne s'applique pas:

i. Aux établissements industriels et commerciaux ni aux entreprises publiques de transport par autobus ou par camions, en autant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs propres besoins et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

ii. Aux établissements qui fabriquent des véhicules -moteurs neufs ou qui font l'assemblage des pièces utilisées sur des véhicules-moteurs neufs.

III. *Juridiction territoriale:* Le présent décret s'applique à l'Ile de Montréal.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES SALAIRES ET LA DURÉE DU TRAVAIL

IV. *Conditions de travail dans les garages et ateliers de mécanique:*

a) Salaires minima: les taux minima de salaires sont les suivants:

	Taux horaires De jour	De nuit
Compagnons:		
1ère classe	$1.20	$1.25
2ème classe	1.05	1.10
3ème classe	0.85	0.90
Apprentis:		
1er semestre	0.45	0.50
2ème semestre	0.50	0.55
2ème année	0.55	0.60
3ème année	0.75	0.80
Hommes de garages:		
Moins de 4 mois d'expérience	$0.50	$0.60
Autres	0.60	0.70

b) Durée du travail: La durée régulière de travail est la suivante:

COMPAGNONS ET APPRENTIS

1. *Travail de jour:* Quarante-neuf (49) heures par semaine réparties entre 7.00 a.m., et 7.00 p.m., du lundi au vendredi inclusivement et entre 7.00 a.m.,et midi, le samedi.

A) *Définition des compagnons et apprentis compagnons de jour:* Les compagnons et apprentis compagnons de jour sont ceux employés dans un établissement régi par le décret qui travaillent ordinairement et principalement entre sept (7.00) heures du matin et sept (7.00) heures du soir ou sont ceux qui travaillant dans un établissement ayant plus d'une équipe, sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) heures a.m., et sept (7.00) heures p.m.

2. *Travail de nuit:* Quarante-neuf (49) heures par semaine réparties entre 7.00 p.m., et 7.00 a.m., du lundi au vendredi inclusivement.

A) *Définition des compagnons et apprentis compagnons de nuit:* Les compagnons et apprentis compagnons de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui de nuit, c'est-à-dire entre six (6.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin ou encore ceux qui, dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre six (6.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin.

HOMMES DE GARAGES

1. *Travail de jour:* Soixante (60) heures par semaine réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., tous les jours, sujet aux dispositions de l'article

in their name or not, shall also be governed by the decree.

Exemptions: The decrees does not apply:

i. To commercial and industrial establishments and to public bus or truck transport concerns inasmuch as they limit their services exclusively to their own needs and do no work for public customers.

ii. To establishments manufacturing motor vehicles or engaged in the assembling of parts on new motor vehicles.

III. *Territorial Jurisdiction:* The present decree applies to the Island of Montreal.

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING WAGES AND THE DURATION OF LABOUR

IV. *Working conditions in garages and machine shops:*

a. Minimum wages: The minimum rates of wages shall be as follows:

	Hourly rates Day	Night
Journeymen:		
1st class	$1.20	$1.25
2nd class	1.05	1.10
3rd class	0.85	0.90
Apprentices:		
1st six months	0.45	0.50
2nd six months	0.50	0.55
2nd year	0.55	0.60
3rd year	0.75	0.80
Garage employees:		
Less than 4 months of experience	0.50	0.60
Others	0.60	0.70

b) Duration of work: The standard duration of work shall be as follows:

JOURNEYMEN AND APPRENTICES

1. *Day work:* Forty-nine (49) hours per week distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., from Monday to Friday inclusive, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday.

A. *Definition of day journeymen and apprentice journeymen:* Day journeymen and apprentice journeymen are those employed in an establishment governed by the decree who work ordinarily and mostly between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. or those who work during the day in an establishment employing more than one shift, meaning that their work is ordinarily or mostly done between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

2. *Night work:* Forty-nine (49) hours per week distributed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m., from Monday to Friday inclusive.

A. *Definition of night journeymen and apprentice journeymen:* Night journeymen and apprentice journeymen, in an establishment employing more than one shift, are those who do their work or most of their work during the night, that is between 6.00 p.m. and 7.00 a.m., or, in an establishment employing but one shift, those who do their work or most of their work between 6.00 p.m. and 7.00 a.m.

GARAGE EMPLOYEES

1. *Day work:* Sixty (60) hours per week distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., every day, subject to the provisions of section X.

2. *Travail de nuit:* (Soixante-douze (72) heures par semaine réparties entre 7.00 p.m., et 7.00 a.m., sujet aux dispositions de l'article X.

c) *Rémunération du travail supplémentaire.*

1. *Compagnon et apprentis compagnons de jour: Travail de jour:* Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors de l'horaire fixé doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

De plus, tout travail exécuté entre 11.00 p.m. et 7.00 a.m., du lundi au samedi matin inclusivement, et après 5.00 p.m., le samedi, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 100%.

2. *Compagnon et apprentis compagnons de nuit: Travail de nuit:* Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors de l'horaire fixé, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

De plus, tout travail exécuté entre 11.00 a.m. et 7.00 p.m., du lundi au samedi inclusivement, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 100%.

3. *Hommes de garages: Travail de jour:* Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors de l'horaire fixé, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

4. *Définition des hommes de garage de jour:* Les hommes de garage de jour sont ceux employés dans un établissement régi par le décret qui travaillent ordinairement et principalement entre sept (7.00) heures du matin et sept (7.00) heures du soir, ou ceux qui, travaillant dans un établissement ayant plus d'une équipe sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire, ceux qui font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) heures a.m. et sept (7.00) heures p.m.

5. *Définition des hommes de garage de nuit:* Les hommes de garage de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe, font ordinairement leur travail, ou la majeure partie d'icelui durant la nuit, c'est-à-dire, entre sept (7.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin, ou encore ceux qui, dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin.

IV. A) *Garantie obligatoire de quarante-quatre (44) heures:* Un minimum de quarante-quatre (44) heures de salaires par semaine est garanti aux compagnons et apprentis-compagnons qui sont sur les lieux à la disposition de leur employeur pendant quarante-neuf (49) heures, réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.

Advenant l'absence, pour quelque raison que ce soit, d'un compagnon ou apprenti-compagnon, la garantie reste en vigueur, mais elle est diminuée au pro-rata des heures d'absence.

V. *Conditions de travail dans les débits d'essence et stations de service:*

a) *Salaires minima:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Hommes de service:	
Cas d'une (1) seule équipe.	$0.60
Cas de deux (2) équipes:	
Équipe de jour (7.00 a.m. à 7.00 p.m.)	0.60
Équipe du soir (7.00 p.m. à 7.00 a.m.)	0.80
Cas de trois (3) équipes:	
Équipe de jour (7.00 a.m. à 3.00 p.m.)	0.70
Équipe du soir (3.00 p.m. à 11.00 p.m.)	0.80
Équipe de nuit (11.00 p.m. à 7.00 a.m.)	1.00

b) *Durée du Travail:* La durée régulière du travail est la suivante:

2. *Night work:* Seventy-two (72) hours per week distributed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m., subject to the povisions of section X.

c) *Overtime pay:*

1. *Day journeymen and apprentice journeymen: Day work:* All time worked in excess of the standard weekly duration of work or beyond the hours established herein shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

Moreover, all time worked between 11.00 p.m. and 7.00 a.m. from Monday to Saturday morning inclusive, and after 5.00 p.m. Saturday, shall be paid double (straight) time.

2. *Night journeymen and apprentice journeymen: Night work:* All time worked in excess of the standard weekly duration or beyond the hours established herein shall be paid (straight) time and one half.

Moreover, all time worked between 11.00 a.m. and 7.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive shall be paid at the rate of double (straight) time.

3. *Garages employees: Day work:* All time worked in excess of the standard weekly duration of work or beyond the hours established herein shall be paid (straight) time and one half.

4. *Definition of day garage employees:* Day garage employees are those employed in an establishment governed by the decree and who work ordinarily and mostly between 7.00 a.m. znd 7.00 p.m., or those who work during the day in an establishment employing more than one shift, meaning those whose time is worked ordinarily and mostly between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

5. *Definition of night garage employees:* Night garage employees, in an establishment employing more than one shift, are those whose time is ordinarily or mostly worked during the night, that is between 7.00 p.m. and 7.00 a.m., or, in an establishment employing but one shift, those whose time is ordinarily and mostly worked between 7.00 p.m. and 7.00 a.m.

IV. *Obligatory 44-hour guarantee:* A minimum of forty-four (44) hours' pay per week shall be guaranteed to journeymen and apprentice journeymen who are on the premises and at the disposal of their employer for forty-nine (49) hours, distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m

In the event of the absence, for what reason soever, of a journeyman or apprentice journeyman, the guarantee remains but is reduced at the pro rata of hours of absence.

V. *Working conditions in gasolene stations and service stations:*

a) *Minimum wages:* The minimum rates of wages shall be as follows:

	Hourly rates
Service men:	
Where there is but one shift.	$0.60
Where there are two shifts:	
Day shift (7.00 a.m. to 7.00 p.m.). .	0.60
Evening shift (7.00 p.m. to 7.00 a.m.)	0.80
Where there are three (3) shifts:	
Day shift (7.00 a.m. to 3.00 p.m.). .	0.70
Evening shift (3.00 p.m. to 11.00 p.m.)	0.80
Night shift (11.00 p.m. to 7.00 a.m.)	1.00

b) *Duration of work:* The standard duration of work shall be as follows:

1. Cas d'une (1) seule équipe: Dix (10) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., du lundi au samedi inclusivement, formant une semaine régulière de soixante (60) heures.

2. Cas de deux (2) équipes:

Équipe de jour: Les mêmes heures de travail que celles prévues dans le cas d'une seule équipe.

Équipe du soir: Le travail régulier commence à 7.00 p.m. pour se terminer à 2.00 a.m.

3. Cas de trois (3) équipes: Les établissements demeurant ouverts vingt-quatre (24) heures par jour doivent avoir trois équipes d'hommes de service dont les heures de travail sont réparties comme suit:

Équipe de jour: De 7.00 a.m. à 3.00 p.m.
Équipe du soir: De 3.00 p.m. à 11.00 p.m.
Équipe de nuit: De 11.00 p.m. à 7.00 a.m.

L'heure à laquelle l'homme de service commence son travail détermine à quelle équipe il appartient.

c) Rémunération du travail supplémentaire: 1. *Cas d'une (1) seule équipe:* Tout travail exécuté en plus de dix (10) heures par jour ou de soixante (60) heures par semaine ou en dehors de l'horaire déterminé, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

Cependant, tout travail exécuté entre 10.00 p.m. et 7.00 a.m. doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 100%.

2. *Cas de deux (2) équipes: Equipe de jour:* Les salariés de l'équipe de jour sont sujets aux conditions prévues dans le cas d'une seule équipe.

Équipe du soir: Tout travail supplémentaire exécuté par les salariés de l'équipe du soir après 2.00 a.m. doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

Si, dans un établissement où il y a deux équipes, un homme de service commence à travailler avant 7.00 p.m., il est considéré comme appartenant à l'équipe de jour et a droit à la rémunération prévue pour les salariés de cette équipe.

3. *Cas de trois (3) équipes:* Tout travail exécuté par l'homme de service après l'heure où finit le travail régulier de l'équipe à laquelle il appartient, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

VI. *Conditions de travail des démolisseurs, employés de terrains de stationnement et gardiens:*

a) Salaires minima: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Démolisseurs:	
Moins de 4 mois d'expérience	$0.65
Tous les autres	0.75
Gardiens	0.55

b) Durée du Travail:

Démolisseurs: Soixante (60) heures par semaine réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., tous les jours.

Gardiens: Soixante-douze (72) heures par semaine.

c) Rémunération du travail supplémentaire:

Démolisseurs: Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors de l'horaire fixé, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

Gardien: Tout travail exédant soixante-douze (72) heures par semaine, doit être rémunéré au taux de salaire régulier majoré de 50%.

d) Salariés des terrains de stationnement: Les salariés employés par celui qui exploite un terrain de stationnement ont droit aux taux de salaires et aux conditions de travail prévus pour les hommes de service. Si, cependant, le terrain de stationnement est attenant à un garage et

1. Where there is but one (1) shift: Ten (10) hours per day, distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., from Monday to Saturday inclusive, making a standard week of sixty (60) hours.

2. Where there are (2) shifts:

Day shift: The same hours as those fixed for establishments employing but one shift.

Evening shift: Regular work begins at 7.00 p.m. and ends at 2.00 a.m.

3. Where there are three (3) shifts: Establishments open twenty-four (24) hours per day shall have three shifts of service men whose working hours are distributed as follows:

Day shift: 7.00 a.m. to 3.00 p.m.
Evening shift: 3.00 p.m. to 11.00 p.m.
Night shift: 11.00 p.m. to 7.00 a.m.

The time at which the service man begins to work determines his shift.

c) Overtime pay: 1. *Where there is but one (1) shift:* All time worked in excess of ten (10) hours per day or sixty (60) hours per week, or beyond the hours determined herein, shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

However, all time worked between 10.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be paid at the rate of double (straight) time.

2. *Where there are two (2) shifts: Day shift:* Day shift employees are subject to the conditions provided for single shift establishments.

Evening shift: All overtime worked by the employees of the evening shift after 2.00 a.m. shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

Service men beginning before 7.00 p.m. in establishments employing two shifts shall be considered as belonging to the day shift and entitled to the remuneration established for the employees of such shift.

3. *Where there are three (3) shifts:* All time worked by the service man after the regular finishing time of the shift to which he belongs shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

VI. *Working conditions of demolishers, parking ground employees and watchmen:*

a) Minimum wages: The minimum wages shall be as follows:

	Hourly rates
Demolishers:	
With less than 4 months of experience	$0.65
All others	0.75
Watchmen	0.55

b) Duration of work:

Demolishers: Sixty (60) hours per week distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., every day.

Watchmen: Seventy-two (72) hours per week.

c) Overtime pay:

Demolishers: All time worked in excess of the standard weekly duration of work or beyond the hours fixed herein shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

Watchmen: All time worked in excess of seventy-two (72) hours per week shall be remunerated at the rate of (straight) time and one half.

d) Parking ground employees: Those employed by parking ground operators are entitled to the wage rates and working conditions provided for service men. However, when the parking ground adjoins a garage and is operated by the same man, the employees are then considered

exploité par celui qui exploite déjà le garage, les salariés sont alors considérés à tous points de vue comme des hommes de garage et soumis aux mêmes conditions de travail et aux mêmes taux de salaires que ces derniers.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LE SALAIRE ET LA DURÉE DU TRAVAIL

VII. *a) Durée maximum de travail:* La durée hebdomadaire de travail de tout salarié régi par le décret ne doit en aucun cas excéder soixante-douze (72) heures, y compris le temps supplémentaire, sauf dans le cas des gardiens.

b) Rémunération du travail supplémentaire: Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le taux du salaire régulier et non sur le salaire minimum.

c) Paiement des salaires: Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement dans une enveloppe scellée, sur laquelle doivent être inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialée par la personne qui fait la paie et, si possible, distribuée le vendredi.

Sujet aux dispositions du paragraphe précédent, est également légale, la paie faite au moyen d'un chèque, pourvu que pareil chèque ait un talon détachable donnant tous les détails qui doivent être inscrits sur les enveloppes de paie.

d) Salaires supérieurs: Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret ne doivent pas être diminués après l'entrée en vigueur dudit décret.

Aucun employeur ou employeur professionnel ne peut pour quelque raison que ce soit, directement ou indirectement, diminuer le salaire d'un salarié après qu'il a été à son emploi pendant deux mois. Au suplus, si un employeur remercie, pour quelque raison que ce soit, un salarié de ses services et qu'il le reprend à son emploi dans les six mois de son renvoi, il doit payer à ce salarié au moins le taux de salaire convenu lors de son engagement original; Il en est de même si le salarié quitte lui-même son emploi.

VIII. *Congés annuels payés:* 1. *Droit au congé:* Tout salarié régi par le décret a droit:

a) Après un an de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours comportant au moins six jours ouvrables; et,

b) S'il n'a pas un an de services continus pour son employeur à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de services continus pour son employeur.

2. *Période de service continu donnant droit au congé:* Pour chaque congé annuel payé la période de services continus pour un employeur donnant droit à tel congé, s'établit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année subséquente.

3. *Services continus:* La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas

as garage employees and subject to the same working conditions and to the same rates of wages as garage employees.

GENERAL PROVISIONS CONCERNING THE RATES OF WAGES AND THE DURATION OF LABOUR

VII. *a) Maximum duration of work:* The weekly duration of word of all employees governed by the decree shall never exceed seventy-two (72) hours, including overtime, except in the case of watchmen.

b) Overtime pay: All overtime rates shall be computed on the regular (straight) rates and not on the minimum rates.

c) Payment of wages: The wages of every employee shall be paid entirely every week in a sealed envelope on which the following shall be inscribed: his name, his number, the date of the work week, the number of hours remunerated, the wage rate per hour, the amount contained in the envelope. The latter shall be initialed by the pay clerk and, if possible, given on Friday.

Subject to the provisions of the foregoing paragraph, the pay made by means of cheques, provided such cheque have a detachable stub giving all the details that should appear on the pay envelope, shall also be legal.

d) Higher wages: Wages higher than the minimum rates fixed by the decree shall not be reduced after its coming into force.

No employer or professional employer has the right, for any reason whatever, directly or indirectly, to reduce the wages of an employee after he has been in his employ for two months. Moreover, when, for any reason whatever, an employer dismisses an employee and hires him again within six months, he shall pay him at least the wage rate agreed upon at the time of the original employment; this also applies when the employees leaves his employment of his own free will.

VIII. *Vacation with pay:* 1. *Right to a vacation:* Any employee governed by the decree shall be entitled;

a) After one years' continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of seven days comprising at least six working days; and,

b) If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of as many half days as he has calendar months of continuous service in the employ of his employer.

2. *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation:* For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer, which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April on the following year.

3. Continuous service: By "duration of continuous service" is meant the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence throught illness if the contract has not been can-

été résilié, les jours de chômage, les périodes de congés annuels, le délai-congé, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

4. *Rémunération:* Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente:

a) S'il est payé exclusivement au temps, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé;

b) S'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de services lui donnant droit à tel congé (1er mai au 30 avril suivant).

5. *Echéance de la rémunération:* L'employeur doit payer au salarié, avant son départ, sa rémunération pour congé.

6. *Période de prise de congé:* Chaque congé doit être donné pendant la période du 1er mai au 1er novembre de l'année courante au temps déterminé par l'employeur ou l'employeur professionnel durant cette période ou pendant toute autre période de l'année, si tel est le consentement du salarié, mais à la convenance de l'employeur ou de l'employeur professionnel.

7. *Fixation de la période de congé:* L'employeur doit faire connaître au salarié au moins quinze jours à l'avance, la période de son congé.

8. *Résiliation du contrat de travail:* Lorsque le salarié quitte son emploi, il a droit à une indemnité:

a) Représentant la rémunération payable lors de la prise du congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et,

b) Représentant deux pour cent (2%), du salaire gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ.

9. *Mentions au registre:* L'employeur doit mentionner dans son registre de travail pour chaque salarié.

a) La date de son entrée en service;

b) La durée de son congé annuel payé;

c) La date de son départ en congé;

d) Le montant et la date du paiement de l'indemnité versée pour la durée de son congé.

10. *Deux semaines:* Tout salarié régi par le décret a droit, après cinq (5) ans ou plus de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé de deux (2) semaines, le tout sujet aux dispositions des paragraphes précédents du présent article.

Note: En cas de litige, le Comité paritaire s'en référera à l'Ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum, dont les dispositions doivent être suivies.

IX. *Jours de Fête Chômés: a) Payés:* Pour tous les salariés régis par le décret, sauf les hommes de garages et les gardiens, le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la Fête du Travail et le Jour de Noël sont des jours chômés et payés.

b) Non payés: La Saint-Jean-Baptiste et la Confédération (Fête du Canada) et les dimanches sont également des jours chômés mais non payés pour lesdits salariés.

c) Lorsque le Jour de Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le 26 décembre et le 2 janvier sont des jours chômés et payés pour les salariés mentionnés aux paragraphes précédents.

d) Toutefois, si lesdits salariés travaillent le dimanche ou l'un des jours de fêtes énumérés aux paragraphes précédents, ils doivent être payés au taux de salaire régulier majoré de 100%.

celled as also days of unemployment, the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any remunerated employment.

4. *Remuneration:* For his vacation the employee is entitled to a remuneration equal to:

a) The wages he would have earned during his vacation, if he is exclusively paid on a time basis;

b) Two percent (2%) of the wages earned during the period of service entitling him to his vacation (May 1st, to April 30th), if he is paid on any other basis.

5. *Date of payment of remuneration:* The vacation pay shall be given by the employer to his employee before the latter's departure on vacation.

6. *Period during which vacation is to be taken:* Every vacation shall be given during the period from May 1st to November 1st of the current year at the time determined by the employer or the professional employer during such period, or during any other period of the year when agreed to by the employee, but at the convenience of the employer or the professional employer.

7. *Fixing of date of vacation:* The employer shall notify the employee of the date of his vacation at least fifteen days in advance.

8. *Cancellation of labour contract:* When an employee quits his employment, he is entitled to an indemnity.

a) consisting of the remuneration payable to him at the time of his taking the vacation to which he has a right, if he has not taken such vacation, and,

b) consisting of two percent (2%) of the wages earned after the 1st of May preceding the date of his departure.

9. *Recording of particulars in register:* The employer shall record in his register, for each employee.

a) The date of his entrance into the service of the employer;

b) The duration of his annual vacation with pay;

c) The date of his leaving on vacation;

d) The amount and date of payment of the indemnity paid to him for the duration of his vacation.

10. *Two weeks:* Every employee governed by the decree shall be entitled, after five (5) years or more of continuous service for his employer, to a yearly vacation of two (2) continuous weeks with pay, the whole subject to the provisions of the foregoing subsections of the present section.

Note: In the event of a dispute, the Parity Committee shall refer to Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the provisions of which are to be observed.

IX. *Holidays: a) With pay:* For all employees governed by the decree, with the exception of garage employees and watchmen, New Year's Day, Good Friday, Labour Day and Christmas Day shall be holidays with pay.

b) Without pay: St. Jean Baptiste Day and Canada Day and Sundays are holidays also, but without pay.

c) When Christmas and New Year's Day fall on Sunday, December 26 and Juanuary 2 shall be holidays with pay for the employees mentioned in the foregoing subsections.

d) However, when these employees work on Sunday or on one of the holidays enumerated in the foregoing subsections, they shall be paid double time.

c) Le présent article n'affecte en rien le congé hebdomadaire auquel ont droit tous les salariés, aux termes de l'article X.

X. *Repos hebdomadaire:* Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre heures) de repos chaque semaine, lequel doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour tout travail exécuté pendant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire régulier doit être majoré de 100%.

XI. *Apprentissage: a*) La durée de l'apprentissage est de trois (3) années. Dès son entrée dans l'industrie assujettis au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au Comité paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b) Aucun apprenti ne peut être accepté s'il n'a pas seize (16) ans révolus ou s'il a plus de vingt-six (26) ans. L'apprenti doit fournir un certificat d'études de septième année du cours primaire ou l'équivalent.

c) Si, cependant, le manque de qualification requise quant à l'instruction nécessaire est dû à l'état de santé et n'a qu'un caractère temporaire on peut faire exception dans son cas, mais pareille exception est laissée à la seule discrétion du Comité Paritaire dont la décision est finale. Il peut y avoir appel au Ministre du Travail.

d) A l'expiration de son apprentissage, l'apprenti doit se présenter devant le Bureau d'Examinateurs du Comité Paritaire pour y subir l'examen requis en vue de l'obtention de son certificat de qualification.

e) Le détenteur d'un certificat de compagnon de troisième ou de deuxième classe peut, lorsqu'il a été détenteur de son certificat pour au moins douze (12) mois, subir un examen pour obtenir un certificat de qualification d'une classe supérieure.

f) *Pro-rata entre compagnons et apprentis:* Dans chaque établissement régi par le décret,il ne doit pas y avoir plus que deux (2) apprentis par trois (3) compagnons. Toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un (1) ou deux (2) compagnons, il est permis d'avoir un (1) apprenti.

g) *Hommes de service et hommes de garage:* Les dispositions des paragraphes "*b*" et "*c*" du présent article s'appliquent également aux hommes de service et aux hommes de garage à l'exception de la limite d'âge de 26 ans.

XII. *Travail d'une catégorie inférieure:* L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle prévue par son certificat de qualification pourvu que ce salarié continue à recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salariés à laquelle il appartient.

XIII. *Temps alloué pour les repas:* Le temps alloué pour les repas est d'une heure pour les salariés qui travaillent durant le jour et d'au moins une demi-heure pour ceux qui travaillent durant la nuit. L'employeur ne peut pas forcer un salarié à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

Cependant et nonobstant toute disposition à ce contraire, dans le présent décret, le salarié qui désire quitter son travail à six heures et trente (6.30) p.m.; au lieu de sept heures (7.00) p.m., peut, avec le consentement de son employeur, réduire le temps alloué pour son repas à une demi-heure, afin que la durée régulière de son travail ne soit pas affectée par son départ prématuré.

e) The present section does not affect the weekly holiday to which all employees are entitled under section X.

X. *Weekly day of rest:* All employees shall be entitled to a complete day of rest twenty-four (24) hours each week, which shall be given on Sunday when possible. For work performed on the weekly day of rest, the regular wage rate shall be increased by 100%.

XI. *Apprenticeship: a*) The duration of apprenticeship is three (3) years. Before beginning his apprenticeship, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his various terms of apprenticeship and experience can be made. No employer may hire an apprentice who has not complied with this provision.

b) No apprentice can be accepted if he is under sixteen (16) years of age or over twenty-six (26). The apprentice shall produce a certificate of study of the seventh year of the Primary Course or the equivalent thereof.

c) However, when the lack of school qualification is due to poor health and is but temporary, an exception can be made, but the Parity Committee shall be the one to decide and its decision can only be appealed to the Minister of Labour.

d) At the expiration of his apprenticeship, the apprentice shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for the examination required in order to obtain his certificate of competency.

e) The holder of a third or second class journeyman's certificate, after holding such certificate for at least twelve (12) months, may sit for an examination in order to obtain a certificate of a higher class.

f) *Pro-rata between journeymen and apprentices:* In every establishment governed by the decree, there shall not be more than two (2) apprentices to each three (3) journeymen. However, in establishments employing but one (1) or two (2) journeymen, there may be one (1) apprentice.

g) *Service men and garage employees:* The provisions of subsections "*b*" and "*c*" of the present section also apply to service men and garage employees with the exception of the age limit of 26 years.

XII. *Work of an inferior category:* The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified by the certificate of competency of the employee, provided the said employee continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs.

XIII. *Time allowed for meals:* (One (1) hour shall be allowed for meals in the case of employees working during the day and a minimum of one half (½) hour shall be allowed to the employees working during the night. The employer shall not compel the employees to work more than six (6) hours between meals.

However, and notwithstanding any contrary provision in the present decree, the employee who wishes to leave at 6.30 p.m., instead of 7.00 p.m., may, with the consent of his employer, reduce to one half-hour the period of his meal so that the regular duration of his work shall not be affected by his early departure.

XIV. *Outils manuels:* Le salarié doit fournir les outils manuels, nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage.

XV. *Uniformes:* *a*) Le costume spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié et demeure la propriété de l'employeur pendant les douze (12) mois qui suivent la date de l'achat.

b) Les autres uniformes exigés par l'employeur tels que salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et blanchies moitié aux frais de l'employeur moitié aux frais du salarié.

c) Cependant, dans le cas des apprentis, les saloppettes ou jaquettes spéciales exigées par l'employeur sont fournies et blanchies aux frais de l'employeur seul, durant le premier semestre de l'apprentissage.

XVI. *Indemnité pour traitement à la suite d'accident:* Lorsqu'un salarié régi par le présent décret, doit s'absenter de son travail par suite d'un accident de travail survenu le même jour, pour y recevoir des traitements, il a droit à sa rémunération pour le solde des heures de travail régulières, mais jusqu'à concurrence d'une demi-journée seulement.

XVII. *Travail à l'extérieur:* Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile, d'exécuter tout travail de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de l'autômobile à l'extérieur pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client.

XVIII. *Nullité de convention:* Est illégale et est considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du présent décret, toute entente ou convention entre employeur et salarié, touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail ou soit tout autre procédé à moins qu'elle ne prévoit pour le salarié une rémunération en monnaie courante plus élevée ou des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le décret.

XIX. Le nouveau Comité Paritaire formé pour surveiller l'application du présent décret succède à l'ancien Comité constitué en vertu du décret antérieur et est investi de tous les actifs et droits dudit Comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien Comité, en vertu dudit décret antérieur.

XX. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 18 février 1954.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 18 février de l'année 1954 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 février 1953. 34277-o

XIV. *Manual tools:* The employee shall furnish his manual tools for the execution of his work, with the exception of the files required for body work.

XV. *Uniform:* *a*) Half the cost of the special uniform required by the employer shall be paid by him and the other half by the employee, and it shall remain the property of the employer during the twelve (12) months following the date of purchase.

b) The other uniforms required by the employer, such as overalls and special frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost.

c) In the case of apprentices, however, special overalls or jackets used at the employer's request, shall be supplied and laundered by the employer alone, during the first six months of apprenticeship.

XVI. *Compensation for treatments following an accident:* When an employee governed by the present decree is absent, because of an accident sustained the same day, for the purpose of receiving treatments, he shall be entitled to remuneration for the balance of the regular working hours, but to the extent of one half-day only.

XVII. *Outside Work:* It is prohibited for an employee already working for an employer of the automobile industry to perform any outside work of the automobile industry for the account of any person whether such person, be a professional employer, an employer or a client.

XVIII. *Nullity of agreement:* For the purpose of the decree, is illegal, nul and avoid any agreement or contract entered into between an employer and an employee concerning the renting of a space or place of business, the working conditions or any other transactions unless they provide, in favor of the employee, for a higher remuneration in currency or more extended compensation or benefits than those stipulated in the decree.

XIX. The new committee formed to administer the present decree supersedes the former one formed under the previous decree and is vested with all the said committee's assets and rights; it likewise assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

XX. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until February 18, 1954.

It then renews itself automatically from year to year unless either one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before February 18, of the year 1954 or of any subsequent year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Dpartment of Labour,
Quebec, February 28, 1953. 34277-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 9

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Boutin vs Bouchard. 699
Dancovitch vs Taplitsky. 699
Majeau vs Rondeau. 699
Saint-Georges vs Désormiers 699

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

134 — Concernant le règlement No 301 de la cité du Cap-de-la-Madeleine... 700
172, section "A" — Matériaux de construction dans la province de Québec. 702
173, section "A" — Commerce de l'alimentation au détail de Québec..... 701
173, section "B" — Mineurs de Red Mill. 700
173, section "G" — Bijouterie et horlogerie du Québec 701

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 665

AVIS DIVERS:

Association des Employés de G. T. C. (Formation). 703
Association des Instituteurs et Institutrices des Deux-Montagnes (Formation) 704
Bonneville & Gingras Ltée (Directeurs) 706
Coopérative des Fonctionnaires Municipaux de Ville-St-Laurent (Fondation) 706
Fenton Steam Specialty Manufacturing Company Limited (Directeurs) 705
J. E. Livernois Limitée (Directeurs)... 707
La Compagnie de Publication de Rouyn Ltée (Dist. de l'actif). 707
Lachute Baptist Church (Incorporation) 708
Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Epiphanie (Formation). 703
Metal & Ore Company Ltd. (Directeurs) 704
Ravel Mfg. Ltd (Directeurs) 705
Rodger River Lumber Company, Limited (Directeurs) 706
Ryan Paint Credit Union (Fondation) 705
Sicard Inc. (Directeurs). 704
Steel & Timber Structures Ltd. (Directeurs) 708
Syndicat Coopératif de transport de Lait (Fondation)..... 704
Syndicat National des Employés de l'Auto-Neige Bombardier (Formation) 705
The Evangel Pentecostal Church (Incorporation) 707
West Destor Gold Mines Limited (Dist. de l'actif). 706

CHARTES — ABANDON DE:

Jos Pilon Ltée. 708
Manufacture de Bois Laval, Incorporée 708
Montreal Property Corporation. 708
Ottawa River Development Company. 708

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans les comtés d'Argenteuil, Arthabaska,

Index of the Quebec Official Gazette, No. 9

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Boutin vs Bouchard. 699
Dancovitch vs Taplitsky. 699
Majeau vs Rondeau. 699
Saint-Georges vs Désormiers 699

ORDERS IN COUNCIL:

134 — Concerning by-law No. 301 of the City of Cap de la Madeleine 700
172, part "A" — Building materials in the Province of Quebec. 702
173, part "A" — Food products retail trade of Quebec..... 701
173, part "B" — Mine workers of Red Mill. 700
173, part "G" — Jewellery and horology of Quebec 701

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 665

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de G.T.C. (Formation). 703
Association des Instituteurs et Institutrices des Deux-Montagnes (Formation) 704
Bonneville & Gingras Ltée (Directors) 706
Coopérative des Fonctionnaires Municipaux de Ville-St-Laurent (Foundation) 706
Fenton Steam Specialty Manufacturing Company Limited (Directors)..... 705
J. E. Livernois Limitée (Directors).... 707
La Compagnie de Publication de Rouyn Ltée (Dist. of assets). 707
Lachute Baptist Church (Incorporation) 708
Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Epiphanie (Formation). 703
Metal & Ore Company Ltd. (Directors) 704
Ravel Mfg. Ltd (Directors)..... 705
Rodger River Lumber Company, Limited (Directors) 706
Ryan Paint Credit Union (Foundation) 705
Sicard Inc. (Directors)..... 704
Steel & Timber Structures Ltd. (Directors) 708
Syndicat Coopératif de Transport de Lait (Foundation) 704
Syndicat National des Employés de l'Auto-Neige Bombardier (Formation) 705
The Evangel Pentecostal Church (Incorporation) 707
West Destor Gold Mines Limited (Dist. of the assets). 706

CHARTERS — SURRENDER OF:

Jos Pilon Ltée. 708
Manufacture de Bois Laval, Incorporée 708
Montreal Property Corporation. 708
Ottawa River Development Company. 708

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the counties of Argenteuil, Arthabaska,

Drummond, Gaspé-sud, Iberville et Napierville.	709	Drummond, Gaspé-South, Iberville and Napierville.	709
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Municipalité scolaire de:		*School Municipality of:*	
Aubert-Gallion	710	Aubert-Gallion	710
Aubert-Gallion	711	Aubert-Gallion	711
Emberton, canton de	710	Emberton, township of	710
Grande Grève	710	Grande Grève	710
St-Ephrem-de-Fitch-Bay	711	St-Ephrem-de-Fitch-Bay	711
St-Joseph-d'Alma, paroisse de	710	St-Joseph-d'Alma, parish of	710
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
Service du Cadastre:		*Cadastral Branch:*	
Hull, cité de	711	Hull, city of	711
Letellier, canton de	712	Letellier, township of	712
Wickham, canton de	712	Wickham, township of	712
TRAVAIL:		LABOUR:	
Industrie ou métiers de:		*Industry or Trades of:*	
Automobile de Montréal (Prélèvement)	697	Automobile of Montreal (Levy)	697
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses de Chicoutimi (Règlements)	693	Barbers and hairdressers of Chicoutimi (By-Laws)	693
Boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières (Prélèvement)	692	Bakers and bread distributors of Three Rivers (Levy)	692
Commerce de Roberval (Prélèvement)	696	Trade of Roberval (Levy)	696
Chapellerie pour dames et enfants, province de Québec (Prélèvement)	694	Millinery and women's and children's headwear, Province of Quebec (Levy)	694
Chemise dans la Province (Règlements)	690	Shirt in the Province (By-Laws)	690
Employés de garage, Ile de Montréal (Modification)	737	Garage employees, Island of Montreal (Amendment)	737
Services funéraires dans l'Ile de Montréal, etc. (Modification)	690	Funeral services in the Island of Montreal, etc. (Amendment)	690
VOIRIE:		ROADS:	
Parties de chemins non-entretenues	712	Parts fo roads no longer maintained	712
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Adleon Contractors Inc.	666	Adleon Contractors Inc.	666
A. Faustin Compagnie Limitée — A. Faustin Company Limited	667	A. Faustin Compagnie Limitée — A. Faustin Company Limited	667
Applebloom Shoe Co. Ltd.	667	Applebloom Shoe Co. Ltd.	667
A. Roy & Fils Inc.	667	A. Roy & Fils Inc.	667
Aviation Components Ltd.	668	Aviation Components Ltd.	668
Baris Kaplan Inc.	668	Baris Kaplan Inc.	668
Belvedere Space-Saving Products Inc.	668	Belvedere Space-Saving Products Inc.	668
Best Children's Wear Mfg. Ltd.	669	Best Children's Wear Mfg. Ltd.	669
Blondeau Automobiles Inc.	669	Blondeau Automobiles Inc.	669
Bosem Corporation	669	Bosem Corporation	669
Clary Compagnie Limitée — Clary Company Limited	670	Clary Compagnie Limitée — Clary Company Limited	670
Construction Bonaventure Ltée	670	Construction Bonaventure Ltée	670
Courtiers d'Automobiles Associés Ltée — Associated Automobile Brokers Ltd.	670	Courtiers d'Automobiles Associés Ltée — Associated Automobile Brokers Ltd.	670
Cyprien Gagnon, Ltée.	671	Cyprien Gagnon, Ltée.	671
Dominion Poultry & Egg Traders Ltd.	671	Dominion Poultry & Egg Traders Ltd.	671
Dunbar Investment Corporation.	671	Dunbar Investment Corporation.	671
Edgar Milot (Ontario) Inc.	672	Edgar Milot (Ontario) Inc.	672
Edmond Deschênes, Ltée	672	Edmond Deschênes, Ltée	672
Ed. Rona & Co. Ltd.	672	Ed. Rona & Co. Ltd.	672
Emerald Television Corporation	673	Emerald Television Corporation	673
General Iron Foundries Inc.	673	General Iron Foundries Inc.	673
Georges Robin Limitée	673	Georges Robin Limitée	673
Gorby Industries, Inc.	674	Gorby Industries, Inc.	674
Granby Slate Mining Ltd.	674	Granby Slate Mining Ltd.	674
Gratton & Villiard Inc.	674	Gratton & Villiard Inc.	674
J. Albert Julien Ltée	675	J. Albert Julien Ltée	675
J. B. Langlois Inc.	675	J. B. Langlois Inc.	675
J. E. Vincent Limitée	675	J. E. Vincent Limitée	675
Jos. Tire Service Station Limited	676	Jos. Tire Service Station Limited	676
Kauf-Min Fashions Inc.	676	Kauf-Min Fashions Inc.	676

La Cie Bérubé Fourrures, Ltée 676
L'Amicale du Collège Ste Elizabeth-Charlevoix Inc.. 677
Lecours-Godmer Transport Limitée.. 677
Le Moulin Agricole de Kénogami Limitée. 678
Les Equipements St-Paul Ltée..... 678
Les Huiles Legris Limitée. 678
Les Produits de Béton (Québec) Ltée — Quebec Concrete Products Ltd.. 679
Lou Wellen Inc. 679
L. Woods & Son Transport Ltd.. 679
Nu-Way Products Ltd.. 680
Optimist Club of Sherbrooke 680
Ore Ungava Railway Association Inc. . 680
Placements Métropole Ltée — Metropole Investments Ltd.. 681
Plâtrage Provincial Inc.— Provincial Plasters Inc. 681
Popular Auto Sales & Services Ltd... 681
Rolga Chibougamau Mines Limited.. 682
Salaison Boisselle, Ltée 682
Société d'Entreprises de Rimouski Inc. — Rimouski Enterprises Corporation 683
Soucy Automobiles Inc..... 683
Standard Metal Co. Inc.. 683
Star Pants, Laurierville, Limited. 684
Steel & Timber Structures Ltd.. 684
Sterling Finance Corporation. 684
Sunset Investment Corp. 685
Symphony Shop Ltd.. 685
The Julo Corporation 685
The Swiss Hut Bar-B-Q Limited — La Hutte Suisse Bar-B-Q Limitée..... 686
"Tony the Tailor" Ltd.. 686
Transatlantic Mineral & Ore Ltd..... 686
Tubulaire Industries Inc. 687
Willowdale Realties Inc.. 687

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Carrière St-Maurice Incorporée — St-Maurice Quarry Incorporated 687
Central Motor Sales Limited 688
Clinique B.C.G. de Montréal, Inc. 688
Deakin & Stewart Limited. 688
Dufresne Engineering Company Limited 689
The Albert Paper Company Inc..... 689
The Pagé Equipment & Construction Company, Limited. 689

PROCLAMATION:

Concernant la tenue d'un terme extraordinaire de la Cour du Banc de la Reine dans le district de Terrebonne. 713

SIÈGES SOCIAUX:

Cie de Peintures et Vernis Mont-Royal Ltée — Mount Royal Colour and Varnish Co. Ltd..... 714
Dominion Brass and Aluminum Foundry Ltd.. 714
Industries Camart Industries Ltd..... 714
Paul-Émile Lachance Ltée 714
St. Simeon Uranium Corporation 715

SOUMISSION:

Chicoutimi, commissaires d'écoles de la paroisse de. 720
Dolbeau, ville de..... 722
Howick, village de 718
Salaberry-de-Valleyfield, commissaires d'écoles de la ville de. 717
Ste-Jeanne-de-Chantal, commissaires d'écoles de 715

La Cie Bérubé Fourrures, Ltée 676
L'Amicale du Collège Ste Elizabeth-Charlevoix Inc.. 677
Lecours-Godmer Transport Limitée.. 677
Le Moulin Agricole de Kénogami Limitée. 678
Les Equipements St-Paul Ltée..... 678
Les Huiles Legris Limitée. 678
Les Produits de Béton (Québec) Ltée — Quebec Concrete Products Ltd.. 679
Lou Wellen Inc. 679
L. Woods & Son Transport Ltd.. 679
Nu-Way Products Ltd.. 680
Optimist Club of Sherbrooke 680
Ore Ungava Railway Association Inc. . 680
Placements Métropole Ltée — Metropole Investments Ltd.. 681
Plâtrage Provincial Inc.— Provincial Plasters Inc. 681
Popular Auto Sales & Services Ltd... 681
Rolga Chibougamau Mines Limited.. 682
Salaison Boisselle, Ltée 682
Société d'Entreprises de Rimouski Inc. — Rimouski Enterprises Corporation 683
Soucy Automobiles Inc..... 683
Standard Metal Co. Inc.. 683
Star Pants, Laurierville, Limited. 684
Steel & Timber Structures Ltd.. 684
Sterling Finance Corporation. 684
Sunset Investment Corp. 685
Symphony Shop Ltd.. 685
The Julo Corporation 685
The Swiss Hut Bar-B-Q Limited — La Hutte Suisse Bar-B-Q Limitée..... 686
"Tony the Tailor" Ltd.. 686
Transatlantic Mineral & Ore Ltd..... 686
Tubulaire Industries Inc. 687
Willowdale Realties Inc.. 687

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Carrière St-Maurice Incorporée — St-Maurice Quarry Incorporated 687
Central Motor Sales Limited 688
Clinique B.C.G. de Montréal, Inc. 688
Deakin & Stewart Limited. 688
Dufresne Engineering Company Limited 689
The Albert Paper Company Inc..... 689
The Pagé Equipment & Construction Company, Limited. 689

PROCLAMATION:

Concerning the holding of an extraordinary term of the Court of Queen's Bench in the district of Terrebonne.. 713

HEAD OFFICES:

Cie de Peintures et Vernis Mont-Royal Ltée — Mount Royal Colour and Varnish Co. Ltd..... 714
Dominion Brass and Aluminum Foundry Ltd.. 714
Industries Camart Industries Ltd. 714
Paul-Émile Lachance Ltée 714
St. Simeon Uranium Corporation 715

TENDERS:

Chicoutimi, School Commissioners of the parish of 720
Dolbeau, town of 722
Howick, village of..... 718
Salaberry-de-Valleyfield, School Commissioners of the town of..... 717
Ste-Jeanne-de-Chantal, School Commissioners of 715

St-Hyacinthe, cité de..... 716
St-Jean-de-Boischatel, village de..... 719

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company... 723

VENTES PAR LICITATION:

Méthot vs Levac *et al* 725
Séguin vs Séguin *et al* 724
Weir vs Rubin *et al* 723

VENTES POUR TAXES:

Abitibi, comté de 726
Compton, comté de (Errata) 732
Lac St-Jean-Est, comté de 733
Montréal-Sud, ville de..... 733

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

La Coopérative d'Électricité de St-Cyrille de Wendover vs Landreville. . . 735

BEAUHARNOIS:

Legault vs Lefebvre..... 735

IBERVILLE:

Poirier vs Bonneau..... 735

KAMOURASKA:

Arthur Lang Lted vs Ouellet 736
Landry vs Paré *et al*..... 736

ROUYN-NORANDA:

Forest vs Bisson..... 736

34276-o

St-Hyacinthe, city of..... 716
St-Jean-de-Boischatel, village of 719

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company ... 723

SALES BY LICITATION:

Méthot vs Levac *et al* 725
Séguin vs Séguin *et al* 724
Weir vs Rubin *et al* 723

SALES FOR TAXES:

Abitibi, county of..... 726
Compton, county of (Errata)..... 732
Lake St. John-East, county of..... 733
Montreal-South, town of..... 733

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

La Coopérative d'Électricité de St-Cyrilly de Wendover vs Landreville.... 735

BEAUHARNOIS:

Legault vs Lefebvre..... 735

IBERVILLE:

Poirier vs Bonneau..... 735

KAMOURASKA:

Arthur Lang Lted vs Ouellet 736
Landry vs Paré *et al*..... 736

ROUYN-NORANDA:

Forest vs Bisson..... 736

34276-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.